HORS SÉRIE. — N° 3. 39e ANNÉE. — FÉVRIER-AVRIL 1933.

# La Coopération des idées

ORGANE BIMESTRIEL DE LA RÉACTION DU BON SENS,
SEUL VRAIMENT INDÉPENDANT DES COTERIES,
DES PARTIS, DES POUVOIRS, DE L'ARGENT,
ET MÊME DES LECTEURS ET ABONNÉS.

RÉDIGÉ PAR GEORGES DEHERME

---

**SOMMAIRE :**

LA CRISE INSOLUBLE.
LES ASSURANCES SOCIALES.

---

Journaux, revues, bulletins, etc, sont instamment priés d'annoncer que ce N° (204 pages) est envoyé *GRATUITEMENT* à qui fera parvenir son adresse à :

M. G. DEHERME, 29 *bis*, RUE DE MONTEVIDEO, PARIS-XVIe

La reproduction, partielle ou totale, littérale
ou interprétative, est pleinement autorisée
**sans condition.**

Hors série. — N° 3. 39e Année. — Février-avril 1933.

# LA COOPÉRATION DES IDÉES

## LA CRISE INSOLUBLE (1)

*En* 1910 *paraissait chez l'éditeur Bloud* La Crise sociale. *Gageure d'atrabilaire, semblait-il, que de parler de* « crise » *alors que tout allait au mieux; qu'il n'y avait pas eu d'invasion et d'insurrection depuis quarante ans; que l'industrie et le commerce, toutes les industries et tous les commerces, gagnaient de l'or; que le* 3 0/0 *approchait du pair; que l'automobile, le cinéma, les sports, à leurs débuts, réjouissaient les foules; qu'on s'apprêtait à désarmer, qu'on désarmait*

(1) Œuvres de : Auguste Comte, P.-J. Proudhon, Karl Marx, Georges Sorel.

Aymé-Martin, *Nos grands financiers contre la nation;* Henri Bergson, *Les deux Sources de la morale et de la religion;* Auguste Cavalier, *Révolte des contribuables;* Francis Delaisi, *Les Contradictions du monde moderne;* Joseph Dubois, *Une nouvelle humanité;* H. Dubreuil, *Standards;* Joseph Duboin, *Nous faisons fausse route;* Georges Dovime, *La Débâcle de nos finances;* Ferdinand Fried, *La Fin du capitalisme;* H.-R. Knickerbocker, *Les Progrès du plan quinquennal;* Arturo Labriola, *Au delà du capitalisme et du socialisme;* Pierre Lucius, *Faillite du capitalisme ?* Henri Palud, *Essai sur la crise économique mondiale;* Charles Péguy, *L'Argent;* Vladimir Pozner, *U.R.S.S.;* Walther Rathenau, *La triple Révolution.*

Écrits de : Benjamin Anderson, Paul Bailly, Jacques Bainville, Barral, Joseph-Barthélemy, G. Bolsezian, Joseph Caillaux, Joseph Denais, Gustav Cassel, L.-J. Costes, Albert Despaux, Émile, Durkheim, Édison, Otto Effertz, Gaël Fain, P.-E. Flandrin, Pierre Gaxotte, Juglar, J.-M. Keynes, Alfred Lansburgh, Alfred Levenstein, E. Mathon, André Maurois, Charles Maurras, Edgard Milhaud, Bertil Ohlin, de Peyerimhoff, Pie XI, René Pupin, Lucien Romier, J. Rueff, Saint-Brice, Salin, J.-B. Say, Georges Simmel, Adam Smith, Herbert Spencer, Taylor, Trotsky.

*sans réduire pour cela le budget; que la matchiche cédait joyeusement le pas au langoureux tango; que, que...*

*Je me bornais d'ailleurs à dénoncer la crise où elle était déjà, où elle se manifestait terriblement à qui voulait voir : dans les préjugés, dans les mœurs, dans les institutions croulantes. C'est là qu'était le mal, disais-je, c'était là qu'il fallait intervenir sans plus tarder. Ce qui faisait sourire les gens pratiques, les « réalistes », du moins ceux qui ne voient de réalité que dans leurs rêves sordides. Peut-être sont-ils moins gais aujourd'hui; mais, sûrement, ils ne sont pas plus intelligents.*

*La guerre sans victoire hier, le chômage, la banqueroute et la ruine maintenant, l'émeute sociale demain : accidents gradués d'une même infection. Et, de toute part, on ne cherche qu'à les atténuer sur un point en activant le virus démoploutocratique. C'est cela qu'on appelle résoudre la crise. Heureusement, elle est insoluble.*

## I. — LES CAUSES

Les États-Unis comptent douze millions de chômeurs; l'Europe, autant. Le trafic international a diminué de plus de 60 0/0. Les valeurs mobilières et immobilières s'avilissent ; les fortunes les plus solides s'écroulent. Les impôts, excessifs, ne rentrent plus; les États, les uns après les autres, font banqueroute. Les monnaies sont défaillantes : en tête, l'impériale livre sterling, l'opulent dollar, le franc à quatre sous.

L'inquiétude, la gêne, le marasme et la ruine sont partout. Seuls y échappent — pour un temps qui sera bref — pensionnés, sportulaires, fonctionnaires et toutes les « parties prenantes », comme seuls en

bénéficient provisoirement les politiciens, comitards, combinards en tout genre et la séquelle de requins d'affaires que la décomposition générale fait pulluler.

Mais le point névralgique n'est pas le même pour tous, il n'a pas en tous la même intensité et, surtout, il ne décèle pas le vrai mal social dans sa profondeur. Chacun souffre pour son compte d'un aspect du désordre et ne voit que cela. On peut donc dire qu'il ne réalise pas encore ce qui est beaucoup plus qu'une crise économique.

Les progrès matériels accomplis depuis la fin du XVIIIe siècle par la rapidité croissante des moyens de transport, le machinisme, la vapeur, puis l'électricité et la technique paraissent, *jusqu'ici*, avoir rendu impossible le retour des grandes famines qui sévissaient jadis ; mais ce n'est pas sans avoir suscité un paupérisme chronique et provoqué périodiquement des désordres économiques, politiques et sociaux plus ou moins violents. Ces progrès dont nous sommes si fiers ont multiplié et intensifié les conflits de nationalités, de races et de classes, cependant que l'outillage de la destruction et du meurtre se perfectionnait de plus en plus.

Jusqu'ici, les crises économiques ne sévissaient que tous les dix ou sept ans. Plus ou moins circonscrites, elles duraient peu. Les économistes pouvaient les annoncer avant qu'elles ne fussent finies. A la vérité, c'étaient d'utiles soupapes de sûreté dont le jeu suffisait à rétablir l'équilibre compromis. Et les choses reprenaient leur train de prospérité des uns faite de la misère des autres.

Toutefois, peu à peu, ce cycle se rétrécissait et les phénomènes morbides se multipliaient en s'accentuant et en se précipitant. Tant il y a que la prétendue crise actuelle dure depuis trois années, qu'elle s'étend sur le monde entier et qu'on ne peut prévoir

où et quand s'arrêteront ses ravages. Or, quand un mal, de plus en plus aigu, s'avère chronique, il est incurable. Il faut que quelque chose meure : soit la cause profonde, soit l'organe plus particulièrement atteint, soit le malade. En l'occurrence, soit le système social, soit la civilisation, soit l'humanité.

### Méfiance.

Un économiste allemand aurait catalogué deux cent trente-cinq causes de la crise. Il suffira d'examiner brièvement les moins futiles.

M. Pierre Lucius écrit *(Faillite du capitalisme?)* : « La misère intellectuelle et morale dont témoigne le rapport des experts chargés par la Société des nations d'enquêter sur les origines de la crise universelle a quelque chose de surprenant, d'anormal. Elle a frappé les plus ardents partisans de la Babel genevoise. Les experts du sous-comité économique européen n'ont trouvé à la crise qu'une seule cause : la méfiance, considérée comme une entité, comme une sorte de génération spontanée, venue on ne sait d'où. Sur les *causes* de cette méfiance, pas un mot. »

Certes, la confiance, mère du crédit, cimente le social. Si elle manque, tout se désagrège. Cette carence, c'est tout le mal, c'est le mal même. Dire que la crise provient de la méfiance, c'est dire que la fièvre est causée par l'hyperthermie. Tautologie.

Serait-ce qu'on veuille plutôt recourir aux procédés d'autosuggestion de la méthode Coué ? En vérité, jamais on n'a vu autant d'apologistes verbalement enthousiastes de la confiance. Les escrocs ne sont pas plus persuasifs, ni suggestives les obsédantes publicités américaines.

Hélas ! rien n'y fait, rien n'y peut faire...

Faut-il imputer, au contraire, les abus de crédit ? Mais il n'y a jamais trop de crédit. Néanmoins,

M. Juglar énonce : « Les crises ont une origine *unique :* ce sont les convulsions du crédit provenant de l'extension exagérée qu'il avait prise antérieurement et qui fausse le mécanisme sain de la circulation... Une crise ne survient *jamais* à l'improviste. Elle est toujours précédée d'une période de grande prospérité et d'un prodigieux mouvement d'affaires... La crise, c'est l'arrêt de la hausse des prix, c'est-à-dire le moment où l'on ne trouve plus de preneurs. Alors on se précipite sur les banques pour obtenir de nouveaux crédits, on proroge les échéances, on suspend les créances... » Autrement dit, la crise succède à la prospérité comme la pluie au beau temps ou la crise, c'est la crise. On le savait.

### Surproduction.

En s'en tenant à ce que l'économique a de moins humain, à ce que seraient les rapports de consommateurs et de producteurs dans un conglomérat de brutes, incapables d'aménager les forces matérielles parce qu'ils en sont les esclaves volontaires, les crises proviennent d'un déséquilibre entre la production et la consommation.

Or, pour les Pères de la docte économie politique, notamment Adam Smith et J.-B. Say, la valeur totale des revenus d'un peuple est égale à la valeur de sa production. Plus on produit, plus on échange. L'échange, proclame Herbert Spencer, est « une compensation mutuelle de donations ». Cela étant, il ne saurait y avoir de crise, la surproduction et la sous-consommation ne sauraient se concevoir. Tout au plus une certaine déficience qualitative de la consommation. Car la production est nécessairement limitée, tandis que les besoins, qualitatifs à tout le moins, sont indéfiniment extensibles. Voilà la théorie des pontifes d'hier.

Voici les faits d'aujourd'hui. On accuse la surproduction de tout le mal. On surélève les barrières douanières, on contingente, par tous les moyens on détruit d'énormes stocks de céréales, de café, de coton, on arrache les plantations, on se prépare à restreindre l'usage des engrais, l'emploi des machines, cependant que les États, de plus en plus obérés, à la lisière de la banqueroute, font des rentes insuffisantes aux chômeurs affamés qui grondent. Or les économistes qui inclinent à justifier ces mesures, jadis, anathématisaient les ouvriers ignares qui brisaient les machines. Autre temps, autre science pour les thuriféraires du capitalisme.

Si paradoxale que cela puisse paraître à nos bons pacifistes bellifères, cette surabondance catastrophique est due en partie aux effroyables destructions de la guerre. Celles du vieux matériel, des vieilles usines, des stocks de matières premières. Cependant que les millions de soldats enlevés aux champs et aux ateliers suscitaient une pénurie de main-d'œuvre, il y avait des besoins énormes d'objets fabriqués.

C'est dans ces conditions qu'il fallut rebâtir, reconstituer les stocks, réparer les dégâts, renouveler les méthodes de travail. Ici, il le faut dire, le capitalisme fit merveille par son stimulant ordinaire du profit (dividende, bénéfice, tantième, salaire). Il accomplit en un lustre ou deux ce que l'ingéniosité, l'intelligence, le sens social le plus aiguisé eût fait en un siècle. Mais on le paya avec de l'humain, par un recul de civilisation qui fait présager d'effroyables cataclysmes dont la crise n'est que l'anodin prélude.

### Chute des prix.

Pour le capitalisme, et c'est là son vice incorrigible, il faut toujours plus de profit d'argent. Il pousse

à la hausse des prix. Et donc à la diminution du pouvoir d'achat. La production à grand rendement, d'ailleurs, n'est pas nécessairement la production à bon marché. Car elle ne va qu'avec un gaspillage énorme.

« Voici une nouvelle technique, écrit M. Caillaux, qui naît dans une industrie déterminée. Les industriels se demandent s'il faut l'adopter. Comme les concurrents l'adoptent, ils sont obligés de le faire, avant d'avoir amorti l'ancienne technique, de sorte qu'ils ne peuvent réduire les prix de fabrication. Nous voyons que tous ces prétendus progrès n'abaissent pas le prix des produits, mais qu'ils ont pour effet de faire renvoyer du personnel. D'où sous-consommation fatale, et aucun progrès au point de vue économique. »

Ce qu'il y a de plus tragique dans la situation du monde, ce n'est pas l'aspect politico-économique, ce n'est pas l'arrêt de l'industrie, les faillites, le chômage, la ruine, ce n'est pas le déficit budgétaire, l'émeute menaçante : c'est que toute cette détresse provienne absurdement de la richesse et de la surabondance. Cela, c'est le signe manifeste de la Bête apocalyptique qui annonce qu'il y a quelque chose de monstrueusement détraqué dans le psychisme humain et l'organisme social.

Quand il y a disette ou plutôt insuffisance de marchandises par rapport aux besoins, tout est cher et tout se vend. Les gros dividendes et tantièmes, les superbénéfices accompagnent les hauts salaires. L'État aussi prospère. Par exemple, une récolte de blé déficitaire contribue à assurer l'équilibre d'un budget qui n'est pas exagérément démocratique en donnant lieu, par les importations, à la perception de droits de douanes.

Pour la collectivité des cultivateurs, une trop

bonne récolte est une calamité. Les cours s'affaissent. D'autre part, les prix de revient s'élèvent du fait des taxes fiscales qui s'enflent démesurément et des charges d'emprunts hypothécaires ou autres, durant que s'affaiblit le pouvoir d'achat des masses.

Dès lors, on achète beaucoup moins de toutes choses.

Cependant que la production s'accroît considérablement, comme le constate, pour les engrais notamment, la puissante holding Sofina : « La consommation d'azote a passé de 720.000 tonnes en 1919 à 2.360.000 tonnes en 1929 ; mais les entreprises affiliées au cartel de l'azote, qui contrôle 80 0/0 de la production mondiale, ont développé leur équipement au point qu'elles pourraient produire seules 4 millions de tonnes par an. » Et de tout ainsi. Conséquence : Déflation des prix, — catastrophique pour le capitalisme. De 1929 à 1932, aux États-Unis, le blé est tombé de 147 cents à 50, le coton de 22 à 6, le cuivre de 24 à 5, etc. Tous les prix sont déséquilibrés. M. Benjamin Anderson, économiste américain, écrit : « Il y a eu de violentes ruptures de prix pour les matières premières et les produits agricoles, alors que les prix des produits manufacturés ont baissé beaucoup plus modérément. Il en est résulté une telle diminution du pouvoir d'achat des producteurs de denrées agricoles et de matières premières que ceux-ci ne peuvent plus, sur la base des prix actuels, acheter leur part de la production industrielle, si fortement comprimée qu'elle ait été. »

Ainsi, ce serait donc la « surproduction », engendrant paradoxalement la « sous-consommation », qui serait, avec la perte de la confiance, la principale cause de la chute des prix et de la crise.

## Motoculture.

Feu Albert Thomas, directeur du B.I.T. (Bureau international du travail), qui devrait s'appeler le B.I.D.B. (Bureau international de la dictature des Banques), feu Albert Thomas prétendait que la rationalisation, dépassant les limites que lui assigne le profit, était le plus important facteur du chômage. Il reconnaissait que la main-d'œuvre devenant « de plus en plus coûteuse par les *avantages* que le législateur a stipulés en faveur des travailleurs et de leur famille, ou encore par des restrictions apportées à l'immigration, beaucoup d'entreprises ont accéléré la mécanisation de leurs usines afin de licencier du personnel ».

Une enquête aux États-Unis, ajoutait Albert Thomas, sur la productivité ouvrière par heure de travail, montre que cette productivité s'est accrue, de 1914 à 1927, dans des proportions allant de 26 à 292 0/0. D'autre part, on sait la véritable révolution qu'a accomplie depuis dix ans seulement, dans l'agriculture, l'emploi quasi généralisé des moissonneuses-batteuses et des tracteurs à pétrole. Le nombre de tracteurs agricoles en service aux États-Unis, qui était de 100.000 en 1918, a atteint 900.000 en 1929.

Selon M. L. Romier, « les quantités produites par tête de travailleur s'accroissent d'une manière prodigieuse. Dans les prairies canadiennes, un travailleur obtient de 120 à 130 quintaux, tandis qu'en France un travailleur ne produit que 10 quintaux... La mécanisation s'effectue à une allure incroyablement rapide, non seulement aux États-Unis et au Canada, mais encore en Australie, en Argentine, en Russie et même dans les grandes exploitations de l'Inde. On s'en fera une idée en sachant que le nombre de faucheuses exportées des États-Unis a passé de 1.720 en

1925 à 10.000 en 1929 et celui des tracteurs de 4.600 à 60.000. Ces tracteurs réduisent de deux tiers la durée du travail. C'est une question singulièrement troublante pour l'économiste et le sociologue, de savoir si le machinisme agricole, poussé au delà d'un certain degré, n'aboutit pas, en fin de compte, par la surproduction, l'avilissement des prix et l'exode de la main-d'œuvre rurale, à détruire l'agriculture elle-même. Aux États-Unis, l'agriculture est déjà comme un organisme qui aurait été surexcité par artifice et qui tendrait à fléchir. Les fermes les moins fertiles y sont de plus en plus abandonnées. De nombreux exploitants ne savent comment faire face à leurs dettes. La population agricole diminue. Or, si la crise agricole s'aggravait, les fermiers qui abandonneraient leurs terres parce qu'elles seraient insuffisamment productives, viendraient grossir, dans les villes, le nombre élevé des chômeurs industriels. Ainsi l'excès du machinisme aurait engendré un double chômage par une double surproduction, dans les villes et dans les campagnes. »

Mais la moissonneuse-batteuse ne donne son plein rendement que sur un champ de 400 hectares. Au-dessous de 120 hectares, il n'y a aucun avantage à l'employer.

L'agriculture européenne ne peut donc lutter avec le *power farming* américain ou australien, hormis la Russie collectivisée. Celle-ci cultive, en effet, des domaines agricoles d'État dont la surface dépasse de beaucoup les plus grandes exploitations américaines. On cite une ferme d'État, dans le Don, d'un seul tenant, couvrant 200.000 hectares.

C'est bien au communisme qu'aboutit le surcapitalisme. Même les procédés empiriques auxquels les conservateurs ont plus volontiers recours, par exemple le protectionnisme inconsidéré, nécessairement

étatiste, portent de l'eau au moulin rouge. Robot aussi, l'homme-machine qui se substitue peu à peu à l'homme de chair et de cerveau, devient l'élément nécessaire de cet agrégat mécanique.

### Mise au point.

Dans un chapitre de *Démocratie et Sociocratie*, écrit il y a une dizaine d'années, j'ai commis une erreur. Je tiens à la relever, car son explication est des plus instructives.

La désertion des campagnes, disais-je, l'abandon des travaux agricoles et, d'autre part, la consommation du pain s'étendant et s'accroissant, même en Asie, devait provoquer la disette.

Une erreur est une erreur. Je ne cherche donc pas à atténuer celle-ci en excipant qu'elle ne porte pas sur le fond des choses et qu'elle ne saurait modifier les conclusions.

J'avais compté sans les progrès invraisemblables de l'industrialisation de la culture, sans la technique chimique, sans les moissonneuses-batteuses, sans la furie de production capitaliste. Au lieu de disette, ce fut la surabondance. Mais les résultats, qui seuls importent, furent ceux que je pronostiquais, pires encore, parce qu'ils provenaient des mêmes causes sociales que je dénonçais.

J'aurais dû exprimer plus nettement ce que je pensais, à savoir que la France était menacée de manquer de blé et, à tout le moins, d'avoir à subir une subordination économique déterminant la subordination politique et spirituelle, par l'amoindrissement de son élément paysan, l'extension de ses terres en friche, le trop-plein de ses villes, corruptrices et insalubres, et l'accroissement de ses classes moyennes.

Le travail ordonné, pour une fin humaine, dans le cadre familial et national d'abord, est une chose. La

pour le moins égale à celle des pacifistes sincères, que de supposer qu'ils n'en abuseront pas, et jusqu'à la stupidité. La loi du profit, qui est uniquement la leur, sera donc d'affamer le monde pour maintenir les prix qu'ils ont fixés. Ils feront brûler les récoltes plutôt que de consentir à diminuer leurs bénéfices.

### Surpopulation.

Quoi qu'il en soit, les Américains, dont la population ne s'accroissait pourtant que de 600.000 à 900.000 par an par l'immigration, ont décidé de réduire celle-ci à 20.000. « Les Américains ont jugé très habile, écrit M. Saint-Brice, de conserver à 130 millions d'hommes toutes les ressources d'une contrée qui pourrait en nourrir 300 millions. De même les socialistes australiens ont pensé limiter à 6 millions d'hommes la population d'un continent grand comme les trois quarts de l'Europe. Par un implacable retour de justice immanente, ce mathusianisme égoïste a eu pour premier résultat de paralyser la machine américaine elle-même et de mettre 10 millions de travailleurs sur le pavé. Dix millions d'électeurs qui voudraient à la fois que l'Europe les dispensât de payer les impôts en versant indéfiniment les annuités des dettes, que l'Europe achetât tous les produits américains et conservât son excédent de population. »

Mais s'ils ouvraient leurs frontières, les limites seraient vite débordées. En un siècle, la population du globe a presque triplé. Il y a trop d'hommes pour le capitalisme, et de plus en plus. Faites la guerre, souhaitez les épidémies, la famine, les séismes, sinon étranglez le capitalisme, tuez le profit.

Le chômage a encore été aggravé par le travail des femmes. Sur 22 millions de Français salariés, il y a 9 millions de femmes ; mais les deux tiers ne

sont pas mariées. Le capitalisme a poussé à cette dissolution de la famille parce qu'il y voyait une main-d'œuvre à meilleur compte. D'ailleurs, le communisme, comme nous le voyons en Russie, dissout mieux encore. Quoi qu'il en soit, il est évident que le travail des femmes aggrave le chômage.

### Rationalisation.

Mais la rationalisation ? M. G. Bolsezian nous dit : « On peut démontrer, chiffres en mains, que la rationalisation a absorbé plus d'ouvriers qu'elle n'en a libéré. » En diminuant les prix de revient et de vente, elle accroît la consommation. Alors ?... « La crise américaine n'est pas due à la surproduction, mais elle est la conséquence inéluctable de l'impossibilité de conserver la surconsommation. » Et cette impossibilité serait une conséquence directe des économies fermées. M. Bolsezian conclut : « Le progrès technique et la rationalisation, pris dans l'ensemble, en diminuant les prix pour atteindre des couches toujours plus larges de consommateurs, et en créant de nouvelles industries et de nouveaux besoins, sont un facteur capital de la prospérité économique. Ce qui freine cette prospérité, c'est le décalage, qui commence à devenir tragique, entre le progrès technique et les idées et les procédés politiques hérités de la civilisation gréco-romaine. »

Reste à savoir si la rationalisation épargne vraiment du travail à l'ouvrier, économise la matière première et produit à meilleur compte.

Ce qui est certain, c'est que la production surcapitalisée est chère. D'abord par les énormes profits qu'elle doit prélever. Ensuite le gaspillage est considérable. La course aux profits pousse à une folle prodigalité de substance. M. Jacques Bainville le fait judicieusement remarquer : « A toute machine qu'il

faut jeter parce qu'une machine plus parfaite la met hors d'emploi, le passif augmente. Nous allons à la ruine, à la misère, donc à l'arrêt du progrès et même à un recul de la civilisation, par l'accélération déréglée du progrès. » A l'inverse d'Ugolin, ici, c'est l'enfant qui mange son père, c'est le capitalisme qui dévore le capital.

Dégageant la conclusion de la Conférence internationale des sciences économiques appliquées, qui s'est tenue à Bruxelles, M. Albert Despaux nous dit :

« Un exemple typique est fourni par le rapport sur l'industrie houillère de la Ruhr, présenté par le Dr Jüngst, que vient de commenter le professeur de Leener, de l'Université libre de Bruxelles.

« La rationalisation, effectuée à partir de 1924, a comporté des aménagements nouveaux d'exploitation par abandon de couches entières de charbons maigres notamment, dont le coût était trop élevé, ou l'écoulement trop difficile, par fusion de plusieurs sièges ou réunion de plusieurs cokeries, de sorte que 18 charbonnages, d'une production annuelle de plus de 5 millions de tonnes, ont arrêté leur exploitation de surface, par renonciation complète à certaines exploitations de fond et fermeture de puits, de sorte que le nombre total des charbonnages a été réduit de 275 à 189, par disparition de 86 de ceux-ci, dont 34 n'avaient, d'ailleurs, qu'une production annuelle inférieure à 100.000 tonnes.

« D'autre part, les moyens d'abatage ont été mécanisés dans la proportion de plus de 90 0/0 de charbon abattu, et les moyens de transport l'ont été aussi par l'emploi de convoyeurs à secousses.

« Au point de vue du rendement, les résultats espérés ont été atteints ; mais il a fallu, pour obtenir ces résultats, relever la durée de la journée de travail de sept à huit heures et, de plus, accroître la durée

effective du travail d'une demi-heure environ par diverses mesures de détail.

« En réalité, dit le rapporteur, « le but poursuivi « par les charbonnages avec la rationalisation n'a « pas été atteint ». Le but était de diminuer le prix de revient. Or, les salaires ont augmenté dans la même proportion que le rendement, de 9,03 marks par tonne, pendant le premier semestre de 1924, à 9,11 marks en 1929. D'autre part, la mécanisation a grevé les frais d'exploitation de 41,4 pfennigs par tonne. Enfin, les abandons d'exploitation impliquent l'amortissement des éléments d'actif qu'ils représentent, car la reprise de l'exploitation ne pouvait s'opérer que moyennant de très grosses dépenses et les fractions du capital national qui ont été sacrifiées le sont, sans doute, irrémédiablement. »

Le capitalisme est donc devenu l'ennemi du capital comme du travail. Il dilapide les richesses naturelles. Il ne fait qu'à force d'argent, seulement pour de l'argent, chèrement, c'est-à-dire en diminuant toujours plus le pouvoir d'achat. C'est pourquoi il ne peut maintenir l'équilibre entre la production et la consommation « par les mouvements des prix de revient et du prix de vente », comme le veut M. Anderson, ni par voie étatiste.

Il en résulte ce que l'Allemand Alfred Lansburgh appelle « la production erronée », qui achève de détraquer l'économie. Mais le même économiste estime « bien plus importante encore la crise monétaire qui fait suite à ce premier temps de la production erronée ». La crise générale aurait donc pour causes principales : 1° La production erronée ; 2° le trouble de circulation du pouvoir d'achat qui en est la conséquence.

## Inflation de crédit.

Cependant que le profit (dividende, tantième, bénéfice, commission, courtage, sursalaire) provoque la hausse des prix, celle-ci accroît celui-là. C'est l'ère de l'euphorie de prospérité matérielle, et aussi de la démoralisation et de l'abrutissement publics. De la démocratie sociale dans toute sa hideur. C'est la période des *booms* américains (1927-1929). Cette apothéose de l'argent, ce triomphe des classes moyennes, cette décomposition morale, heureusement, ne peuvent durer. Et c'est alors, bientôt, la dépression générale, la panique, l'effondrement...

Dans un système aussi factice, où tout est fiction, mensonge, chimère, où les moyens sont buts, tout est démesure, incohérence, chaos. Quand les profits monétaires ont atteint la limite infranchissable, quand ils doivent se réduire, tout se disloque. Les cupidités s'entre-choquent. Le crédit agonise. La confiance s'évanouit, malgré l'intervention énergique des banques d'émission et les objurgations des bons apôtres qui ne voient pas ce qu'a de grotesque l'appel au spirituel expirant pour restaurer l'hégémonie du plus matérialiste temporel. C'est la phase des crédits gelés, des krachs, banqueroutes et suicides sensationnels, de la spéculation à la baisse, du chômage et de l'émeute menaçante.

« L'inflation de crédit, écrit M. Gaël Fain, en effet, a contribué, à contresens des conditions techniques, agricoles et commerciales, d'une part, à maintenir les prix à un niveau artificiellement élevé (en enrayant la baisse lente et progressive qui aurait dû normalement se produire) ; d'autre part, à favoriser la constitution de stocks de valorisation considérable, enfin à permettre la création d'un grand nombre d'entreprises établies en porte-à-faux. Dans ces con-

ditions, la baisse des prix, à partir de 1929, a été non seulement profonde, mais extrêmement *rapide* et *brutale*, et c'est cette brutalité même qui, en ébranlant la confiance, a déclenché, en « boule de neige » l'avalanche à laquelle nous avons assisté et tué, en quelques mois, l'esprit d'entreprise et d'investissement, également atteint par l'écroulement dramatique des entreprises malsaines nourries par l'inflation de crédit. » Nous savons que la hausse constante des prix est l'atmosphère vitale du capitalisme : c'est ce qui le juge et le condamne à mourir. J'y reviendrai.

### La monnaie.

Tandis que quelques pontifes imputent la crise à la restriction des crédits, pour d'autres, c'est à leur extension exagérée. Mais pour tous, c'est du profit qu'il s'agit. « L'économie nationale tout entière, écrit Lansburgh, offre alors un tableau si effrayant qu'il est impossible d'imaginer que la crise ait pu avoir pour point de départ proprement dit un phénomène aussi anodin que la réduction des profits dans une série de branches industrielles. »

C'est l'appât du surprofit qui a répandu les jeux de bourse, et monstrueusement développé l'usure par l'escroquerie plus ou moins légale, par les trusts, holdings, sociétés de placements, etc., si propices à la multiplication des tantièmes d'administrateurs et aux tripotages de bourse et de banque.

Dans une conférence sur « l'économie politique et la politique économique », un de nos experts les plus qualifiés ou, si l'on aime mieux, les moins errants, M. Rueff, s'est efforcé de montrer que « la plupart des maux dont le monde souffre actuellement proviennent des stratagèmes auxquels on a eu recours pour éviter d'avoir à s'adapter aux conditions chan-

gées de l'après-guerre. De toutes parts, on s'est efforcé d'immobiliser les prix : ici loyers stabilisés par la loi ; là, salaires fixés, en une période de baisse des prix, soit par l'assurance chômage, soit par l'arbitrage obligatoire ; ailleurs, des *farm boards* (bureaux agricoles) ou des tarifs douaniers croissants, tendant à maintenir des prix élevés pour les produits de l'agriculture. Jadis, le rôle du *gold standard* consistait à corriger ces phénomènes et à rétablir l'équilibre économique ; mais les interventions dont nous parlons ont paralysé cette fonction de l'étalon d'or. La redistribution de l'or, par la méthode des emprunts internationaux, a été empêchée par l'adoption du *gold exchange standard*, ou équivalence de certaines devises avec l'or. Enfin, les interventions de certaines banques centrales d'émission sur le marché, par la politique dite de l'*open market*, ont eu pour effet d'empêcher le rétablissement de l'équilibre dans la balance des comptes, et par suite de maintenir la maldistribution de l'or ».

Puisque sa vertu est d'être rare, pour pouvoir être monopolisé, il est évident que l'or sera toujours mal distribué entre les individus comme entre les nations. Il en serait de même de tout autre métal ou marchandise plus ou moins rares monétisés.

On s'effraye encore des désastres qu'entraîne « la hideuse banqueroute ». Ne voit-on pas ceux dont elle nous a préservés ?

Quoi qu'il en soit, ces banqueroutes, patentes ou latentes, furent de tous les temps et de tous les régimes. Elles sont une nécessité du vieux système monétaire. Je rappellerai seulement que, du XIIIe siècle à la Révolution, la livre tournois en vint à n'avoir plus que la vingtième partie de sa valeur primitive. Au cours du siècle dernier le franc se dévalua encore d'un tiers pour, brusquement, en

1926, se réduire des quatre cinquièmes. Et ce n'est pas fini, puisque c'est par ce moyen désespéré que le capitalisme pourra retarder sa chute inéluctable.

Néanmoins, il est incontestable que les réparations en argent, les dettes de guerre et surtout les prêts usuraires anglo-saxons aux États obérés ont troublé profondément la circulation monétaire. Dans certains États emprunteurs, de ce fait, les impôts absorbent la moitié des revenus du pays. Aussi sont-ils acculés à la banqueroute. La moralité publique en souffre et la confiance en meurt. De là au communisme, il n'y a qu'un pas. Le surcapitalisme international nous le fait prestement sauter. Comme la démocratie va à la ploutocratie et à la guerre sous l'étendard de l'égalité et de la paix, le capitalisme afflue au communisme par l'appât du profit individuel.

### Réparations et dettes.

Sans débattre de l'iniquité des prétendues dettes, de la légitimité des réparations et de l'odieuse escroquerie des prêts aux nations impécunieuses et qui ne peuvent se défendre, uniment, on doit tenir pour insensés des créanciers qui s'obstinent diaboliquement à vouloir être payés en espèces. Car l'argent n'est qu'un signe. Il ne saurait dispenser de produire. Les paiements ne peuvent jamais, en définitive, s'effectuer qu'en produits, travail ou services.

Mais les dieux rendent idiots ceux qu'ils veulent perdre. Et ce sont les U.S.A., crevant d'une indigestion d'or, décrétant des taxes douanières prohibitives et exigeant de leurs débiteurs dix fois plus d'or qu'il n'y en a jamais eu dans le monde. Ce sont aussi, il le faut dire, les soi-disant gouvernants français, eux-mêmes gouvernés réellement par une oligarchie financière en majeure partie sémito-germano-

anglo-américaine, grâce à l'ignorance, à la bêtise et à la basse cupidité démocratiques.

Pour suivre le facile et profitable courant démagogique, il n'y avait qu'à croire ou à dire que l'Allemagne paierait six cents ou même mille milliards. Nul ne se demandait ce que cette somme fabuleuse pouvait représenter. Le mirage sordide suffisait. On refusait l'indemnité forfaitaire de cent milliards qu'offraient les Allemands. Et l'on préféra des versements échelonnés *en soixante-quatre ans!* Tous les anciens combattants, et même les autres, se voyaient rentiers. La démocratie avait atteint son idéal.

Mais il fallut déchanter. Et après le plan Dawes, ce fut le plan Young, tous deux inspirés par la bancocratie américaine. Ce dernier, qui pourtant mettait fin au rêve, s'imposa d'emblée, uniquement parce qu'il supprimait tout paiement en nature. Les seuls possibles.

Et c'est pour cela, parce que la masse supputait de larges congiaires, et les mercantis, tripoteurs de toutes sortes, politiciens et financiers de prodigieux bénéfices, pour cette orde chimère, que les Français ont laissé se reconstituer la menaçante unité allemande.

### Démagogie capitaliste.

Voilà, en bref, les causes principales, parfois contradictoires, auxquelles sont attribués l'ensemble des phénomènes économiques pathologiques qui se déroulent actuellement. Comme nous le verrons plus loin, ce ne sont que les causes immédiates ou apparentes.

Toutefois, il convient d'y ajouter encore celle-ci, naturellement omise par les docteurs consacrés. Soit les innombrables orviétans locaux à appliquer arbitrairement et dont le caractère prédominant est de viser à préserver des conséquences fâcheuses de la

crise une catégorie sociale quelconque, forte par le nombre ou par l'argent, au détriment des autres. C'est ce que, dans un moment de franchise, disait M. Flandin à la Société des nations :

« Je pense que nous payons l'appétit de jouissance de notre temps, flatté par les mensonges de la politique, de l'économie et de la finance. Ces mensonges s'appellent l'inflation des budgets, la surproduction et la surconsommation, l'inflation de crédit. L'État, la finance, la cité, livrés à la démagogie, ont doublé, triplé, quadruplé leurs budgets ? Nulle part, on ne s'est avisé d'adapter les besoins aux réalités. Bien mieux, on stimulait l'appétit des collectivités comme des individus. Là où les ressources immédiates faisaient défaut, on hypothéquait l'avenir... »

Mais tel est le sens torrentueux et calamiteux de la démoploutocratie.

## II. — LES REMÈDES

Le diagnostic étant, comme on le voit, hésitant et contradictoire, le traitement entrepris et proposé — local d'ailleurs — ne peut qu'être désordonné et à l'encontre de ce qu'il faudrait.

Dans le social, les solutions partielles, même d'apparences rationnelles, sont inéluctablement fausses et anarchiques. A l'épreuve, les mesures faciles conseillées par les rebouteurs se sont avérées inopérantes, sinon nocives. Ces palliatifs provisoires approfondissent le mal. Les ferventes prières au Sacré-Cœur que préconise le chef de l'Église auraient plus d'efficace si la foi n'était pas agonisante, — et surtout, quoi qu'ils en aient, chez les croyants eux-mêmes.

Pour unifiantes qu'elles aient été, il n'est plus pos-

sible de ranimer les anciennes théologies. Au contraire, il reste à combattre les basses et dissolvantes superstitions que ces croyances ont engendrées en se décomposant. Au premier rang de ces prénotions et idoles est le profit.

Ce n'est pas, on l'entend bien, ce qui préoccupe les magnats de l'industrie, les féodaux de la finance et les pontifes de l'économie politique.

### Réadaptation.

« La crise actuelle, comme les précédentes, lit-on dans le dernier rapport de la Sofina, sera résolue par une réadaptation de la consommation à la production, plutôt que de la production à la consommation. »

C'est là, précisément, la question : rétablir l'ordre. « L'objet de toute activité économique, dit bien M. Gaël Fain, c'est la création des produits et des services *utiles* destinés à la consommation humaine. » — Ce qui est la négation même du profit, essence du capitalisme.

Les holdings, comme la Sofina, sont des organisations d'anarchie, puisqu'elles ont pour fin le surprofit qui dresse des obstacles insurmontables à la libre et normale répartition des richesses produites. De là, l'insuffisance du pouvoir d'achat des masses, le chômage, la mévente, — la crise.

Pour nos médicastres, depuis le plus rétrograde des économistes jusqu'au plus révolutionnaire des socialistes, tout le problème consiste en somme à provoquer, par des moyens plus ou moins appropriés, la hausse des prix pour accroître les profits. C'est l'équivalent de l'action démagogique, électorale et parlementaire. Et elle n'est pas moins funeste.

A cet égard, il convient de relever les conclusions du rapport d'Ottawa : « Une hausse, dans le monde

entier, des niveaux des prix de gros est désirable au plus haut degré. Le fléau de la chute des prix doit être combattu par les gouvernements et par l'action individuelle dans toutes ses origines, qu'elles soient d'ordre politique, économique, financier ou monétaire. » Et cette hausse, ont déclaré les délégations, ne doit pas être seulement nominale, comme celle qu'amène l'inflation, mais réelle.

M. Alfred Langsburgh, économiste allemand, est d'un avis différent : « Cette hausse des prix peut s'amorcer naturellement, automatiquement, par le jeu même de l'activité économique, si les producteurs réduisent leur production dans une telle mesure que la demande finisse par dépasser l'offre. Cependant, on peut également provoquer une telle hausse méthodiquement de l'extérieur, et il convient même de préférer ce procédé artificiel parce qu'il agit beaucoup plus rapidement que le processus économique dont les résultats sont extrêmement lents. C'est ici que commence le rôle des banques d'émission. Comme ces banques déterminent le volume de la circulation monétaire dans le cadre tracé par le maintien de l'étalon-or et comme tout moyen de paiement en circulation constitue un « pouvoir d'achat », les banques d'émission sont en mesure d'amorcer une hausse des prix en mettant à la disposition du marché une certaine quantité de pouvoirs d'achat complémentaire.

« Dans certaines branches économiques, une relation nouvelle permettant de réaliser un profit se rétablit entre les prix de revient et les prix de vente. Ce profit permet de développer la production, cette production accroît la demande en matière première et en main-d'œuvre, et le pouvoir d'achat qui se constitue de cette manière (le pouvoir d'achat a toujours sa racine dans la production) rétablit à son

tour le profit dans *d'autres* branches productives. La guérison est donc aussi contagieuse que l'avait été la maladie. Elle se développe en progression géométrique et elle prépare un nouvel essor sans que l'observateur puisse distinguer avec précision le point où est intervenu le premier choc favorable. »

On verra bien. Ou plutôt, on verra ce qu'on a vu : le mal s'approfondir et se propager.

C'est que si la hausse entraîne le surprofit et développe le crédit pour un temps, elle restreint la consommation, amenuise le pouvoir d'achat et suscite une surproduction erronée.

En réalité, les prix sont toujours trop hauts quand ils dépassent le pouvoir d'achat du consommateur, et ils le dépassent nécessairement quand ils ont incorporé le coût des machines, les frais de transport, de douanes, les impôts, le prélèvement léonin des nuées d'intermédiaires de toute sorte et le surprofit du capital argent et même du travail exclusivement mercenaire.

## Déflation.

Les vues pessimistes de Malthus et de Ricardo et les rêveries optimistes de Bastiat et Carey, aussi contredites par les faits, étaient pourtant moins totalement absurdes que l'empirisme grossier de leurs infidèles disciples d'aujourd'hui. Car, dans leur bon sens illogique, ils professaient que le progrès économique était dans la diminution lente mais continue du profit et qu'il ne pourra jamais y avoir surproduction, les besoins de l'humanité, de nature qualitative surtout, étant indéfiniment extensibles et sa population expansible. Dès lors, pour eux, le problème posé était à l'inverse de celui sur lequel pâlissent nos experts, c'est-à-dire l'insuffisance de la production.

Si leur « science » était artificielle, courte, si leurs méthodes étaient vacillantes et leur doctrine congénitalement infirme, ils étaient sûrs de ce bon sens et ne versaient pas dans l'incohérence et la logomachie des actuels protagonistes du profit. Ce qui condamne ceux-ci, irrémissiblement, à l'impuissance.

« Cette impuissance, avoue M. A. Lansburgh, s'est manifestée d'une manière frappante à l'occasion du Congrès récent de la Chambre de commerce internationale, à Washington. Certains experts voulaient éliminer la crise en adaptant les prix industriels, relativement élevés, au niveau profondément abaissé des cours des matières premières et des céréales : ces experts se prononçaient donc, en principe, pour une contraction des prix et des salaires. D'autres experts préconisaient, tout au contraire, le maintien des prix et des salaires à un niveau élevé parce que, selon eux, c'est seulement de cette manière que l'on pourrait fortifier le pouvoir d'achat et ranimer la demande. D'autres encore voulaient attaquer le mal sous sa forme monétaire et, s'appropriant les propositions de la Société des nations, ils demandaient que l'on autorisât les banques d'émission à développer la circulation fiduciaire sur la base des réserves d'or. Cependant, certains économistes éminents, en accord avec le docteur Sprague de la Banque d'Angleterre, s'opposèrent très énergiquement à cette décision, parce que ces économistes redoutent une nouvelle inflation et estiment, au demeurant, que la crise n'a absolument rien à voir avec le système monétaire. Finalement, le nombre des opinions divergentes soutenues a été presque aussi élevé que celui des experts réunis en Congrès. »

Pour la Banque de France, pour Rothschild, symbole périmé, comme pour les « dieux » cosmopolites,

c'est à la surproduction qu'il faut s'attaquer, « la surproduction dissolvante qui détruit les valeurs, le *profit*, les salaires et les budgets », comme écrit un rédacteur du *Temps* et de *l'Information*, M. René Pupin. Et il ajoute :

« Mais les financiers et les experts n'avaient d'yeux que pour les problèmes monétaires ; ils s'assemblaient au printemps, en été, à l'automne, et concluaient gravement que le monde était à court de signes monétaires et que tout rentrerait dans l'ordre lorsque « les réparations allemandes seraient éteintes ». Les faits leur ont répondu : la circulation monétaire a augmenté presque partout (elle atteint aujourd'hui aux États-Unis 45 dollars par tête contre 37 il y a un an), des crédits multipliés ont été distribués sans discernement et l'Allemagne a bénéficié du moratoire Hoover. Et les choses vont plus mal que jamais. Faut-il s'en étonner ? On pourrait bien tripler la circulation monétaire en tous pays sans autre résultat qu'une aggravation du chaos monétaire et du désordre des finances publiques.

« Après trente mois de crise, on n'a point encore compris que la surproduction, que les stocks excédentaires étaient la cause de tout le mal, que la clé de la situation mondiale est aux États-Unis et qu'il n'y aura pas de prospérité en Europe ou ailleurs tant que les dix matières premières essentielles ou produits agricoles de premier plan se vendront au-dessous de leur prix de revient.

« Avec le blé à 50 cents, le coton à 6 cents, le cuivre à 5, le sucre à 0,60 (0,12 d'avant-guerre) la livre, ces prix réglant plus ou moins ceux des produits semi-manufacturés et des objets finis, il ne peut y avoir que pertes et chômage, au lieu de *profits* et travail, avec cette conséquence : l'inévitable déséquilibre budgétaire.

« Les prix doivent s'ajuster aux monnaies et non les monnaies aux prix. »

Évidemment, il y a de plus en plus surproduction quand le travail n'a pour but que de produire de la valeur monétaire ; mais il ne pourrait y en avoir si l'on instituait enfin, consciemment, la primauté de la valeur d'utilité humaine.

« *Trop* d'une chose ne peut s'échanger contre *trop* d'une autre chose, dit M. Pierre Lucius, *trop* de cuivre ne peut s'échanger contre *trop* de coton, *trop* de drap contre *trop* de chaussures. Un produit en excédent est sans valeur. »

De vente, faudrait-il ajouter. Sinon, pour vérifier la fausseté de cette assertion, il n'y aurait qu'à augmenter le pouvoir d'achat des masses indigentes en abaissant les prix de vente de ces prétendus excédents. C'est d'ailleurs le résultat qu'obtient momentanément l'inflation monétaire, tout en maintenant l'illusion de la cherté, source de profits. L'expérience serait encore plus décisive avec la prise au tas du communisme anarchiste.

### Ententes.

Les ententes internationales (cartels, trusts, holdings, plans, etc.), trop souvent antinationales, ont pour but de restreindre la production, de la *régler*, disent leurs promoteurs, pour défendre le sacro-saint profit. Ils jouent le rôle de séismes, d'inondations, d'incendies, ils sont destructeurs. Ils sont une sorte de protectionnisme ploutocratique. Ils cherchent à créer la disette. Au surplus, ce sont souvent des organes superfétatoires purement spéculatifs.

Les ententes internationales échouent toujours dans leurs propos déclarés et avouables, si elles réussissent parfois dans la spéculation. En 1914, les industries allemandes et françaises avaient constitué

soixante-treize ententes. Elles n'empêchaient pas le dumping allemand, elles n'ont pas prévenu la guerre. Leur résultat le plus certain, non le moins nocif, c'est de conduire au pire étatisme.

Ce caractère étatiste des cartels a été fort bien mis en lumière, en toute ingénuité, par M. Paul Bailly, animateur fameux de Kali Sainte-Thérèse et de la Sofinest, à l'assemblée générale de celle-ci où, pour consoler sans doute les actionnaires de leurs amers déboires, il exposa ce projet saugrenu :

« Article premier. — Les États suivants, principaux exportateurs de blé : États-Unis, Australie, Canada, Argentine, Hongrie, Roumanie, etc., etc., s'associent en un cartel du blé, par la présente convention toujours révocable au gré de chacun d'eux sous préavis d'un an.

« Art. 2. — Chaque État associé s'engage à immobiliser les stocks de blé existant à ce jour dans ses frontières, au besoin en les achetant, et cela tant que le cours du blé à Chicago sera inférieur à un dollar par boisseau (environ 100 francs le quintal).

« Art. 3. — Pour financer les opérations nécessaires, les États-Unis ouvrent au cartel un crédit de 500 millions de dollars.

« Art. 4. — Pour la durée du cartel, et sauf dérogations acceptées d'un commun accord, chaque associé s'engage à limiter dans ses frontières l'ensemble des emblavures de blé au chiffre actuel de leur superficie globale.

« Huit jours après la signature d'un tel pacte, le cours du blé à Chicago atteindrait peut-être déjà le cours désiré, et l'univers entier chanterait alors : « La crise est finie. » Car les immenses populations rurales du monde seraient en voie de retrouver leur capacité normale d'achat. Des cartels semblables pourraient être créés pour le coton, le caoutchouc, le

riz, le sucre, etc. Le cartellisme agraire d'État doit de nos jours compléter le cartellisme industriel privé engendré par la crise de 1882, bien semblable à celle-ci. »

Tel est le « réalisme » de nos surhommes d'affaires.

D'un autre côté, il est évident que le monstrueux gaspillage des richesses naturelles : houille, pétrole, mines métalliques, etc., semble justifier les ententes ; mais c'est justement là qu'elles sont le plus manifestement inopérantes. Car leur objectif est toujours le profit, et non une économie humaine prévoyante.

### Protectionnisme.

L'empirisme protectionniste est dans la même voie d'étatisme. Peut-on s'en étonner ? C'est la facilité, la sécurité du profit. Des primes à l'exportation, des droits prohibitifs contre l'importation, quoi de plus simple ? Il suffit d'une loi. Le malheur, c'est que tous les peuples y ont recours. Et non pas pour garantir les industries indispensables à la défense nationale, ce qui indiffère les démocraties, mais pour s'assurer de plus larges profits.

Or, le Traité de Versailles, que l'on ne trouve pas assez détestable, a établi en Europe 11.000 kilomètres de frontières nouvelles et vingt-sept territoires douaniers. D'où sept cents conventions commerciales environ. Dans ces conditions, la circulation est de plus en plus engorgée. C'est l'apoplexie. Les échanges sont paralysés, parce que, stupidement, à l'exemple des États-Unis, chacun veut vendre sans acheter. Il en résulte, pour ceux qui sont trop faibles ou, comme la France, trop aisément manœuvrés, qu'ils sont inondés de produits étrangers sans pouvoir écouler les leurs.

On ne saurait donc s'étonner, si étant donné ce

protectionnisme agressif et impérialiste et les ravages de la finance cosmopolite, l'activité productrice aspire à se replier et à se concentrer.

Les pays les plus industrialisés, qui sont aussi les plus atteints par la crise économique, parlent de se réagrariser. Henri Ford lui-même, l'apôtre en folie de la mécanisation et de la rationalisation, préconise ce changement de front. Des mots ! car cela n'ira pas, soyons-en assurés, jusqu'à commencer par le commencement en actes, c'est-à-dire immoler le vieux dieu dévastateur du bénéfice capitaliste. Comme dans les Conférences de la Babel de Genève : ce sont les autres qu'on presse de désarmer politiquement et économiquement et de financer les États en déconfiture.

Il n'en est pas moins vrai que c'est parce que, en France, les revenus industriels ne sont pas supérieurs aux revenus agricoles, que la crise a été jusqu'ici moins aiguë.

### L'économie complexe.

Si les spécialisations nationales assurent pendant un temps les plus hauts profits, ce n'est pas sans provoquer à la longue une catastrophique surproduction erronée. Ainsi, plus ou moins sincèrement et de bon gré, on se renferme sur le marché intérieur, on hérisse les frontières douanières, protectrices des choses, en forçant les tarifs protecteurs et même en imposant despotiquement le contingentement destructif. Cependant qu'on fait bon marché des frontières politiques, protectrices seulement des personnes et des civilisations.

Ce sera l'autarchie nationale-socialiste. Et, pacifiste, internationaliste, ce sera le communisme. Car ce qui se fait pour le profit avec l'intervention de l'État, on entend bien que les classes les plus nom-

breuses ne tarderont pas à l'exiger pour le partage général.

Mais cette autarchie, ramenée à l'économie complexe, ne peut-elle s'appuyer sur les groupes corporatifs seulement en se passant de la tutelle toujours malencontreuse de l'État ? Ce capitalisme modéré, ce contre-américanisme a pour lui d'avoir été vérifié par l'expérience. Mais c'est aussi l'expérience qui nous montre que ce qui a été a engendré ce qui est. Les dignes conservateurs qui préconisent ce nouveau protectionnisme imaginent qu'on peut rajeunir le capitalisme et le fixer dans cet heureux état de jeunesse que, suivant la loi commune, il n'a pas pu garder.

Pas plus que l'autarchie, l'économie complexe ne pourra s'affranchir du Minotaure étatiste pour se préserver de retomber dans le surcapitalisme. Ce sera l'un ou l'autre, l'un et l'autre menant au même communisme.

Rien de plus séduisant d'ailleurs, si l'on n'envisage pas les répercussions et les suites lointaines. Ce nouveau protectionnisme maintient et développe les industries indispensables à la défense nationale et, par là, il réveille et entretient le sentiment patriotique. Il diminue considérablement les frais de transport, ce qui a pour résultat appréciable d'embêter, comme dit la chanson, notre vieille cordiale ennemie, l'Angleterre.

« L'activité humaine, dit M. Pierre Lucius, qui est prodigieuse, et dont la généreuse abondance rappelle celle des forces naturelles, ne pouvant plus se disperser dans la quantité, trouvera un exutoire dans la qualité, l'originalité, la nouveauté. Le monde se spiritualisera en quelque sorte...

« Le consommateur y trouve finalement son compte. Il est toujours dangereux de dépendre d'un seul fournisseur, peuple ou individu.

« D'autre part, la variété des richesses naturelles permet d'utiliser la variété des aptitudes humaines à l'intérieur d'une même nation et de ne pas laisser de restes inutilisés...

« De plus, la volonté de créer des économies complexes conduit à mettre en valeur des richesses naturelles ou à tenter des expériences qui, finalement, enrichissent le patrimoine humain. Si l'Europe avait écouté l'Angleterre (qui fut libre-échangiste tant qu'elle eut un intérêt mercantile à l'être), ses richesses naturelles seraient encore inexploitées.

« D'autre part, plus l'économie d'un pays est diverse et moins aussi il est exposé à des crises économiques graves. Les pays spécialisés, tel que le Brésil par exemple, grand producteur de café, sont exposés à des ruptures d'équilibre brutales.

« Enfin, la naissance de nouvelles industries, résultant de la diversité des possibilités, agit comme un stimulant pour les productions anciennes. Ainsi l'industrie de l'automobile a rénové la technique industrielle...

« Le protectionnisme n'est pas la cause de la création d'économie complexe, mais il en est la conséquence. »

Oui, tout cela est fort bien. Mais c'est un peu l'histoire de la fameuse jument de Roland. On doit reconnaître que si le monde avait conservé ces éléments de sagesse, il ne serait pas, présentement, où il en est. Mais s'il n'a pu les conserver dans des conditions infiniment meilleures, on ne voit pas comment et par quoi il les rétablirait maintenant.

### Corporatisme modérateur.

Par le rétablissement du régime corporatif ? Voyons donc.

Précisément, un de ces grands industriels du Nord,

qui sont les derniers représentants de la grande bourgeoisie d'il y a cent ans, tout pénétrés de leurs devoirs de classe dirigeante, M. Eugène Mathon, écrit dans la préface qu'il a donnée à *Faillite du capitalisme :*

« Les gouvernements ont reconnu la nécessité d'intervenir, ils l'ont fait sur certains points, c'est ce qu'on définit par l'économie dirigée. Mais pour diriger, il faut connaître, il faut être indépendant, il faut commander, il faut une ligne de conduite, il faut durer, toutes conditions que notre organisation politique actuelle ne peut réunir.

« Pourquoi l'État, au lieu de vouloir intervenir dans tous les détails économiques du pays, ne laisse-t-il pas le soin aux intéressés de se discipliner et de se contrôler eux-mêmes ? Il simplifierait sa besogne, réduirait ses frais généraux, cesserait d'être en butte aux assauts des intérêts particuliers, il se bornerait à surveiller, à demeurer l'arbitre suprême et le défenseur des intérêts généraux.

« Il faut constituer la corporation professionnelle obligatoire, lui donner un statut lui permettant de légiférer pour ses membres, de prélever des taxes, de contrôler la production en qualité et en quantité, de la réglementer en raison de la consommation, d'assurer la répartition des produits aux meilleures conditions. Sur le terrain social, la corporation, réunissant dans son sein les patrons, les ouvriers, tous les intéressés à la bonne marche de la profession, assumerait le fonctionnement de toutes les charges sociales et pourrait constituer un avoir corporatif.

« Ainsi organisée, la corporation aurait sa place marquée dans tous les conseils de l'État. Tout en jouissant de l'autonomie la plus large, elle devrait être contrôlée et maintenue dans son cadre. »

M. Mathon oublie de nous dire comment le corporatisme opérerait cette transformation prodigieuse

de l'État, comment il ferait pour que la démocratie ne fût plus la démocratie, d'autant plus qu'il entr'ouvre la porte à l'étatisme et qu'il n'est pas dans la nature de celui-ci de se limiter.

Il y manque la discipline morale. Pas de mécanisme qui puisse la suppléer. On objectera le corporatisme fascisme qui paraît être une réussite. Provisoirement. Car il est franchement étatiste, c'est-à-dire dans la pente savonnée du communisme.

Ce qui animait les corporations, la foi religieuse, est caduc, ne peut plus être, et beaucoup d'autres choses vénérables avec, du moins comme force sociale.

Le syndicat n'est, après tout, que la corporation matérialiste, démocratisée, ploutocratisée. Et c'est un facteur d'anarchie. Voyez : les syndicats chrétiens comme les autres. Car un agrégat quelconque se défend contre la dissolution par les seuls moyens qui lui sont inhérents. Le simple mécanisme corporatif — si peu de chose en face des formidables puissances d'argent ! — est impuissant à changer ces conditions et à restaurer une civilisation qui se décompose.

M. Mathon ne saurait en disconvenir. Comme croyant, il ne peut placer ses espoirs que dans un miraculeux retour à Dieu. Mais le miracle n'est pas du domaine de la sociologie positive, ni même de l'économie politique. Notons que la révolution qu'opéra le christianisme il y a dix-neuf siècles eut des causes positives. Une révolution morale est un fait trop grandiose pour être miraculeux. Les seuls miracles dûment constatés sont de Lourdes. Et cette misère d'esprit ne saurait modifier l'ordre du monde.

### Libre-échangisme.

Au contraire, pour ceux qui considèrent la crise sous un aspect plus spécialement économique, ce

n'est pas à la surproduction générale qu'il faut s'en prendre, mais aux troubles circulatoires.

C'est ainsi que, pour M. Joseph-Barthélemy, il faut revenir au libre-échange.

« La solution humaine et rationnelle, dit-il, serait de supprimer tous les obstacles, de renverser toutes les barrières qui retardent ou empêchent l'arrivée du produit jusqu'au consommateur ; un courant large, abondant et facile des marchandises devrait apporter, dans tous les coins du vaste univers, le bien-être et la prospérité. »

Puis il cite cet exemple-type des conséquences destructives du protectionnisme :

« Depuis un quart de siècle, la ligne Buenos-Ayres-Mendoza était prospère, attendu qu'elle transportait chaque année, d'Argentine au Chili, environ 80.000 bœufs. Mais le Chili ayant élevé les droits de 36 pesos à 500 par tête, le bétail ne passe plus, la Compagnie ne fait plus ses frais, elle ferme le tunnel et il reste aux pauvres humains qui veulent voyager le choix entre l'avion, l'antique Camino de los Andes et enfin le passage par le détroit de Magellan. Ainsi la réglementation étatique de la vie économique a rendu inutilisable un progrès moderne dont on avait salué l'avènement, il y a un quart de siècle. L'univers est menacé d'une régression générale, sinon du même degré, au moins du même genre. »

Certes, l'absurdité est flagrante. Il en est ainsi de la guerre. Mais plus forte que notre pauvre logique est l'incoercibilité de l'instinct d'expansion, du besoin de manger et de se défendre. Le sentiment imbécile ou la raison présomptueuse qui n'en tiennent pas de compte sont encore plus absurdes.

La guerre économique est de même origine et de même nature que la guerre politique. Avec « le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », l'exécrable

Wilson a d'abord rendu plus âpre la guerre tarifaire, en attendant que celle-ci déchaîne la guerre universelle au canon. Si avec de bons sentiments, comme dit l'immoraliste André Gide, on fait de médiocre littérature ; on fait encore de plus mauvaise politique, — ce qui est infiniment plus grave.

D'ailleurs, la démagogie parlementaire pousse à des taxes douanières de plus en plus lourdes. L'inflation des budgets l'impose. On connaît le nôtre : il va éclater. Un de nos fugaces ministres des Finances évaluait, il y a quelques mois, à une centaine de milliards le déficit visible des grands États. Aujourd'hui, il convient de doubler et même de tripler ce chiffre.

Aussi, M. Joseph-Barthélemy le fait encore remarquer : « La protection douanière procure aux budgets en déficit des ressources qu'il serait difficile de remplacer. Il faut bien se rendre compte cependant qu'en définitive l'élévation des tarifs pèse sur le peuple qu'on prétend protéger sous la forme d'élévation du prix de la vie. »

Voilà pourquoi les grandiloquentes théories libérales et pacifistes sont réservées, sinon dictées, aux plus faibles. En formulant ses prétendues lois, l'économie politique n'a jamais été que la chevalière trop fidèle des circonstances ploutodémocratiques.

### Le progrès ennemi.

Dans une économie saine, la surproduction devrait être un bienfait. Ou, plutôt, il n'y aurait pas le gaspillage de forces humaines et de matières premières qu'on dénomme ainsi.

Car, pour y obvier, quoi de plus spontanément facile que l'arrêt du travail, qui est une peine, et l'accélération de la consommation, qui est un plaisir.

Cela est si vrai qu'au début de l'ère capitaliste, les

économistes ne pouvaient concevoir qu'il y eût jamais surproduction. De ce qui devrait être normalement, ils avaient fait ce qui est. Ils voulaient que le désordre capitaliste fût l'ordre. Il y en avait même qui le croyaient. C'était si commode, et si avantageux !

Ce sont les ouvriers qui, les premiers, en eurent conscience, parce que, pour eux, cela prenait l'aspect tragique du chômage.

Dès le XVIIe siècle, on signale un peu partout des révoltes ouvrières causées par le manque de travail qui résulte de l'introduction des premières machines. Plus tard, on brûle, on saccage les usines, on brise les machines. Les économistes distingués vitupèrent véhémentement l'ignorance, la barbarie de ces révoltés qui sont des précurseurs. On s'applique à démontrer les progrès et les richesses dont la vapeur va doter l'humanité. Mais le mythe ne joue pas. Car, en attendant, ces splendeurs futures signifient, pour l'ouvrier et le paysan, chômage et mévente, c'est-à-dire misère.

Des barricades s'érigent, sur lesquelles flotte le drapeau noir de la faim. Ce n'est pas de l'or qu'on réclame, c'est « du travail ou du pain » ! Ce sont les canuts de Lyon, les mineurs de la Loire, les émeutiers de la rue Transnonnain, les insurgés de Juin et de la Commune. C'est toute l'histoire sociale douloureuse du XIXe siècle. Et c'est la crise actuelle...

Ce phénomène morbide de la surproduction, qui n'est qu'un monstrueux déséquilibre, ne date pas d'aujourd'hui. Seulement, il n'y avait que le populaire pour le réaliser pleinement. La bourgeoisie, qui en tirait bénéfice, n'y voyait qu'un indice de progrès et de civilisation.

Maintenant, il n'en est plus de même. La carence des dividendes, tantièmes et bonis personnels est

plus éloquente que les cris de souffrance des autres. Ce ne sont donc plus les ouvriers seulement qui parlent d'inutiliser les machines et de détruire les stocks.

Dans un livre, préfacé par M. Caillaux, *Nous faisons fausse route*, un politicien, M. Jacques Duboin, indique les deux moyens qui, selon lui, peuvent mettre fin à la crise : « Le premier serait de taxer plus ou moins sévèrement les transformations d'outillage afin que les industriels n'entreprennent pas à la légère des renouvellements insuffisamment étudiés. Le second moyen, qui aurait pour objet de prévenir le chômage, consisterait à réduire la journée de travail en l'abaissant de huit heures à quatre heures. »

Et M. Caillaux lui-même propose « un complément de législation sociale prescrivant que quiconque remplacera des ouvriers par des machines sera tenu de faire bénéficier le personnel congédié d'indemnités temporaires calculées selon les formules en vigueur pour les accidents du travail ».

Ces niaiseries sont significatives. La crise, si lamentée, aura été salutaire en nous avertissant que notre système social ne va plus, ne peut plus aller, aussi bien par ce qu'il a de trop que par ce qu'il n'a de pas assez. Cette société se représente assez bien par la caricature poncive d'un cannibale africain fier de parer sa nudité d'un faux-col, de manchettes, d'un chapeau haut de forme ; et sa crasse, de tatouages et de verroteries.

Ainsi donc, le machinisme, la technique, les découvertes, la rationalisation, développés par et pour le profit monétaire, sans aucune considération d'utilité humaine, auront été néfastes. Peut-on espérer qu'ils deviendront bienfaisants ? Certes, oui. Mais pas en conservant, même atténué, le ressort qui les

a rendus nuisibles : en rétablissant les conditions du bon sens, de l'équilibre et de l'ordre en toutes choses par l'extinction progressive de la démoploutocratie.

### Le chômage.

Le chômage est le plus direct, le plus pathétique article du passif capitaliste ; mais il en est d'autres, plus dissociants encore. En tuant l'artisan, en réduisant considérablement l'importance de l'ouvrier de métier, le machinisme a déterminé le dégoût, l'horreur du travail manuel, accru la criminalité et propagé la prostitution par l'introduction de l'enfant et de la femme à l'usine tentaculaire. D'où dégénérescence de la race. De plus, la profusion d'articles de pacotille, que le machinisme débite frénétiquement en vue du gain, abrutit le peuple et déprave une bourgeoisie avide dont la cupidité est exacerbée. Et l'on ne sait plus ce que c'est que de vivre. En haut comme en bas, on n'a jamais assez et on se contente des apparences d'être. Le jeu d'argent est l'unique préoccupation.

Si la crise nous le faisait comprendre, elle serait en définitive un grand bonheur.

Dans un état normal et dans de certaines limites, le chômage resté circonscrit, local, ferait l'office d'un régulateur. Il contribuerait à maintenir l'équilibre en indiquant que des produits commencent à excéder et certaines professions à être encombrées. Ainsi le chômage serait à lui-même son propre remède.

Mais, dans le gâchis présent, le nombre des chômeurs ne peut que s'accroître. D'ores et déjà, ils sont 30 millions dans le monde (Rapport du B.I.T.). Remarquons d'abord que l'internationalisme, dont l'époque est si férue, universalise toujours le mal et dissipe le bien. Aux seuls États-Unis, on a calculé qu'en trois ans (1929-1931) les sommes distribuées

en salaires avaient diminué de sept cents milliards de francs. Peut-on imaginer quelles misères cela représente ? On signale des bandes d'enfants abandonnés qui vagabondent, affamés, en quête d'un mauvais coup. Ce qu'on n'avait vu qu'en Russie il y a sept ou huit ans.

Toutes les mesures directes ou en surface, prises ou à prendre, pour atténuer ce fléau sont vaines, sinon aggravantes. La *dole* des Anglais, l'assurance-chômage des Allemands ne font qu'entretenir le parasitisme des fonctionnaires et des chômeurs professionnels. Ils rendent chronique un mal aigu. C'est d'ailleurs l'effet le plus certain de toutes les interventions d'État. De plus, on fait perdre l'habitude de la saine et tonique discipline du travail régulier que des siècles avaient inculquée.

### Contre le chômage.

Les Congrès internationaux du travail, des Confédérations, le Bureau international du travail, voire des chefs d'industrie, amateurs d'une publicité à bon compte pour leur firme ou de commandes officielles, bref tous les organes du cléricalisme de la bave en sont venus à préconiser la semaine de travail de quarante heures. Et l'on surenchérira en demandant bientôt la semaine de trente, puis de vingt heures. Il n'en coûte rien aux démagogues irresponsables.

Apparemment, à supposer que la grave question sociale de l'emploi des loisirs soit résolue, puisqu'il y a « surproduction », rien ne paraît plus rationnel. Mais on ne saurait trop le redire, il n'y a pas surproduction, il y a déséquilibre, lequel ne peut être qu'accru par les excès de la légifération. S'il en était autrement, la loi de huit heures et de la semaine anglaise n'eût pas, comme elle l'a fait, aggravé le chômage.

Il est question aussi d'interdire l'emploi de machines trop perfectionnées et, sans doute, de revenir sur les conquêtes de la technique et de la rationalisation. C'est d'un affreux malthusisme démentiel.

Pour atteindre le chômage, il faut aller jusqu'aux plus profondes racines, ce que ne peuvent l'étatisme, ni la bureaucratie, ni la démagogie, ni la bancocratie. Il faut extirper la cause économique, qui est le profit sous toutes ses formes, insidieuses ou brutales.

C'est uniquement le profit qui renverse les résultats du machinisme, qui dénature la production, qui élève exagérément les prix de revient et donc réduit le pouvoir d'achat et crée la misère avec de l'abondance. C'est donc lui la cause efficiente du déséquilibre économique d'où provient le chômage.

Les « dieux » paraissent s'en être rendu compte, et leurs efforts, disent-ils, n'ont porté sur la création de gigantesques entreprises que pour réduire considérablement le pourcentage des dividendes et des tantièmes. Ce n'est qu'une illusion, puisque les capitaux monétaires qui ont été investis dans ces affaires se sont accrus démesurément. Et, somme toute, le prélèvement spoliateur, dans l'ensemble, a été d'autant plus exorbitant.

Du côté ouvrier comme du côté bourgeois, c'est bien la même obsession pathologique du profit qui nous hallucine. C'est donc précisément la volonté de guérir qui nous fait défaut.

Allocation de chômage, réduction du temps de travail, inutilisation des progrès acquis, dilapidation criminelle et insane de la force travail ne peuvent que surélever les prix de revient et donc abaisser le pouvoir d'achat.

En outre, ces prétendues réformes, dont la plu-

part ne peuvent être applicables aux travaux agricoles, désorganisent profondément la répartition normale du travail en attirant les paysans à l'usine.

### Les loisirs.

Certes, les loisirs sont une bonne chose. Mais cela non plus ne se décrète pas. Sinon, nous n'avons que le désœuvrement abrutissant, dépravant. Il faut d'abord que le foyer se reconstitue. Il faut aussi que l'intelligence et l'instruction permettent un emploi humain des loisirs. Alors, dans l'ordre, de même qu'on ne produira jamais assez par les procédés les plus perfectionnés, il n'y aura jamais trop de loisirs pour se cultiver socialement.

« Personne ne peut accomplir avec joie un travail machinal et sans âme, écrivait naguère Walther Rathenau ; ce qu'il y a de terrible dans le processus de la mécanisation, c'est qu'il rend laid et haïssable l'élément vital humain, la véritable forme de l'existence qui occupe plus de la moitié des heures de veille : le travail créateur. L'être travailleur et vigoureux est avili par lui jusqu'à la paresse : en effet, à quoi cela rime-t-il que toutes les luttes sociales visent à cette conquête : la diminution des heures de travail ? Pour le paysan, pour le savant, pour l'artiste, un jour de travail n'est jamais assez long ; pour l'ouvrier, qui se nomme lui-même le « travailleur », la journée de travail n'est jamais assez courte. »

Mais, en conséquence, Rathenau préconisait une « spiritualisation » du travail à l'américaine, par les hauts salaires, les progrès du confort. Plus capitaliste que philosophe, cet esprit curieux ne se rendait pas compte que cela aboutirait à des catastrophes et qu'il se contredisait. Sa « suppression de l'état prolétarien par des moyens capitalistes » a complètement échoué.

Présentement, il en faut convenir, et non sans tristesse, c'est encore à l'atelier, si déprimante, si abêtissante que soit pourtant la tâche spécialisée, automatisée, c'est dans l'exercice de leurs professions que nos contemporains vivent le plus humainement. Le moral du chômeur professionnel, du « sublime » péroreur, de la gouape fainéante, du fonctionnaire sinécuriste et du jeune rentier, quelle que soit son infatuation, est bien ce qu'il y a de plus vil et de plus antisocial.

En bref, le remède topique au chômage, involontaire ou non, est à l'encontre de tous les orviétans étatistes, dans la baisse réelle des prix qui accroît le pouvoir d'achat des masses et ainsi la consommation. Et cette baisse est subordonnée naturellement à celle du profit (dividendes, tantièmes, bénéfices, salaires) : soit des prix de revient.

En créant l'illusion de la cherté, le dopage de l'inflation, qui dure peu, ne fait pas autre chose.

### Mirage et réalité.

Au demeurant, la crise serait surtout monétaire. Car c'est le profit qui est le suprême moteur. Si l'agriculture, paradoxalement, crie famine, si l'industrie est paralysée, ce ne sont pas les consommateurs qui font défaut. La bacchanale d'après-guerre avait outrancièrement gonflé et généralisé le pouvoir d'achat. Le profit était partout, dans tout. La monnaie, or ou papier, se prodiguait à tous. C'était l'Eldorado. Et voilà que l'hallucination se dissipe et qu'apparaît la vérité du réel ! Alors, on ne joue plus : tout se disloque de ce qui faisait la barbare civilisation capitaliste.

Et ce serait heureux si l'on s'apercevait enfin que le bon et le mauvais sont ailleurs : non dans les choses, mais dans les êtres. Comme l'a dit Charles

Maurras, « le bien n'est pas dans l'accumulation des choses ; mais dans l'ordonnance, dans l'harmonie, dans l'ordre ». Voilà la vraie civilisation. L'homme est une somme qualitative.

Mais il semble qu'il nous faille poursuivre toutes les démarches du préjugé et de l'erreur...

L'idéal économique, ce serait la gratuité de toutes les richesses. « De chacun selon ses forces et ses moyens à chacun selon ses besoins. » Il faudrait que les hommes fussent parfaits pour réaliser ce rêve. Ils ne le sont pas. Ils ne le seront jamais. Mais une baisse croissante des prix peut en être une approximation à la mesure d'humanité progressive. Pourtant, on la considère comme une calamité.

Tout simplement parce qu'elle rogne le profit. De plus les prix ne fléchissent pas également. Il y a les produits agricoles et industriels, il y a les matières premières, il y a le travail, il y a le gros et le détail. Par exemple, le détail maintient ses prix quand ceux du gros s'affaissent. Comme le mercanti y gagne, l'espèce pullule ; les boutiques se multiplient. Nous en avons trois fois plus qu'avant la guerre. Mais chacun veut bénéficier autant, et de plus en plus, et entend faire fortune en un an : les prix montent. Naturellement, suivant les bons principes de la libre concurrence, ils devraient baisser ; mais les syndicats sont un peu là, et le fisc.

Conséquence : on consomme moins. La surproduction s'intensifie. Les coopératives de consommation pourraient, ce semble, avoir une action modératrice ; mais un démocratisme inhérent leur dispense largement tous les vices du petit commerce sans aucune de ses qualités.

Ainsi, même dans les périodes d'effroyables dépressions comme celle que nous traversons, c'est la hausse qui prévaut. Et de toutes façons. Par le

simple développement de l'anarchisme gaspilleur du profit, comme nous le montre ici M. Octave Homberg, sans se douter qu'il voue aux enfers « le Financier dans la cité » :

« Ce serait facile de montrer, dit-il, que, pour bien des produits, subsistent encore des centres artificiels de distribution. L'exemple du port de Londres est typique. Parce que l'Angleterre voulait demeurer maîtresse des mers ; parce qu'elle entendait que sa flotte restât la grande transporteuse de tous les produits récoltés jusque dans les coins les plus isolés de la planète ; parce qu'elle prétendait aussi que sa Cité, avec tout un système, à la vérité très perfectionné, d'établissements bancaires et commerciaux de tous ordres et de tous degrés, ne cessât pas d'être le centre de financement de la plus grande partie possible des transactions internationales, — il s'ensuivit que certaines marchandises, simplement parce qu'elles étaient embarquées sur un navire battant pavillon anglais et parce que leur financement était assuré par une traite escomptable à Londres, faisaient des circuits inutiles et souvent considérables, supportant, de ce chef, à la fois un supplément de frais de transport et de lourdes pertes d'intérêt sur l'argent engagé. On pourrait citer tel produit, venant par exemple d'Australie et d'Océanie et destiné à des pays atteignables sans passer par le canal de Suez, qui, néanmoins, traversait ce canal, payait les lourdes taxes y afférentes, était acheminé jusqu'à Londres, y était déchargé, manutentionné, entreposé, pour être finalement rechargé sur un autre navire, pour retraverser dans l'autre sens ce même canal de Suez, repayer à nouveau les mêmes droits importants, pour atteindre finalement, après un tel circuit, ainsi qu'après une telle perte de temps et d'argent, le lieu final de sa destination. »

Eh bien, cette aberration est le pain du capitalisme, puisqu'elle contribue aussi à la cherté qui lui est salvatrice.

Une hausse constante est la loi du profit. Nous sommes à la limite qu'elle ne peut dépasser. Voilà le nœud du drame.

Présentement, les prix sont trop hauts pour la consommation, trop bas pour la production. Or, quelque désastre puisse s'ensuivre, la production s'arrête quand le profit est insuffisant, elle est poussée jusqu'à l'extravagance quand le profit s'accroît.

### Problème monétaire.

M. Jacques Bainville écrit en citant d'abord lord Melchett : « Je n'arrive pas à comprendre qu'il y ait « au Brésil des gens qui regorgent de café et qui n'ont « pas de quoi acheter du sucre pour mettre dans leur « café, et à Cuba des gens qui regorgent de sucre, « mais qui n'ont pas d'argent pour acheter du café « pour faire fondre ce sucre. »

« Ce qui revient à se demander pourquoi les Brésiliens, les Cubains et tous les consommateurs possibles des produits en surnombre n'ont pas d'argent. Il n'y aurait donc pas trop de produits si les peuples avaient les moyens de les payer ?

« Nous avons déjà cité cette remarque de M. Bergson qui croit au contraire que, s'il poussait plus de blé, les Chinois ne manqueraient plus de pain. Mais l'agriculteur canadien brûle son blé comme le planteur brésilien jette son café à la mer, parce que ces marchandises ne trouvent pas un nombre suffisant de preneurs capables de payer seulement les frais de manutention et de transport dont elles sont grevées. Nous l'avons déjà dit d'après un économiste anglais plus perspicace que lord Melchett : le dernier point de la crise sera atteint le jour où les produits naturels

pourriront sur place parce qu'il en coûtera trop pour les faire voyager.

« Autrement dit, les frais généraux du monde sont excessifs. Autrement dit encore, la crise économique est une crise financière. »

Il suffirait donc, semble-t-il, que tous les peuples eussent assez de moyens d'échange pour en finir avec la surproduction et la carence des profits.

C'est ce que pensent l'Anglais Keynes, les Américains Catchnigs et Foster, le Suédois G. Cassel. Celui-ci déclare : « Il ne sera possible de lutter effectivement contre la crise que lorsque les milieux dirigeants se seront nettement rendu compte du fait que cette crise est essentiellement une crise monétaire et que le seul remède efficace consisterait à accroître suffisamment le volume des moyens de payement pour forcer les prix à monter de nouveau. »

Il s'agit d'exalter artificiellement le pouvoir d'achat par l'argent facile.

### Inflation.

C'est donc l'inflation, — de monnaie ou de crédit. Il n'y a pas d'autre issue. Elle mène à la banqueroute. Mais elle seule peut prolonger l'existence du capitalisme. Et s'il y a quelque chose de pire que le capitalisme, comme de la guerre d'ailleurs, c'est le grand chaos. Car les horreurs qui l'accompagneront nous feront regretter les folies et les iniquités du capitalisme et les atrocités de la guerre. Mais il faudra pourtant bien que nous y passions puisqu'il n'est pas d'autre chemin désormais qui conduise au bon sens positif.

La banqueroute ne sera pas seulement la faillite des quatre cinquièmes du franc et du quart de la livre sterling. Elle sera totale.

Quant à l'inflation, en définitive, elle est un

dopage dont l'effet est merveilleux d'abord, mais qui ne dure qu'un temps. Peut-on attendre autre chose d'une drogue d'application strictement spéciale et locale ?

En réalité, l'inflation est née avec la monnaie métallique. Elle n'est donc pas particulière à notre époque. On la signale chez les Grecs et les Romains. Charlemagne institue la livre d'argent. Celle-ci vaut alors 80 francs actuels. Saint Louis la stabilise à 18 francs. Philippe le Bel pratique la monnaie dirigée. La livre vaut alors six francs. Elle n'en vaut plus que quatre sous François Ier, deux sous Louis XIII, moins d'un franc en 1790. Et, pour finir, moins de vingt centimes aujourd'hui. Cette évaporation constante ne saurait donc être l'effet du hasard. Elle est la condition même de toute monnaie métallique, de toute monnaie usurpant la fonction directrice.

Du *gold exchange standard* (étalon devise), inflation insidieuse, à la planche à assignats, il n'y a que des degrés. On a condamné celui-là : rien n'empêchera d'être acculé à celui-ci.

En 1926, la Banque de France avait émis 52 milliards de billets ; en 1927, 56 ; en 1928, 62 ; en 1929, 68 ; en 1930, 76 ; en 1931, 83. Nous allons en être à 90. Et le flot monte toujours...

N'est-ce pas le régime des assignats ? On sait comment il finit.

### Redistribution.

« Le capital se cache ! » s'exclame un ploutocrate politicien, — la pire espèce. On thésaurise. On n'a plus confiance. N'importe, comme Kreuger, Insull, Oustric, les socialistes et les Yankees, on saura prendre l'argent où il est. Cela durera bien une législature.

Et ce n'est pas qu'entre classes, c'est entre les nations que, dit-on, l'or est mal distribué. Ce qui signifie qu'on va imposer une meilleure redistribution individuelle par des lois prédatrices et aussi une meilleure redistribution nationale, imposée à la France principalement et à la Principauté de Monaco, soit par des conférences à l'américaine, soit par la cavalerie de Saint-Georges, si persuasive en démocratie, soit par le canon du désarmement genevois. C'est plus facile à la démoploutocratie que d'organiser une répartition rationnelle et humaine des produits surabondants.

L'ennemi à combattre *per fas et nefas* serait donc la thésaurisation — des autres. Ce n'est pas seulement l'opinion des banquiers et des politiciens voraces, c'est aussi celle des docteurs de la science financière, par exemple le professeur suédois Bertil Ohlin :

« La cause directe de la chute des prix doit être recherchée dans le fait que les épargnes nouvelles ainsi que les capitaux liquides qui sont constamment libérés au cours du processus de production (par exemple par voie d'amortissement) — c'est-à-dire les deux éléments qui constituent les capitaux liquides disponibles — n'ont pas été remployés en totalité à des fins d'investissement, c'est-à-dire à la production de capitaux réels (machines, immeubles, etc.). En d'autres termes, une partie du pouvoir d'achat normalement disponible pour l'achat de tels biens n'a pas été utilisée.

« Un point ressort nettement de toutes les enquêtes sérieuses consacrées à la crise : nous voulons dire l'influence fatale que la chute des prix a exercée sur les profits, la solvabilité, les mouvements des capitaux, la production, ainsi que sur l'état d'esprit du public épargnant. D'autre part, le défaut de con-

fiance intensifié par l'insécurité politique a été, à son tour, une cause constante de baisse des prix. »

### Contre-thésaurisation.

L'inflation a une mauvaise réputation. Qu'à cela ne tienne. Ceux qui la font ne sont pas embarrassés pour si peu. On parlera dorénavant de « contre-thésaurisation », de « contre-déflation ».

C'est ainsi que, contre-déflationniste, M. Gaël Fain préconise : « Émission d'un emprunt international important (de l'ordre de grandeur, par exemple, de 50 milliards de francs) garanti inconditionnellement et solidairement par les gouvernements émetteurs (France, Grande-Bretagne, États-Unis, etc.) et dont le produit serait affecté : à améliorer la liquidité des organismes bancaires ayant consenti des crédits internationaux provisoirement « gelés » ; à consolider, contre garanties, des crédits à court terme en emprunts à long terme ; éventuellement, à financer des travaux publics productifs. Les banques d'émission des pays émetteurs seraient autorisées à souscrire à cet emprunt, ainsi qu'à en négocier ultérieurement les titres sur les marchés. »

C'est le *gold loan standard.* Il est remarquable que tous ces dévergondages bancaires soient anglais.

« Soulignons surtout, poursuit M. Gaël Fain, qu'il n'existerait aucune analogie entre ce « gold loan standard » et le « gold exchange standard », de fâcheuse mémoire. Le « gold exchange standard », on le sait, consiste dans l'achat, par une banque d'émission, de devises étrangères, c'est-à-dire d'instruments de crédit à court terme (commerciaux ou financiers), libellés en une monnaie nationale étrangère. En d'autres termes, la Banque d'émission qui pratique le gold exchange standard consent des ouvertures de crédit à court terme à telle ou telle économie

nationale étrangère, où les devises acquises ont été créées. Les inconvénients de ce système sont bien connus :

« La création de devises pouvant se poursuivre sans limites (tout comme la création des billets de banque émis en contre-partie), la pratique du gold exchange standard peut se traduire (et c'est ce qui s'est passé en 1927-1929) par une redoutable inflation de crédit, encore accentuée par le phénomène de la superposition des crédits, si souvent dénoncé par M. Alfred Lansburgh. (La Reichsbank, ayant acheté 400 francs suisses, pouvait, en contre-partie, émettre un billet de 1.000 marks. Ayant acquis ce billet de 1.000 marks, la Banque nationale de Suisse pouvait, en contre-partie, émettre des billets suisses, couverts à 33 0/0 par les 1.000 marks. Et (théoriquement) un tel jeu de balles aurait pu se poursuivre indéfiniment.)

« Aucun de ces inconvénients inhérents au « gold exchange standard » ne se retrouverait dans l'hypothèse de « l'international gold loan standard ».

### Bancocratie.

Tant que l'épargnant conservait une confiance imperturbable aux Panama, Emprunts russes, Holfra et autres Allumettes suédoises, l'épargne était sainte. Il n'en est plus de même aujourd'hui. De là, la campagne de contre-thésaurisation. Il est vrai que de toutes façons le rentier sera cuit dans son jus.

Ces Messieurs de la finance l'en avertissent, et notamment M. Gaël Fain : « M. Ohlin ne pense pas que la formation des épargnes nouvelles constitue, au stade actuel de la crise, un facteur sérieux de détente financière. En effet, tout accroissement du volume des épargnes se traduit par une mévente accrue, en ce qui concerne les produits de consomma-

tion. Or, comme ces épargnes refusent présentement de s'investir à long terme, elles n'exercent aucune influence favorable sur les industries d'équipement. « La seule influence de l'augmentation de l'épargne « sur la production serait de provoquer un chômage « accru et de causer des pertes plus fortes aux « industries qui produisent des marchandises de con- « sommation. »

« Il convient, cependant, de signaler une importante exception, à savoir le cas des États qui, jouissant d'un crédit intact, draineraient les épargnes par voie d'emprunts publics pour en affecter le produit à des travaux publics productifs. »

On sait assez ce que peuvent être les travaux productifs et le crédit des États démocratiques. Il n'en est pas, de ceux-ci, qui n'ait fait banqueroute et qui ne se dispose à recommencer.

En somme, toutes ces combinaisons financières n'aboutissent qu'à consolider, démocratiquement, la ploutocratie. Ce serait le rêve saugrenu de Saint-Simon réalisé : le gouvernement international des banquiers. Mais ne l'est-il pas déjà, en fait, par personne interposée ? Saint-Simon est encore le malencontreux inventeur de cette poudrière mal gardée qu'est la Société des nations. Et ceci d'ailleurs explique cela.

Je sais bien qu'Auguste Comte assignait aussi, aux banquiers, une place dans le gouvernement ; mais il avait une autre conception de la fonction banquière et gouvernementale, il ne conférait la direction internationale qu'au seul pouvoir spirituel et l'idée d'un parlement international, lui qui n'admettait même pas un parlement national, lui eût parue extravagante, — ce qu'elle est.

## Bimétallisme et bolchévisme.

Les Américains, grands producteurs d'argent naturellement, nous proposent le bimétallisme pour restituer un pouvoir d'achat suffisant à 500 millions d'Asiatiques à qui on fournira abondamment, en guise de riz, des phonographes, des radios, des machines à écrire et même des automobiles.

Si leurs arguments ne sont pas assez convaincants pour des Français, ils useront, ils en usent déjà, de la pression des prétendues Dettes de guerre que des politiciens corrompus ont ratifiées.

Ils sont appuyés par les Anglais. Car la revalorisation de la monnaie d'argent permettrait peut-être aux marchands de la Cité, aux magnats du pétrole, désormais en mauvaise posture, de lutter victorieusement contre ce qu'ils nomment le *dumping* soviétique.

Mais il n'y a pas dumping, c'est-à-dire écoulement à perte, si la production à bon marché est due à ce qu'elle échappe au gaspillage capitaliste et au léonin prélèvement du profit. Cela seul met l'U.R.S.S. en avance, quant à l'économie, sur les autres pays. Là le processus démocapitaliste est arrivé à son terme : l'étatisation absolue.

Certes, il y a la bureaucratie. Un fanatique mysticisme social, une discipline de fer, la terreur, suffiront-ils toujours à contenir suffisamment cet autre gaspillage, cet autre parasitisme ? En tout cas, provisoirement, la supériorité économique des Soviets est indéniable pour tout ce qu'ils peuvent produire. Aussi, rien ne marque mieux l'imbécillité sénile du capitalisme, surtout anglo-germano-américain, qui leur a largement fourni, pour un bénéfice usuraire immédiat, du matériel, du crédit et de l'argent. Mais au moins dans les deux premières années de la guerre

abominable n'a-t-on pas vu des trafiquants, anglais surtout, procurer à l'ennemi tout ce dont celui-ci avait besoin pour continuer la guerre d'enfer ? Le capitalisme n'a cerveau ni âme. Il est inhumain. Dans ses fins comme dans ses moyens.

### Chrisophobie de circonstance.

De toute part donc, même d'où l'on s'y attendait le moins, s'élèvent des voix imprécatoires contre la hideuse superstition de l'or. Ce n'est d'ailleurs, le plus souvent, que pour ériger d'autres autels à des hypostases de la même déité.

Là-dessus, je ne répéterai pas ce que j'ai déjà dit dans *Démocratie et Ploutocratie.* Ce sont des idées courantes aujourd'hui. La crise enseigne mieux que le livre. Malheureusement, elle enseigne trop tard.

Proudhon énonçait déjà que la monnaie restreinte, c'était la circulation restreinte, que l'or était le verrou du commerce. C'est seulement devant l'embouteillage tragique de la crise actuelle, qu'on commence à s'en apercevoir. En effet, parmi les doctrinaires du capitalisme et parmi les ploutocrates eux-mêmes, nombreux sont ceux qui proclament la vérité proudhonienne, sans en apercevoir d'ailleurs les conséquences profondément destructrices du profit.

C'est d'abord — à tout seigneur, tout honneur, — sir Henry Deterding, le grand manitou tant soit peu déchu, de la Royal Dutch. Ce téméraire chrisophobe de circonstance, depuis que l'or s'évade de ses coffres et qu'il a des intérêts dans les mines d'argent, lui aussi accuse l'or d'être le « destructeur du commerce » :

« Au cours de ces douze dernières années, on a pu constater d'une façon de plus en plus accentuée que l'or (élevé et fortifié de plus en plus au rang de sym-

bole unique de mesure des valeurs) a été un maître, non seulement cruel, mais stupide ; créé pour servir le commerce, on l'a laissé, au contraire, détruire le commerce.

« Nous nous trouvons actuellement dans la triste situation où toutes les choses qui sont nécessaires à la vie et au confort, c'est-à-dire les denrées alimentaires et les matières premières de toute sorte, se trouvent en grande partie invendables et la seule chose que les gens paraissent rechercher, c'est l'or. Si, au contraire, c'était l'inverse et si toutes les choses qui sont nécessaires à la vie valaient un bon prix, alors que l'or qui, dans la pratique, demeure toujours enfermé dans les coffres-forts se trouvait presque sans valeur, la situation, certainement, serait beaucoup plus logique.

Et pourtant, telle est l'impasse à laquelle nous avons abouti en nous servant comme étalon et comme mesure unique d'un métal qu'on ne trouve pas en quantité suffisante pour satisfaire toutes les demandes et, en second lieu, qui a été accaparé par deux pays.

« Tout le monde paraît être à bout d'inventions pour savoir comment mettre un terme à cette crise ; mais la façon la plus claire, c'est-à-dire libérer le monde de l'or, semble ne pas être considérée sérieusement par de nombreux économistes. Et pourtant, c'est la seule façon possible de résoudre la crise si l'on ne trouve pas de l'or en quantité beaucoup plus importante qu'il n'y en a à l'heure actuelle en un endroit quelconque du monde.

« Il est naturel que certains pays (1), disposant

(1) Les États-Unis et la France. Mais c'est surtout la France qui est visée. Quand elle était démunie de métal jaune et complètement à la merci des tripoteurs cosmopolites, l'or présentement honni était tabou, avait toutes les vertus, et ceux qui le contestaient étaient frappés d'ana-

de tout l'or dont ils ont besoin et même davantage, soient hostiles à la création d'un autre étalon qui ferait concurrence à l'or, mais il est tout à fait extraordinaire que d'autres pays acceptent de renforcer encore cette insupportable dictature de l'or.

« Si l'on étudie de près la question, on découvre avec un peu d'imagination que, si la situation actuelle persiste, les prix de toutes les denrées vont encore fléchir, les consommateurs vont s'appauvrir et seront dans l'impossibilité de se procurer en quantité suffisante ces denrées et tout ce qu'il restera au monde ce sera de l'or, dissimulé dans quelques sombres caveaux. Même à l'heure actuelle, il existe des égoïstes qui proposent de détruire du blé et du coton. Ils feraient certainement preuve de beaucoup plus de sagesse, s'ils proposaient de se départir de l'or qui est un article inutile pour la consommation.

« Le progrès du monde exige que la dictature de l'or soit abolie le plus vite possible. Il est certain qu'au fur et à mesure que la confiance dans la production de toutes les denrées de première nécessité se trouve de plus en plus ébranlée par la baisse des prix, on verra s'accroître les stocks d'or accumulés déjà en telle abondance dans les coffres-forts. Est-ce cela que l'on peut appeler le progrès ? Pareil état de choses peut être l'idéal de l'avare, mais cela ne saurait être l'idéal des travailleurs du monde entier. »

Mais, quoi qu'en pense sir Henry, si l'or bornait ses méfaits à faire s'écrouler les cours de la Royal, le mal serait aisément supporté. Il en est d'autres beaucoup plus graves. Nonobstant, dans l'indescriptible désordre qu'a installé, organisé, exacerbé la

thème. La démoploutocratie développe chez les individus comme dans les collectivités, et d'une façon prodigieuse, la fourbe et l'hypocrisie. Et c'est ce qui explique la place prépondérante qu'y occupent particulièrement les peuples anglo-saxons.

démoploutocratie universalisée, il est — absurde — la seule monnaie internationale possible. Plus on constate ses désastres, plus on s'aperçoit de son absurdité, mieux on s'en rend compte.

### Mais le Veau d'or...

Cependant, les vieux tenants de l'or, non moins compétents, ne désarment pas.

Entre autres, M. J. Rueff, attaché financier à l'ambassade de France à Londres, dans une conférence sensationnelle, a fait observer qu'il n'y a pas vraiment disette d'or dans le monde. « En effet, d'après les statistiques contenues dans le *Federal Reserve Bulletin* de juillet 1931, les quarante-cinq banques centrales du monde possédaient ensemble, à la fin de 1930, pour 10.907 millions de dollars d'or, au lieu de 4.933 millions de dollars seulement à la fin de 1913. Cette forte augmentation, résultat de la concentration de l'or dans les banques centrales, réfute l'idée que les quantités du métal précieux sont insuffisantes. La mauvaise distribution de l'or résulte des difficultés que les nations se sont créées à elles-mêmes en empêchant le libre fonctionnement du mécanisme des prix, et en paralysant les forces qui tendaient à maintenir l'équilibre économique.

« Ainsi, la grave crise dont souffre le monde a son origine dans les mesures erronées prises par les hommes pour y parer. Un retour à une condition normale et saine est empêché, à son tour, par la rigidité des conditions que l'on a créées. Pour l'avenir, il faudra choisir entre deux méthodes : ou bien se rallier à l'école de ceux qui croient le salut possible par un système économique « dirigé », système qui, suivant eux, pourrait maintenir une condition de stabilité par une organisation systématique ; ou bien, au contraire, rétablir le mécanisme des prix, en sup-

primant les obstacles qui, à l'heure actuelle, s'opposent à son libre fonctionnement. En conclusion, M. Rueff s'est déclaré convaincu que les résultats malheureux des expériences tentées depuis la guerre dans le sens d'un système dirigé finiront par nous ramener à la seconde de ces méthodes. »

Enfin, une des pullulantes Commission de la dissolvante Société des nations, la « Délégation de l'or », a adopté des conclusions analogues que *le Temps* résume ainsi :

« La délégation affirme sa conviction que « dans « la phase actuelle du développement économique du « monde, l'étalon or demeure le meilleur système « monétaire dont on puisse disposer ». Elle insiste sur les « difficultés et les dangers d'ordre pratique « qu'entraînerait le maniement de monnaies qui ne « reposeraient pas sur une base internationale com- « mune », et reconnaît l'impérieuse nécessité d'adopter, pour faciliter les libres échanges internationaux, « un étalon accepté par tous les pays ». En un mot, elle attache une importance *capitale* « au retour, dans « le plus bref délai possible, du système international « de l'étalon or ».

« Voilà condamnés, en termes non équivoques, tous autres régimes monétaires et méthodes nouvelles, dont l'adoption universelle présenterait, à l'avis de la délégation, des difficultés pratiques très considérables, sinon insurmontables. Condamnation qui englobe à la fois la restauration de l'argent comme métal monétaire international et le système que le professeur Cassel désigne dans son rapport séparé par le terme « étalon papier » *(sic)* et que ce théoricien espère encore voir arriver à une stabilité telle qu'il puisse être accepté par tous les pays...

« Pour se rendre compte du chemin parcouru depuis la constitution de la délégation, il faut se

rappeler : 1° Que ses travaux étaient à l'origine dominés par la crainte d'une pénurie d'or monétaire ; 2° que, pour remédier à cette pénurie, la délégation avait notamment préconisé, dans son premier rapport, un accord international réduisant non seulement les proportions minima entre les encaisses des banques centrales et leurs billets et autres engagements à vue, mais encore les pourcentages de leur couverture or totale, ce qui eût conduit à une redistribution arbitraire des réserves de métal monétaire possédées par les divers instituts d'émission ; 3° que, obéissant au même souci d'économiser l'or, elle avait conseillé aux pays n'ayant pas encore stabilisé leur devise ou qui seraient amenés à modifier leur régime monétaire à adopter le *gold exchange standard;* 4° que, de surcroît, le comité de Genève fut créé au moment où une campagne particulièrement active était menée dans les milieux financiers anglo-saxons en faveur des méthodes connues sous le nom de « monnaie dirigée », méthodes tendant soi-disant à stabiliser le niveau des prix par la manipulation de la monnaie et du crédit, et auxquelles on supposait que les promoteurs de l'enquête internationale sur l'or n'étaient point hostiles, au contraire.

« Celle des théories de la monnaie dirigée n'est pas moins catégorique. Le rapport déclare expressément que la majorité de la délégation partage l'opinion de ceux qui n'estiment *ni possible, ni souhaitable de corriger, par le jeu d'une politique monétaire, les fluctuations du niveau des prix dues à des causes d'ordre non monétaire.* »

Un autre docteur ès finances, conciliant ces antinomies, a proposé de doubler et même de tripler le prix de l'or.

### Le troc. Office de compensation.

En fait, la monnaie métallique s'avère comme une entrave. Mais comment s'en passer en système capitaliste, c'est-à-dire comment régler le profit ?

Les peuples en reviennent au troc ancestral. La Russie échange son pétrole et ses bois, le Brésil, son café contre d'autres marchandises ; l'Égypte, son coton contre des nitrates ; Krupp, ses machines à produire ou à détruire contre du bétail, etc. Mais tout cela assez timidement encore, exceptionnellement, quand les troqueurs ne peuvent pas faire autrement. L'or reste toujours la norme des échanges, et l'idéal.

Mais voici que plusieurs économistes proposent de systématiser et généraliser la *trêve* de l'or, notamment le professeur Edgard Milhaud.

Il s'agirait d'émettre des bons par un Office de compensation : « Ils sont émis en contre-partie des sommes consignées à l'Office en monnaie internationale — billets de banque, effets de commerce, chèques, etc., — par les ressortissants du pays ayant à faire des paiements à l'étranger. Ils sont convertibles, dans le pays qui les reçoit, à l'Office de compensation, en monnaie nationale. Ils sont tenus, par cet Office, à la disposition des commerçants qui ont à faire des achats à l'étranger, des ressortissants qui veulent s'y rendre, etc. Ils ont une validité limitée dans le temps (trois mois, six mois au plus, suivant les besoins). Ils doivent donc nécessairement, avant un terme donné, être convertis en marchandises, services, consommations diverses.

« Plus de raison, par suite, désormais, de prohiber ou de limiter les achats à l'étranger car acheter à l'étranger, c'est, dans la même mesure, vendre ou avoir vendu à l'étranger. La réciprocité des échanges,

désirée de toutes parts, est virtuellement incluse dans l'instrument de paiement adopté.

« Mais cet instrument de paiement est transmissible de pays à pays ; il circule internationalement (comme, en temps normal, une lettre de change). Un Office international de compensation, rattaché à la Banque des règlements internationaux, a pour mission de faciliter cette circulation. Par suite, chaque bon peut être utilisé comme moyen de faire des achats dans le pays émetteur par le pays étranger qui, en raison de ses convenances propres, est le mieux désigné pour l'utiliser en vue d'achats dans ce pays. Le commerce international peut ainsi retrouver, dans la liberté organisée, ses courants naturels.

« De même, les pays débiteurs ne seront plus contraints, pour s'acquitter de leurs obligations financières, de se procurer de l'or ou des devises à tout prix et, pour y parvenir, d'exercer une pression frénétique sur leurs coûts de production, et de faire au reste du monde une concurrence sans merci, abaissant les conditions du travail et les niveaux de vie des masses dans tous les pays. Ils livreront à l'étranger, contre les bons qu'ils lui auront remis, des marchandises au prix normal. Ainsi une cause essentielle de perturbation de l'économie mondiale sera éliminée.

« D'autre part, les pays débiteurs pouvant se libérer en bons d'achat, les vingt pays qui ont suspendu le service de leur dette extérieure pourront aussitôt le reprendre, ceux qui sont à la veille de le suspendre pourront y renoncer, et un autre facteur de désorganisation économique internationale sera écarté.

« Autre conséquence encore de ce mode de règlement des dettes : la balance économique générale de tous les pays sera automatiquement en équilibre,

celle des pays débiteurs avec un excédent d'exportations, celle des pays créanciers avec un excédent d'importations. Ils échapperont donc tous à cette incitation presque irrésistible au protectionnisme : la peur d'une balance économique passive et de ses conséquences monétaires. Par là sera réalisée la condition première d'un abaissement des barrières douanières et du retour à la liberté du commerce, universellement désirée.

« Enfin, dans ce système, les octrois de crédits de pays à pays se faisant eux aussi en bons d'achat, les pays créditeurs deviennent, mais toujours avec les facilités de substitution que comporte la circulation internationale des bons, fournisseurs des pays crédités. Ouvrir un crédit à l'étranger, ce ne sera donc plus lui livrer de l'or, ou des devises convertibles en or, et utilisables, comme l'or, n'importe comment et n'importe où ; ce sera lui vendre des marchandises.

« Un tel ensemble de mesures entraînerait donc, non seulement le déblocage du commerce international et celui des crédits gelés, mais la restauration du crédit international. Il provoquerait, par contrecoup, un immense appel aux stocks de marchandises existant dans le monde, dans bien des cas, la remise en marche des machines, la remobilisation des chômeurs, et il contribuerait, en facilitant le recours à d'autres méthodes dans une atmosphère plus favorable, au rétablissement d'une coopération économique générale entre les peuples, ouvrant des avenues vers la prospérité. »

Dispositif ingénieux. Mais qui exige d'abord une entente, une organisation internationale, alors que notre anarchie intellectuelle et morale s'oppose à la seule union nationale. Pareillement le pacifisme verbal qui, lorsqu'il cherche à se traduire dans les faits,

ne parvient qu'à constituer des organisations de conflits comme la Société des nations.

Trêve de l'or ? Peut-être ; mais non trêve de papier. Je veux dire trêve du profit. Nous avons appris ce que pouvait coûter la camelote des stocks de guerre et il y a bien longtemps que les usuriers ont inventé les crocodiles empaillés.

C'est la cause du désordre économique, c'est le profit qu'il faut atteindre, non les instruments. Il est vrai que cela est beaucoup plus difficile que les économistes, surtout socialisants, peuvent l'imaginer.

### Les réformes monétaires.

Cependant un mouvement d'idées se produit au sujet de notre vieux système monétaire qui paraissait naguère un dogme indiscutable. Il faut s'en féliciter. Non pour ce que les réformes proposées ont de topique et d'efficace ; mais parce qu'elles mettent en question, plus ou moins, le profit. C'est le diable dans un bénitier.

Toute réforme monétaire incomplète ne peut s'effectuer que sur la monnaie de compte intérieure. C'est un expédient qui ne peut convenir qu'à une affection locale. Et l'on peut être sûr que Demos l'appliquera toujours à contresens. Les projets sont innombrables. En août 1932, le gouvernement allemand n'en aurait reçu pas moins de vingt mille.

Le Bureau international du travail qui, comme toutes les pétaudières de Genève, est toujours servilement soumis aux directives du Stock Exchange, quand ce n'est pas à celles du Foreign Office ou de l'Intelligence Service, le B.I.T., dans une étude sur le chômage, préconisait de « régler le volume des monnaies d'après les fluctuations des marchandises mises sur le marché ».

C'est la monnaie dirigée de Meynard Keynes,

d'après laquelle les cours des devises exprimés en livres sterling varieraient parallèlement aux prix des marchandises principales sur les marchés mondiaux. Comme, dans la Grande-Bretagne libre échangiste, beaucoup de marchandises sont importées, les prix de celles-ci exprimés en livres sterling seraient invariables. Ainsi une hausse hypothétique des prix du blé à New-York de 50 à 100 cents le boisseau serait neutralisée par une hausse du cours du sterling à Londres de 5 à 10 dollars ; le doublement des prix du blé serait annulé par une dépréciation de moitié du dollar.

Dans l'instabilisation universelle, fruit du chaos politique résultant de la confusion intellectuelle et morale, stabiliser la monnaie ou stabiliser les prix sont également utopiques. On ne peut — et relativement — que stabiliser les rapports en substituant l'étalon indice à l'étalon monétaire (papier, marchandises ou métal).

Ainsi, croit-on, il n'y aurait plus de surproduction, c'est-à-dire que le pouvoir d'achat serait toujours au niveau de la production. Cela va loin, car ce serait, en définitive, découvrir et attaquer la plus-value. Les conséquences anticapitalistes et révolutionnaires, dans le temps, en sont plus importantes que ne le supposent les trafiquants anglais.

### Le franchisme.

Et voici ceux qui, plus logiques, acceptent ces conséquences d'une monnaie scientifique. Cela se conçoit d'ailleurs : mutuellistes, comptabilistes, franchistes, ils sont de filiation proudhonienne. Ce n'est pourtant pas en France que ce mouvement est le plus suivi. Cette indifférence marquée du Français à une solution monétaire est peut-être une manifestation instinctive de son bon sens natif. Sociale-

ment, il n'y a pas de solution partielle. C'est dire qu'il n'y a pas de solution uniquement mécanique et matérielle. Il serait déplorable qu'il y en eût. Car rien n'est plus mauvais que de préserver l'homme des suites de ses fautes ou de ses erreurs. C'est pour cela surtout que la démocratie est si nocive.

En tout cas, voici la substance d'un de ces projets — on comprendra que je ne puis les citer tous — basés sur l'étalon indice. Il émane d'un de mes anciens collaborateurs de l'Université populaire, M. L.-J. Costes :

« La quantité de monnaies en *circulation effective* ne devrait, à tout moment, être abandonnée, ni au hasard de la production d'or, ni aux prévisions des spéculateurs et des thésauriseurs. Elle devrait, quoi qu'il arrive, rester toujours proportionnée aux besoins d'échange, c'est-à-dire aux quantités de richesses offertes sur le marché, par le développement croissant de la production. Cette proportion entre les monnaies circulantes et les richesses offertes étant, à tout moment, diagnostiquée et même mesurée par l'indice, c'est-à-dire par le *cours moyen de la totalité* des transactions financières et commerciales, dont les cours sont connaissables. Transactions déterminées par le libre jeu de l'offre et de la demande.

« Des additions ou des soustractions proportionnelles de monnaies devraient intervenir constamment pour stabiliser cet indice, sauf une hausse continue, réglée par exemple, à 1 0/0 par an, afin d'encourager les épargneurs d'outillage et de décourager, au contraire, les thésauriseurs de monnaies.

« Le moyen à employer pourrait consister dans un coefficient mensuel variable, appliqué à tout ou partie des impôts, par exemple à l'impôt sur le chiffre d'affaires, accru de manière à remplacer presque tous les autres impôts.

« Selon que l'indice serait inférieur ou supérieur à 1, c'est-à-dire selon que les prix des stocks seraient en baisse ou en hausse, le coefficient variable serait négatif ou positif et aurait pour conséquence une diminution ou une augmentation des impôts. Il pourrait être, du reste, décalé en plus ou en moins, selon que l'expérience indiquerait la marche à suivre pour obtenir la stabilité de l'indice.

« Il entraînerait l'obligation, pour l'État et pour la Banque de France, de fabriquer ou de détruire des billets de banque, dans la mesure où les recettes fiscales seraient influencées par l'application de ce coefficient.

« Il serait déterminé par un Office monétaire aussi indépendant que possible, désigné, par exemple, par le Conseil d'État. Il resterait, quoi qu'il arrive, indépendant du pouvoir budgétaire, ainsi que des administrations fiscales. »

Le directeur de *l'École franchiste*, dont ce programme minimum est inspiré, M. Barral, me dit qu'on en trouvera un exposé complet et doctrinal dans *The natural economic order*, par Philipp Pye. Ici, cela suffit.

Évidemment, notre système monétaire ne saurait se défendre. Mais pouvons-nous abstraire cette question de l'économique, du politique et du social ? Quoique les phénomènes les plus nobles se subordonnent aux plus grossiers, comme l'ont bien vu Bacon et Comte, il n'en est pas moins vrai que, dans l'ordre, ils réagissent toujours pour améliorer, élever ceux-ci. Sans cette loi du progrès, si l'humanité avait été démocratique dès l'origine, elle en serait encore à gîter sur les arbres.

### L'or-papier.

Contrairement aux orgueilleuses déductions méta-

physiques dont nous délirons depuis cinq siècles, c'est l'humble obédience aux réalités sociales permanentes qui sera éternellement la base de tout perfectionnement.

Le matériel s'est amplifié tellement qu'il nous a paru être tout. L'indispensable réaction spirituelle, sociale a été complètement dénaturée quand elle n'a pas été abolie. Les prodigieux progrès du machinisme, de la technique, du scientisme ont donné beaucoup plus que n'eût jamais osé le promettre la plus extravagante utopie. On eût pu croire que ces merveilleux résultats réduiraient les fatalités naturelles à l'avantage de la liberté et de l'intelligence. C'est le contraire qui advint : la démence métaphysique, l'abrutissement matérialiste, l'esclavage démocratique.

Tout le problème est là. L'ordre économique découle de l'ordre politique qui découle de l'ordre social et celui-ci de l'ordre intellectuel et moral.

Oui, notre système monétaire est devenu une aberration. Sa malfaisance est certaine. L'argent mérite les malédictions des pères de l'Église et aussi les bénédictions, plus terribles encore, des pontifes simoniaques modernes. Le Veau d'or, Mammon sont les autres noms de l'Ange du mal, de Satan. C'est la mystique sordide de l'or qui a engendré la démoploutocratie internationale et tous les internationalismes temporels, la guerre et, pis encore, le pacifisme menteur; aussi le parasitisme rentier, l'exploitation des faibles, l'escroquerie, le stupre, le crime, enfin c'est cette monstrueuse mystique qui fait sortir la misère de l'abondance et la barbarie de l'extrême civilisation...

Que l'argent soit représenté, et multiplié, démocratisé par le papier, il n'importe. La peste ne s'atténue pas en se maquillant et en se propageant.

Avec l'accent des vieux prophètes d'Israël, notre

Proudhon annonçait ces temps, aujourd'hui révolus, de l'or-papier : « Qu'il vienne donc au plus vite, ce dégagement universel des capitaux, ce règne des billets à rente, où l'argent, idole décrépite, sera mis à la retraite. Et nous verrons l'humanité que les poètes dépeignent comme la fiancée de Dieu et la reine de la nature, nous la verrons assise, comme une courtisane, l'œil enflammé, la gorge pantelante, à une table de jeu produisant pour le jeu, achetant, vendant, spéculant, toujours pour le jeu. Alors les instruments de travail seront devenus tout à la fois et des enjeux et des instruments de jeu ; les marchés se convertiront en bourse et les routes en coupe-gorge ; la navigation sera piraterie ; tout art et toute science sera comme une fabrique de fausses clefs, de ciseaux, de pinces et de scies préparés pour le vol. Puis ce seront d'effroyables suicides, d'atroces vengeances, la dissolution, le pillage, l'anarchie : après quoi la société fatiguée, mais non assouvie, recommencera sa ronde infernale. »

Depuis le manœuvre inculte jusqu'à l'humaniste inhumain, depuis le dernier gueux jusqu'aux rois du pétrole, de l'acier ou de l'or-papier, on ne voit dans la crise actuelle que ce qui, heureusement, l'atténue, ce qui peut déterminer les réactions salvatrices, — le chômage, la perte d'argent, le manque à gagner. Si ces facteurs ne jouent point, si l'on s'applique à les affaiblir, ce seront les émeutes atroces de la faim et de la haine et la guerre impitoyable.

Pallier les effets immédiats de la crise, c'est donc provoquer ces sanglantes perturbations où toute civilisation risque de sombrer.

### Dieu, c'est-a-dire le profit, la démoplouto-cratie, voila le mal.

En bref, ce sont les bénéfices recherchés âprement

et prélevés par tous qui sont la cause du déséquilibre économique. Et chacun ne vise, en voulant supprimer les effets, qu'à augmenter la cause, c'est-à-dire ses bénéfices.

De là, ces mesures bizarres, ces projets antinomiques qui viennent d'être exposés et qui donneront à la postérité une bien triste opinion de l'intelligence de nos contemporains.

Comment pense-t-on réduire le rendement du travail en maintenant le pouvoir d'achat des masses ou décupler, centupler ce rendement et le profit, en réduisant le chômage; fermer les frontières aux produits étrangers en accroissant les exportations ou les ouvrir en sauvegardant la production nationale? Par une législation draconienne, l'État à tout faire? — Ce sont les impôts qui s'ajoutent au profit. Alors?... Lénine disait que ce qui pouvait le plus hâter la chute du capitalisme, c'était de troubler la ciculation économique. Or toutes les interventions étatiques ont inéluctablement cette conséquence.

Pour ce qui est de la réforme monétaire, qui serait efficiente en effet, si l'économique était le tout humain, il ne servira de rien de montrer logiquement que la monnaie marchandise est désastreuse pour l'ensemble, qu'elle fomente le paupérisme, attise les haines, couve les révoltes, précipite les guerres, tant que, dans ce chaos, on pourra personnellement parasiter, s'enrichir, ou seulement le croire, en avoir l'espérance.

De même, ce sera s'évertuer en vain que de proclamer la stupidité animale de la démocratie tant que sera générale la même avidité du profit, autrement dit des privilèges, des pensions, des sportules, des primes, des protections, des sinécures, et autres largesses étatistes. Certes, tous, prolétaires et capitalistes, veulent l'ordre — pour les autres ; mais plus

encore le désordre qui est lucratif — pour soi. C'est ce qui fait le succès redoutable de l'étatisme, prélude du communisme.

Dans ces conditions, aucune amélioration financière, économique et politique ne saurait être envisagée sérieusement. Et, au surplus, elle n'est nullement souhaitable.

La gêne, la souffrance et la peur sont les seules raisons sociales que les hommes d'aujourd'hui peuvent entendre. Elles seules donc peuvent éveiller le bon sens positif et humain. Ne nous aliénons pas cette chance.

Les réformateurs, qui ne se placent jamais au point de vue de l'ensemble, ne s'en prennent qu'à un détail ou au mécanisme apparent. Ils négligent le principe, l'idée, l'âme motrice. Si, par un miracle inconcevable, leurs projets se réalisaient, si l'on mettait en action un rouage qui accorderait, qui ferait coopérer le *oui* et le *non*, nous assisterions à une effrayante et rapide régression. Car, en un temps aussi dénué de spiritualité, saturé du plus creux verbalisme, l'homme n'est maintenu encore dans une ombre de civilisation que par la crainte, sinon de l'enfer, du moins des conséquences économiques et politiques immédiates — celles qu'il ressent le plus vivement — de ses sottises.

Or, la démocratie — et c'est bien là son caractère le plus pernicieux, le plus diabolique, — par la légifération à outrance, l'étatisme, le système des assurances universalisées, le socialisme, voire la philanthropie administrative, tend à supprimer toute responsabilité éducative et corrective, principal élément de conscience et de discipline. Et puis, le pire, c'est la jouissance et la puissance qui ne sont pas les fruits de l'effort consenti, c'est la prospérité et la sécurité imméritées. Même pour ceux qui en sont les bénéficiaires. Mieux valent l'iniquité, l'oppression et la

souffrance, créatrices de réactions et d'énergie. Le bonheur aussi est de nature spirituelle.

### L'AVERTISSEMENT SALUTAIRE.

Il faut se limiter. Le sujet est inépuisable. J'ai voulu surtout montrer l'extrême confusion des esprits qui sont ou se croient les plus avertis des questions économiques.

Ces augures chamarrés, opulents, pontifiants, dindonnants, sont-ils dupes aussi ? Se regardent-ils sans rire en encaissant leurs pourboires ? Pourquoi pas ? Un vulgaire escroc est le plus souvent un mythomane qui se ment aussi à lui-même. Ses réussites, qui étonnent parfois, s'expliquent ainsi.

Nos contemporains, si sceptiques pour l'expérience, les faits, les idées, dont la compréhension exige d'ailleurs quelque effort d'intelligence, ils sont d'une crédulité de pithécoïde pour les enfantements de l'imagination et les jongleries de l'expression. D'où la place exorbitante qu'occupent dans notre Béotie l'art oratoire et la littérature. De jeunes lettrés ignares n'ont pas assez d'épithètes méprisantes pour la sociologie qui leur imposerait quelque tension cérébrale gratuite et qui, au surplus, est inaccessible à leur ignorance cultivée et à leur creuse cervelle. C'est pourtant par ce que la physique sociale — également honnie des littérateurs, des politiciens et des économistes — nous enseigne, par la discipline mentale qu'elle nous impose, par le désintéressement qu'elle exige qu'il est possible de conjurer la catastrophe suprême et de vivifier les principes de la régénération.

Tous les prétendus remèdes à la crise sont inopérants. D'abord parce qu'ils ne traitent que les aspects contingents du mal en laissant subsister les racines. Et même en les arrosant soigneusement.

Enfin, on ne saurait trop le dire, la crise est un avertissement salutaire qu'il faut bien se garder d'assourdir.

## III. — LE CAPITALISME

Dans l'impasse tragique où est engagée la civilisation occidentale, pas d'autre voie de salut qu'un audacieux et sage retour au carrefour pour essayer de reprendre la bonne route.

Donc, réaction. Mais attention ! Tout se tient dans le social : réaction d'ensemble. En renonçant la démocratie, il faut renoncer l'étatisme et le capitalisme. Et dans leurs plus profondes racines. Ainsi, réaction puissamment révolutionnaire. Réaction non plus de parti ou de classe, mais nationale d'abord, d'humanité ensuite ; non plus de situation, de surface, de formules, mais de substance organique, d'idées vivantes, de principes éternels. Non pour conserver ou réorganiser l'anarchie insidieuse, profitable à la catégorie bien habillée ou bien parlante, ni pour galvaniser les fantômes des dieux ensevelis, ni enfin pour tenter de rétablir ce qui est définitivement abattu. Réaction d'ordre humain.

Sans doute, il est plus agréable à ceux qui en furent les privilégiés d'envisager une simple et facile résurrection du capitalisme modéré de la grande époque : mais quoi de plus chimérique ? Les événements présents hurlent que cela ne peut plus être.

Continuité, tradition : certes. Mais de ce qui ne meurt pas : l'esprit, la loi du vital et du social. Une forme se dissout, un mécanisme s'use toujours. Le temporel est temporaire. C'est l'erreur persistante de ceux que Proudhon appelait les « conservateurs-bornes » de le méconnaître. D'ailleurs, celle des

révolutionnaires est plus nocive encore. Car ils n'ont pour eux ni le passé, ni l'avenir. En s'efforçant, imbécilement, de remplacer les vraies lois de l'être social par un mécanisme légal arbitraire, ils ne font que du néant.

Tant qu'il y a encore société, les princes passent, les principes demeurent. Ce n'est que l'aspect qui est changeant, le fond reste immuable. Les lois sociales sont constantes. L'ordre ne paraît se modifier que pour s'y mieux adapter. Le progrès n'est que cela : une meilleure adaptation aux conditions éternelles du développement humain.

## Bilan a établir.

Au demeurant, le chaos présent est une résultante du capitalisme, de la démocratie et de la métaphysique matérialiste. Conservateurs et révolutionnaires participent à la même rébellion contre la loi de constance, contre la réalité positive, contre les morts et contre la postérité.

En économique, le capitalisme est le nœud du drame comme, en politique, la démocratie et, au social, l'égocentrisme matérialiste.

Il importe donc, avant tout, de déceler, de définir les préjugés, les superstitions qui les défendent et les maintiennent. Car l'homme, après tout, n'a pas intérêt au désordre, à la misère, à la haine, à l'avilissement. Même la furie boche de destruction et de meurtre n'est qu'une manifestation rudimentaire de l'instinct défensif vital.

Le mal ne se propage et ne se perpétue que par la parcelle de bien qu'il comporte toujours, on dirait comme alibi. Et le bien, c'est ce qui est conforme aux lois de l'existence collective.

Ainsi, ce qui a fait la force du capitalisme, depuis

deux ou trois siècles, ce sont les améliorations, les perfectionnements qu'il a suscités, l'ingéniosité, l'esprit d'invention qu'il a stimulés.

Mais, par là, — la cupidité en devenant le principal ressort, — le capitalisme, dans sa prodigieuse expansion, méconnut les lois de l'ordre. Peu à beaucoup, ses méfaits l'ont emporté sur le bien-être matériel, l'extension du confort, le perfectionnement généralisé des moyens de transport et de communication, la multiplication des centres de plaisirs, les instruments d'information et d'instruction mis à la portée de tous, les loisirs, l'hygiène, les arts, la littérature et le luxe vestimentaire pour tous également.

Ces progrès matériels évidents qu'on peut inscrire à l'actif du capitalisme s'accompagnent, hélas ! d'un immense regrès intellectuel et moral. Même l'imprimerie, par les journaux et la littérature à succès, nous en pouvons constater les immenses ravages. Transporter de plus en plus vite des imbéciles de plus en plus perfectionnés, comme disait déjà Pierre Laffite, est loin d'être une victoire de l'intelligence. Et la barbarie scientiste ne laisse pas d'être de la barbarie, comme la muflerie, élégamment habillée « à la mode » simienne, de la muflerie.

Pour tout dire d'un mot, le passif d'humanité est formidable...

Aussi se plaît-on à imaginer que le système n'a pas parachevé son œuvre abominable en tarissant à jamais la source vive de l'enthousiasme éclairé et que présentement, dans une mansarde, — sans littérature, — un Proudhon, un Comte de trente ans ou un Karl Marx civilisé, ou encore quelque Mussolini de la pensée, est en train d'en établir le lugubre bilan. Car, pour reconstruire, il importe de connaître les matériaux à ne pas employer.

Les quelques indications rudimentaires fournies

ici pourront en constituer une vague ébauche. J'aurai atteint mon but si elles pouvaient inciter à quelque réflexion.

### Capital et capitalisme.

Au seuil, un départ s'impose. Capital et capitalisme. Celui-ci est contingent; celui-là, nécessaire. L'un n'est qu'un mode d'emploi, devenu vicieux, de l'autre.

Le capital est l'ensemble des produits accumulés, épargnés, servant à la production. La civilisation se gradue selon les dimensions de son capital. La hache de silex du primitif, le feu qu'il entretenait en étaient. Le capital est donc signe d'humanité. Non pas la richesse passive. Et non pas le numéraire avec lequel on le confond et qui n'est que le stigmate du capitalisme.

Celui-ci est tout récent. Selon K. Marx, il ne remonte guère au delà du XVIe siècle. Avec Law, il s'avère déjà perturbateur et catastrophique. Il ne se nomme qu'au siècle dernier. Proudhon fut un des premiers à le désigner sous son nom, que Littré ne mentionne pas dans son dictionnaire.

C'est qu'il désigne surtout l'abus qui est fait du capital dans une société décapitée. Soit : l'incoercible propension au surcapitalisme international, à tous les internationalismes désordonnés, l'extension tératologique des entreprises, le monopole de fait, l'automatisme déshumanisant, la destruction de tout ce qui n'est pas consacré au maniement de l'argent, qui contrevient aux lois de l'argent, et donc, d'abord, les patries, les États, les Églises, les idées organiques, les institutions fondamentales.

L'histoire de ces quatre derniers siècles, comme le voyait bien Karl Marx, serait donc à reviser. Mais seulement pour les idées, les institutions en décom-

position. La conception matérialiste de l'histoire ne s'applique que là. Elle ne vaut que pour les cas pathologiques. Elle est purement critique. C'est assez dire que les éléments constructifs, les forces sociales lui échappent.

Dès que deux individus se réunirent pour s'assurer la nourriture, la sécurité et la continuité familiale, le capital se forma et l'humanité fut. La coopération sociale est le premier capital. Le plus fécond. Il s'est constamment accru au cours des âges. Si les grandes calamités, la guerre et les révolutions en détruisaient certaines parties, elles en construisaient d'autres, car d'abord, par le besoin plus vivement ressenti, elles portaient à la plus haute tension l'énergie constructive et l'ingéniosité inventive.

Né du social, le capital développe le social. Il sera d'autant plus fécond quand sera reconnue pleinement sa destination sociale. Car il représente l'effort collectif des morts, il est leur bien indivis Ce que les vivants y ajoutent, même avec l'appoint des machines les plus perfectionnées, est bien peu de chose.

### Le capitalisme destructeur de capitaux.

Au regard, le capitalisme est un système arbitraire de dissociation, de décérébration et de dilapidation du capital. Si cependant il a pu créer une apparente prospérité matérielle, d'ailleurs extrêmement exhaustive des vraies richesses naturelles, ce n'est qu'au prix d'un gaspillage inouï et d'une démocratisation, d'un dégradant abrutissement des masses.

Contrairement à l'opinion courante, le capitalisme, même au point de vue strictement économique, est terriblement gaspilleur, destructeur et onéreux. Comment ne le serait-il pas, son unique souci étant le profit immédiat ? C'est ce qui le condamne. Il y a

aussi une logique des faits, surtout quand celle des idées se dérobe.

A ce sujet, M. Pierre Gaxote, dans *Je suis partout*, conseille de réduire notre capital : « Tout progrès matériel s'appuie sur un outillage coûteux et aboutit lui-même à la création de produits coûteux. Qu'arrivera-t-il s'il est dépassé avant que le prix de l'outillage de base soit regagné, les produits fabriqués, écoulés et eux-mêmes amortis par leurs acquéreurs ? A une accumulation de vieilles ferrailles. C'est-à-dire encore, que loin d'apporter un bien-être à l'humanité, chaque progrès prématuré se solde par une perte sèche qui se calcule facilement en additionnant le prix d'achat du matériel démodé et non amorti et le prix de fabrication des objets finis, stockés et invendables. »

Or le capitalisme est un gros dévorateur de capitaux. Ce n'est donc pas ceux-ci qu'il faudrait réduire, mais celui-là, si c'était possible. Et ce ne l'est pas.

Il est bien vrai que le renouvellement constant de l'outillage et des techniques ne va pas sans gaspillage. S'il paraît augmenter d'abord une certaine production particulière, et donc erronée, il ne lui faut pas moins rémunérer largement les capitaux nouvellement investis. D'où hausse des prix. En conséquence, sous-consommation et surproduction, — crise.

Ainsi, une hausse toujours plus forte, et le paupérisme sont la loi du capitalisme. Quand les prix ne peuvent plus monter, c'est la crise et jusqu'à ce qu'ils reprennent leur mouvement ascendant. Mais, aujourd'hui, il semble bien qu'ils ne peuvent plus le reprendre. Il y en a ce signe au moins : Généralement, durant les crises les plus sévères qu'on ait connues, les banques prospéraient. Maintenant, elles-mêmes

sont frappées. Aux États-Unis seulement, plus de cinq mille, et non des moindres, ont sauté. Fin de régime.

C'est que la richesse d'argent ne saurait être statique, elle ne peut être, et seulement pour un temps, que dynamique. Les illusions du rentier ou du prolétaire aspirant rentier sont décevantes et absurdes. La pérennité des fortunes est l'illusion des illusions. L'ancienne économie politique a propagé et ancré cette erreur essentiellement bourgeoise de la capitalisation des intérêts, qui a fini, grâce à la démagogie socialiste, par intoxiquer le peuple même. Toutes ses notions sur la production, la circulation, la répartition et la consommation en furent faussées.

Le Rapport du Conseil d'administration de la Sofina pour 1932 déclare effrontément : « Si l'emploi de machines tend à un nivellement qualitatif de la main-d'œuvre, éliminant à la fois les ouvriers les moins spécialisés et les plus qualifiés, il relève le niveau moyen des conditions de travail et des conditions d'existence ; il procure une vie plus humaine au dernier des manœuvres ; et puisqu'il permet d'affecter une partie plus grande des revenus aux dépenses éducatives et de luxe, il multiplie la demande d'œuvres d'art et de créations de l'esprit. »

On sait ce qu'il en est. Ceux qui n'ont pas voulu le savoir jusqu'ici, l'apprendront bientôt. Les trente millions de chômeurs et les pèlerins de la faim se chargeront de montrer que les « dépenses éducatives et de luxe » n'ont pas été suffisantes.

Comment peut-on espérer y échapper quand, présentement, on pourrait obtenir la même production qu'il y a vingt ans en réduisant la main-d'œuvre des neuf dixièmes ?

Le capitalisme dilapide les richesses naturelles. Car, pour le profit, l'avenir, la postérité ne comptent

pas. Les puits de pétrole, les houillères sont exploités sans aucun ménagement pour l'avenir par des barbares pourvus d'instruments perfectionnés, pour le rendement d'argent immédiat. Il est heureux que la distribution de l'air ou de la lumière du soleil n'ait pas été monopolisée, ou encore qu'on n'ait pas osé mettre le feu à la plupart des puits de pétrole pour raréfier cette marchandise et faire monter les prix. Cependant, en trente ans, la consommation a décuplé. Tant il y a qu'à ce train, qui ne peut que se précipiter, d'aucuns estiment que les sources d'huiles minérales seront à sec dans soixante ans et que les mines de charbon seront toutes épuisées dans quatre siècles. Mais de telles considérations purement humaines font s'esclaffer les « dieux ». Les moins olympiens objectent qu'il y a la houille blanche ou verte, intarissable, la synthèse chimique, les succédanés, et que le génie de l'invention ne paraît pas devoir être pris au dépourvu. Soit. Mais est-ce bien sûr qu'il n'y aura jamais de limite ?... En tout cas, le capitalisme ne voit pas si loin.

### Surcapitalisme.

Les débuts du surcapitalisme remontent au milieu du XIXe siècle seulement. Mais il s'est propagé avec une rapidité foudroyante. Ce fut une sorte d'apoplexie sociale. Sous Louis-Philippe, il n'y avait encore qu'une centaine de titres cotés à la Bourse : il y en avait déjà plus de trois cents à la fin de l'Empire deuxième. C'est qu'en 1860, sous l'influence grandissante des économistes de l'école libérale, avaient été signés les premiers traités de commerce libre-échangistes. Il est curieux que le libéralisme théorique aboutisse toujours aux pires contraintes ou au désordre, ce qui est en fait la même chose.

D'anciens saint-simoniens créent le Crédit fon-

cier (1852) et, en 1863, grâce à la loi sur les sociétés anonymes, les premières entreprises surcapitalisées et les grandes sociétés de crédit.

C'est en émettant des actions participantes à un taux modique que les sociétés anonymes ont capté la petite épargne des classes moyennes et accumulé d'énormes capitaux monétaires. Elles ont ainsi exacerbé la cupidité des masses. Par là, elles ont précipité la décadence bourgeoise, la fin des notables qu'a signalée M. Daniel Halévy, et intronisé une néfaste oligarchie financière.

Ce n'est pas tout. 1870 inaugure les guerres d'enfer auxquelles 1914 ne met pas fin. C'est que le désordre capitaliste s'étend maintenant à toute la terre. Car la population des races retardées ou inférieures s'est accrue prodigieusement. Présentement, elle est de 2 milliards, moins du quart pour l'Europe, et s'accroît de 20 millions par an, plus de la moitié pour l'Asie.

Les entreprises devenues mastodontes ont une incoercible propension à s'enfler toujours plus — jusqu'à la catastrophe. C'est que, pour grossir les tantièmes des administrateurs, on surcapitalise ; pour les multiplier (sans parler des bénéfices occultes), on crée des filiales. Les dividences qui devraient revenir aux actionnaires s'écoulent par là. Dans *Je suis partout*, M. Pierre Gaxote le dit bien : « Les administrateurs roublards ont des ruses infinies pour augmenter leur part aux dépens des actionnaires. L'une d'elles consiste à insérer dans les statuts que le conseil prélèvera ses tantièmes (5 à 6 0/0 par exemple) avant le calcul des amortissements et des réserves autres que la réserve légale, les actionnaires, eux, n'étant servis qu'après. Sous prétexte de prévoyance, il est alors facile de réduire à quelques haricots le montant du dividende sans que les tantièmes en souffrent. Un autre truc consiste à créer des filiales nombreuses et

inutiles dont la société-mère est, pratiquement, la seule actionnaire qui compte. Chacune d'elles gère une branche de l'activité sociale et, naturellement, est munie d'un conseil d'administration : d'où prélèvement supplémentaire de tantièmes. »

Aussi s'est-il formé un petit clan, comme en politique, qui se réserve ces énormes avantages : les 3.000 principales sociétés françaises sont gérées ou plutôt vampirisées par deux cents personnages au plus.

« On a vu, dit encore M. Pierre Gaxote, le même homme administrer dix, vingt, trente, quarante, cinquante, parfois même soixante affaires absolument différentes et dont chacune d'elles exigerait une compétence particulière. Parmi les sociétés que présidait M. Homberg, je relève une banque, une entreprise de matériel de chemins de fer, une fabrique de soierie, une imprimerie, une saline, quelques plantations de caoutchouc, des mines, deux ou trois affaires d'électricité en France ou aux colonies... Si on y ajoute les sociétés dont il n'était qu'administrateur, on voit venir des tramways, des mines d'or, des ports, des plantes à parfum, des lotissements, des sucreries, des verreries, de l'anthracite, du coton, des tapis, des chantiers de constructions navales, etc. Avec la meilleure volonté du monde, la plus formidable puissance de travail, la plus scrupuleuse honnêteté, comment un homme aurait-il pu avoir une idée, même imprécise, de la marche de tout cela ?... »

Il est bien vrai que, lorsqu'elles outrepassent certaines limites, les entreprises échappent aux possibilités d'une direction personnelle, fût-elle réellement compétente, et non pas seulement dans l'art de faire suer des tantièmes, fût-elle géniale. Aussi ces gigantesques mécanismes qui, parfois, trop souvent, dominant ce qui reste d'État national, se détraquent de

plus en plus. Comme la démocratie dont il est le reflet économique, le capitalisme confère à des médiocrités sans conscience une puissance formidable dont la possession désaxerait ceux-là même qui seraient dotés d'une cérébralité supérieure.

### Ce qui condamne le capitalisme.

Le capitalisme n'est donc pas le parti et la doctrine du capital. C'en est la maladie. C'est la somme des mésus et des abus provoqués par le culte exclusif du profit.

Le capital, quoi qu'en disent les socialistes, est le meilleur collaborateur, et non l'ennemi du travail. Mais le travail s'oppose de plus en plus, irréductiblement, au capitalisme, même d'État.

Tout capital provient de l'épargne sociale, c'est-à-dire de la privation et du travail. La valeur normale, humaine, s'exprime par l'utilité. La surproduction ou la production erronée, l'inflation de crédit, l'insuffisance ou l'excès de moyens d'échange sont seulement les conséquences de la plus-value, de l'usure et du profit.

Juif et communiste, Karl Marx ne pouvait concevoir le capital et la valeur que d'après le capitalisme. L'étatisme et le communisme en sont les derniers avatars.

Dans sa *Misère de la philosophie*, Marx écrit : « Ceux qui, comme Sismondi, veulent revenir à la juste proportionnalité de la production, tout en conservant les bases actuelles de la société, sont réactionnaires, puisque, pour être conséquents, ils doivent aussi vouloir ramener toutes les autres conditions de l'industrie des temps passés... Dans la société actuelle, dans l'industrie basée sur des échanges individuels, l'anarchie de la production, qui est la

source de tant de misères, est en même temps la source de tout progrès. »

Mais ce qui condamne le capitalisme, ce n'est pas qu'il soit inique et désordonné, c'est que les faits actuels, l'expérience démontrent qu'il est impossible, c'est qu'il s'aheurte, comme on le voit aujourd'hui, à un *non possumus* social de fait.

### Ce qui a justifié le capitalisme.

Selon J.-B. Say, tout capital est un instrument de production. C'est ce qui légitima le profit. Mais le profit dénatura le capital et créa le capitalisme. On perdit de vue la production utile, le juste échange, une sage répartition, qui était le but humain, pour poursuivre âprement le seul profit. Dès lors, le capitalisme devait fatalement être débordé. Et ce furent les entreprises cyclopéennes, le détraquement de toute l'économie : production, répartition, échange. Ce qu'on nomme la « crise ». Il serait donc plus vrai de dire, aujourd'hui, que le capital, dévoyé, en excès, enraye la production. Le phénomène morbide de la « surproduction » et du chômage en est paradoxalement le plus émouvant témoignage, puisqu'il aboutit à la destruction des produits qui sont pourtant loin d'être en quantité utile, et au ralentissement absurde du travail par l'interdiction de l'emploi des machines ou des techniques.

Contrairement, d'ailleurs, à ce que la démagogie sociale prétend, ce n'est pas le prélèvement que le capital effectue sur le travail qui est la cause directe de ce décalage ; mais la séquelle économique et psychologique que suscite, chez l'ouvrier, le paysan comme chez le bourgeois, la notion égocentrique de profit. Et voilà comment il faut ici, comme à tous les problèmes sociaux, une solution d'ensemble dont ne peuvent avoir aucune idée les présomptueux experts,

les intrigants politiciens, les réformateurs de tout poil et les utopistes.

A propos de ses inventions, Edison disait : « Dans tous les progrès de cet ordre, l'accumulation des richesses vient en tête, parce que sans elle il ne peut y avoir ni goût, ni loisir pour cette acquisition de savoir d'où dépend le progrès de la civilisation. »

### Le ver dans le fruit.

S'il y a présentement arrêt et même recul, le capitalisme a été l'ouvrier d'un prodigieux progrès matériel. C'est dire qu'il a été nécessaire. Mais il eût fallu le régler. Malheureusement, la démocratie devait exacerber ses plus nocifs ferments : l'envie, qui est le pivot de l'une, et la cupidité, qui est le pivot de l'autre, aussi désastreux, décérébrants, désâmants, dissociants, décivilisateurs, s'accrurent l'une par l'autre.

A la base du progrès capitaliste, il y eut d'abord l'exploitation abominable du travail des femmes et des enfants. Elle donna lieu aux malédictions des premiers socialistes, et des poètes ahuris comme Byron et Shelley en vinrent à demander la peine de mort pour les patrons féroces et la destruction légale des machines. Les littérateurs et les utopistes s'en prennent toujours aux effets. Ils ne voient, ils ne *sentent* que cela.

Quoi qu'il en soit, cette dure exploitation a fondé la puissance financière de la bourgeoisie, et une puissance, contrairement à ce que pense l'envieuse démocratie, est toujours un gain d'humanité. Elle ne devient nuisible que lorsqu'elle se dérègle et se dénature.

Quand, au début du siècle dernier, Malthus et toute la bourgeoisie dirigeante après lui préconisaient la restriction des naissances, pour atténuer le paupé-

risme et favoriser le développement du machinisme, ils dénonçaient beaucoup plus fortement que les socialistes, le caractère inhumain du capitalisme, qui devait s'accentuer d'ailleurs par la technique et la rationalisation entre autres. Le résultat en fut la production en série, la standardisation générale, l'uniformité despotique, l'automatisme qui abrutit, qui enlaidit, qui gaspille et qui tue. En conséquence, le chômage, qui n'est pas l'heureux loisir, devient chronique en s'étendant. Il nécessite l'intervention désastreuse de l'État, tout se mécanise. Et l'inorganique, l'inhumain, c'est le communisme.

On ne saurait trop insister sur cette filiation, ce lien congénital du capitalisme et du communisme lesquels, de prime abord, paraissent s'opposer. Instinctivement, les Soviets copient les procédés du pire capitalisme américain et s'inspirent de leur grossière idéologie du rendement avec le plus profond mépris de ce qui est de l'homme, de la qualité, de l'esprit. De leur côté, les Américains qui ont visité la Bolchévie sont dans la plus grande admiration de ce qui a été exécuté du Plan quinquennal.

Pour Taylor, « l'organisation du travail », c'est-à-dire, proprement, la mécanisation, « est d'assurer le maximum de prospérité tant à l'entrepreneur qu'à l'ouvrier ». En fait, présentement, ce maximum de prospérité se traduit par la ruine, le chômage et l'abrutissement. Mais le système même, non plus que la machine, n'en sont la cause profonde. Il ne faut pas demander à un système qu'il supplée l'esprit et aux choses qu'elles remplacent l'âme.

### Le progrès capitaliste.

Georges Sorel, philosophe syndicaliste et inspirateur de Mussolini, approuve Karl Marx, grand doctrinaire, non pas du capital, mais du capitalisme : « Le

capitalisme n'a pas mal réussi dans ce qu'on a appelé son aveuglement et sa folie : si la bourgeoisie avait écouté les hommes pratiques, savants et moraux, elle aurait eu horreur du désordre qu'elle créait par son activité industrielle, elle aurait demandé à l'État d'exercer un pouvoir modérateur, elle se serait traînée dans une ornière conservatrice. Marx a décrit en termes magnifiques l'œuvre prodigieuse qui a été réalisée sans plan, sans chef et sans raison : « Elle a, « comme personne ne l'avait fait avant elle, montré « de quoi est capable l'activité humaine. Elle a réa- « lisé de tout autres merveilles que les pyramides « d'Égypte, les aqueducs romains et les cathédrales « gothiques ; elle a accompli de tout autres campa- « gnes qu'invasions et croisades. »

Et encore : « Il y a dans le monde capitaliste un *progrès réel*, qui permet aux dirigeants de se donner du bon temps, mais qui, en même temps, est la condition nécessaire de la révolution socialiste. Ce progrès réel, qui porte sur la technique de la production, est également applaudi par les bourgeois qui bénissent des occurrences de vie plus large, et par les socialistes qui le regardent comme une garantie d'une révolution pouvant supprimer les maîtres. C'est ainsi que les marxistes ont toujours dénoncé comme des réactionnaires très dangereux les philanthropes qui, en vue d'éviter au peuple les souffrances provoquées par toute grande transformation économique, voudraient entraver par des règlements le progrès réel. »

Mais qu'on les entrave ou qu'on s'efforce de les effréner plus encore, il n'importe. Nous savons assez ce qu'il faut penser de ces « progrès réels ».

C'est sans doute pour cela qu'à la fin de sa vie Georges Sorel, comme le littérateur précieux André Gide, s'est converti au bolchévisme.

Il s'est d'ailleurs encore trompé quand il disait

aussi : « Les amis de Jaurès, les cléricaux et les démocrates placent leur idéal de l'avenir dans le moyen âge : ils voudraient que la concurrence fût tempérée, que la richesse fût limitée, que la production fût subordonnée aux besoins. Ce sont des rêveries que Marx regardait comme réactionnaires et par suite comme négligeables, parce qu'il lui semblait que le capitalisme était entraîné dans la voie d'un progrès incoercible ; mais aujourd'hui nous voyons des puissances considérables se coaliser pour essayer de réformer l'économie capitaliste dans le sens médiéval, au moyen de lois. Le socialisme parlementaire voudrait s'unir aux moralistes, à l'Église et à la démocratie dans le but d'enrayer le mouvement capitaliste ; et cela ne serait peut-être pas impossible, étant donné la lâcheté bourgeoise. »

En citant longuement cet écrivain paradoxal, chimérique, mais original et d'une sincérité émouvante qui ne rougit pas de se contredire, j'ai voulu montrer surtout la nature coextensive du capitalisme, de la démocratie et du socialisme.

### Les complices de la démoploutocratie.

Notamment, Sorel se faisait beaucoup d'illusions sur le syndicalisme révolutionnaire. Il ne voyait pas, dans ces groupements factices, l'élément démoploutocratique qui devait les pénétrer et les corrompre. La C.G.T. n'est-elle pas devenue une dépendance de l'État démocratique et la C.G.T.U., de l'État soviétique.

L'État, quel que soit le dosage des éléments dont il est composé, s'il n'est contenu par une puissance supérieure, qui ne peut être conséquemment que spirituelle, vise toujours à son expansion, c'est-à-dire au communisme. Que ce soit l'hitlérisme, le fascisme, l'empirisme anglais, le bancocratisme cyni-

que des U.S.A. ou la pourriture parlementaire française.

Pour Sorel, sa propension à la creuse métaphysique bergsonnienne et, corollairement, son dédain du positivisme de Comte l'induisaient à fonder ses espoirs sur des constructions imaginatives telles que sa théorie des mythes et les vertus sublimantes de la violence.

Ni les mythes sorelliens, ni la violence, ni le socialisme parlementaire, ni les moralistes, ni l'Église, ni surtout la démocratie ne vont contre l'anarchie capitaliste. Ils ne cherchent qu'à la modérer ou, en la camouflant, qu'à l'intensifier. Et pour l'accroître, soit dans l'espace, soit dans le temps. Voilà ce qu'il faut se bien persuader si l'on veut comprendre la crise actuelle dans sa profondeur et dans son ensemble.

Le capitalisme, somme toute, n'a d'autre moyen et d'autre fin que le profit immédiat, direct, individuel. Il est la plus nette expression de l'égocentrisme matérialiste. On conçoit que, dans la dissolution sociale qu'il devait nécessairement provoquer avec le concours du démocratisme, ce fut un métier trop avantageux, trop agréable et trop facile que d'être capitaliste pour que les électeurs souverains n'ambitionnassent pas tous, âprement, de l'exercer. D'autant plus qu'il ne comportait que des droits, les fameux « droits de l'homme ». Les grèves syndicalistes, la lutte de classe socialiste n'a pas d'autre signification.

Proudhon, lui, en avait le sentiment. Il représente la première résistance du vrai socialisme français, comme Georges Sorel, malgré ses fourvoiements, la dernière, à la démoploutocratie dissolvante. Ils devaient échouer fatalement.

### Le sabotage moral par le « rendement ».

Ainsi, le capitalisme, par le puissant dynamisme du profit d'argent, a développé prodigieusement le génie inventif et la production. Mais, par là, il a détruit ce qui eût pu le régler. C'est pourquoi il n'a plus qu'une étape à accomplir : le bolchévisme, qui prétend, d'après les mêmes principes égocentriques, réaliser l'équilibre économique par une distribution étatiste.

Comment ce qui devait créer l'abondance, une prospérité inouïe a pu, en fait, aboutir à cette descension, à la misère, au gâchis universel ? Voilà l'énigme que ne peuvent résoudre les experts, ni les économistes, ni les politiciens. Et ils seront dévorés, parce qu'ils n'auront pas su faire le départ du rendement des choses en quantité et de leur utilisation humaine en qualité.

Un apologiste des méthodes américaines, ancien ouvrier et présentement fonctionnaire de la ploutocratique Société des nations, M. Dubreuil, a reconnu l'impression sinistre que lui avait donnée le spectacle de la vie du travailleur « rationalisé », à grand rendement et à haut salaire.

Une enquête en Allemagne, entreprise par Alfred Levenstein avant la guerre, est encore plus émouvante. Parmi les nombreux ouvriers qu'il a interrogés tant à Munich qu'à Berlin, il n'a trouvé que le dégoût, l'horreur du travail auquel ils étaient condamnés et l'ardent désir de s'en évader. Soixante pour cent déclarèrent qu' « ils allaient au travail comme s'ils allaient à la mort ». La faim, le gain seuls pouvaient les y contraindre. D'autres avouaient qu'ils n'aimaient pas leur famille, qu'ils s'ennuyaient chez eux, qu'ils préféraient le cabaret.

M. Dubreuil nous a appris, d'autre part, que ces

esclaves, — ne le sont-ils pas parce qu'esclaves du gain ? — s'abêtissent dans des séances mornes et interminables de cinéma, phono ou T.S.F. Ou les sports. Au bout de tout cela couve et se propage lentement un farouche désespoir de fauve qui éclatera en rage, quelque « grand soir », et saccagera ce qui reste de civilisation.

Le rendement, ce que les Américains appellent l'*efficiency* et les bolchévistes le « pratique », qui est la caractéristique de la production capitaliste, dissipe la joie sociale du travail bien fait, la conscience et l'honneur du travailleur.

Le crime irrémissible du capitalisme n'est pas d'être mauvais distributeur, gaspilleur, destructeur des richesses, mais d'avilir les valeurs morales, de décérébrer l'homme devenu l'instrument des choses.

Et, il le faut redire avec Ch. Péguy *(l'Argent)*, « tout le mal est venu de la bourgeoisie. Toute l'aberration, tout le crime. C'est la bourgeoisie capitaliste qui a infecté le peuple. Et elle l'a précisément infecté d'esprit bourgeois et capitaliste ». Mais c'est le capitalisme qui a fait le bourgeois, la bassesse bourgeoise. Autrement dit, c'est le capitalisme qui s'est prolongé dans le peuple par le socialisme, aidé par une démocratique philanthropie.

« C'est la bourgeoisie, poursuit Péguy, qui a commencé à saboter, et tout le sabotage a pris naissance dans la bourgeoisie. C'est parce que la bourgeoisie s'est mise à traiter comme une valeur de bourse le travail de l'homme que le travailleur s'est mis, lui aussi, à traiter comme une valeur de bourse son propre travail. C'est parce que la bourgeoisie s'est mise à faire perpétuellement des coups de bourse sur le travail de l'homme que le travailleur aussi, par imitation, par collusion et encontre, et on pourrait presque dire par entente, s'est mis à faire

continuellement des coups de bourse sur son propre travail. C'est parce que la bourgeoisie s'est mise à exercer un chantage perpétuel sur le travail de l'homme que nous ne vivons que sous le régime de coup de bourse et de chantage perpétuel qu'on nomme les grèves : Ainsi est disparue cette notion de juste prix, dont les intellectuels bourgeois font aujourd'hui des gorges chaudes, mais qui n'en a pas moins été le durable fondement de tout un monde. » C'est-à-dire du monde précapitaliste.

### L'égocentrisme capitaliste.

Le capitalisme, comme la démocratie qui l'accompagne toujours, est le règne absolu de l'égocentrisme. C'est la rupture de tout lien social remplacé par l'imitation grégaire. Cela explique l'importance exorbitante qu'ont prise la mode, l'élégance vestimentaire, et la muflerie. Quand les actes, les pensées et les sentiments n'obéissent qu'aux considérations de profit, ils doivent naturellement s'opposer à l'intérêt général, à l'utile. Tel est le vrai sens du capitalisme comme de la démocratie, dissolvants de l'État et de la société. L'un et l'autre sont désastreusement épidémiques. Ils s'aggravent spontanément par leur propre exercice, et donc, surtout, par leur extension et leur organisation.

En effet, si les convoitises, les cupidités personnelles restaient dispersées, elles s'atténueraient, s'annuleraient les unes les autres. Malheureusement, il n'en est pas ainsi. Les égotismes parasitiques se groupent, se coalisent contre l'utilité, l'intérêt général. Ils s'internationalisent même. Ce sont les syndicats, tous les syndicats, les partis, les ligues, les bandes, les cartels, les trusts, — tout ce qui s'efforce de ruiner, de détraquer l'ensemble social, pour quelque bénéfice particulier.

Le producteur, lui, en tant qu'exclusivement producteur, l'individu social reste isolé, impuissant contre les forces coalisées des « parties prenantes » de l'État et de la société. Aussi les intermédiaires et combinards se multiplient-ils à l'infini.

Si l'on gagne péniblement deux sur le blé qu'on récolte, on gagne quatre à le moudre, huit à vendre le pain, et vingt à financer le trafic, à spéculer sur les prix. Et pour tout de même. Quand le fisc a pris au producteur la moitié de ce qu'on lui laisse, on ne saurait s'étonner si celui-ci n'a qu'un pouvoir d'achat insuffisant.

D'où la puissance inouïe des financiers au moyen de l'or. « Si tous les produits, écrivait Proudhon, avaient la même valeur échangeable que la monnaie, tous les travailleurs jouiraient des mêmes avantages que les détenteurs de la monnaie, chacun posséderait dans sa faculté de produire une source inépuisable de richesse. » Socialiser toutes les valeurs réelles ? Oui, mais ce serait l'extinction du profit et donc du capitalisme. Ce serait l'ordre positif. On y viendra. Il faut qu'on y vienne.

Le crédit est une force : l'usure l'a dénaturé. « Ce sont les éléments les moins prudents, dit Lucius, les moins scrupuleux du monde de la production qui sont devenus, depuis l'armistice, les clients des financiers. C'est à eux, principalement, que sont allés les crédits d'inflation. »

### La haute finance et la guerre sociale.

La civilisation n'est qu'un mot si elle ne signifie la prédominance croissante du spirituel sur le temporel et, partant, du politique sur l'économique ; mais la démocratie et le capitalisme ont subverti le sens de cette évolution. Nous pouvons contrôler ainsi la marche de l'anarchie, non pas seulement occiden-

tale, comme A. Comte le signalait, mais devenue planétaire, et qui reste toujours, en somme, essentiellement intellectuelle. Le matérialisme historique de Marx n'est que le constat de cette déviation.

La démocratie comme le capitalisme sont indisciplinables, ils ne peuvent se régler eux-mêmes. Ils ont une propension incoercible à s'exaspérer l'un par l'autre. Le développement exorbitant de l'étatisme, l'internationalisation de la ploutocratie, l'américanisme et le soviétisme ne sont que des manifestations de cette furieuse régression.

Faut-il démontrer que l'un des méfaits de l'étatisme et du capitalisme est de ne laisser subsister aucune liberté spirituelle, c'est-à-dire aucune possibilité de réaction spontanée ? Tout palliatif et tout accommodement ne servent qu'à prolonger, à intensifier le désordre en le rendant momentanément supportable pour l'individu et aussi en l'y adaptant. N'a-t-on pas soutenu ce paradoxe, après G. Tarde d'ailleurs, que le désordre mental était un ferment du progrès spirituel ?

De là à supposer que la confusion universelle pouvait établir la paix définitive, il n'y avait qu'un pas. Aussitôt franchi par les pacifistes qui croient que les mots et les désirs additionnés engendrent les choses en déterminant les faits.

La vérité, c'est que l'intelligence générale s'obscurcit et que la guerre est plus qu'une menace. Les pacifistes ne réussissent qu'à empêcher la guerre utile, noble, pour la sauvegarde de la patrie ; mais c'est pour précipiter, généraliser les conflagrations en les rendant plus atroces, parce qu'alors l'initiative en revient aux peuples les moins civilisés, les plus cruels, pour des fins de prédation.

« Opposés à la guerre dans certaine circonstance, dit P. Lucius, la haute finance la suscite dans d'au-

tres. Elle fomente aussi les troubles, en soutenant tel ou tel parti politique... A regarder l'apparence des choses, on prend bien souvent les effets pour les causes. Si tel parti révolutionnaire s'agite dans tel pays, si tel gouvernement est renversé, la cause profonde et première, l'étude des documents l'établit finalement, en est souvent la rivalité de deux puissants féodaux de la finance internationale. »

### Politique et économie.

Cela explique l'accord fondamental, la compénétration et la coextension de la démagogie et de la ploutocratie, fruits vénéneux, l'une de la démocratie, l'autre du capitalisme. L'une accompagne l'autre. Il serait vain de rechercher laquelle procède de l'autre. Elles ne peuvent se traiter séparément : elles sont les deux faces du même désordre, de la même erreur égocentrique.

Des hommes de cœur et de talent ont fait de magnifiques efforts pour éclairer l'opinion des masses sur les conditions essentielles d'un redressement politique. Ces tentatives ont été lamentablement vaines, elles le seront toujours tant qu'elles se heurteront au front d'airain démoploutocratique. Et cela n'est pas imputable seulement à l'abominable puissance de suggestion de la grande presse putrescente. Mais aussi à la complicité latente du public.

Caussidière voulait faire de l'ordre avec du désordre. Cette alchimie n'est pas possible. On l'a bien vu. Le profit, qui est l'essence du capitalisme, sera toujours plus favorisé par la démocratie. Dans la furie hitlérienne, il y avait une idée juste. On ne ranimera le sentiment national, on ne suscitera une réaction d'ordre qu'en proposant un but social. C'est aussi ce qu'a compris le fascisme. L'ordre est une base, ce n'est pas un but. Et celui qui est imposé, *per fas et*

*nefas*, l'ordre à Varsovie, n'est que provisoire. Le parasitisme politique ne sera extirpé qu'avec le parasitisme économique. Honnir les politiciens et flatter les gendelettres, les classes moyennes et les rentiers est contradictoire. Ils ont partie liée pour leurs intérêts immédiats communs, sous l'égide du financier. Les coups les plus perfides portés à *l'Action Française*, par exemple, l'ont été par les prêtres, les bigots et les littérateurs. Elle croyait rallier cette espèce foncièrement anarchique par des concessions : Théologique ou matérialiste, l'absolu est l'absolu. Lui, il ne concède ni sur Dieu, ni sur le profit, — la patrie et la société fussent-elles en jeu.

La critique de la démocratie politique ne sert de rien si l'on s'abstient de faire celle de la démocratie économique, tout aussi pathologique. Il faut le répéter, dans l'affreux désordre présent, c'est l'économique qui domine. Pas même : la finance. Et l'on ne saurait dire que l'extravagante puissance de celle-ci fut créée par le suffrage universel. L'interdépendance, l'interpénétration de l'argent et du nombre accuse plutôt la subordination de celui-ci.

Plût au ciel que le politique dominât l'économique, et que des réformes anodines, un changement de personnel gouvernemental, une modification de constitution, pussent résoudre « l'immense question ». Mais ce serait vraiment trop facile. Ce chaos indicible ne s'expliquerait pas. Les hommes ne sont pas si résolument diaboliques, ni même si bêtes.

### L'organisation de l'anarchie.

Il est aussi impossible au Nombre de freiner ses folles prétentions qu'à l'Argent de modérer ses stupides cupidités. Démagogie et surprofit sont leurs lois.

L'égoïsme l'emportera toujours. C'est pourquoi il

faut que la raison et le sentiment social ne soient pas en opposition trop violente avec les intérêts de l'individu, et pourquoi encore Demos et Ploutos ne peuvent être que ce qu'ils sont, et donner que ce qu'ils donnent.

Crise ? — Oui, si l'on veut dire crise de culture, de civilisation. Soit : révolution sociale.

Mais c'est ce qu'on refuse de voir, malgré l'évidence. Car il est beaucoup plus agréable de croire à un malaise temporaire, dont quelques pilules plus ou moins opiacées viendront à bout, que de reconnaître ce qui est. Malheureusement, les illusions, même sordides, ne créent pas la réalité.

Certes, financiers et politiciens, ceux-ci n'étant que les pantins manœuvrés par ceux-là, quand ils n'en sont pas les dociles mercenaires, savent prodiguer les orviétans. Et c'est l'étatisme, le socialisme, l'internationalisme, aggravant le surcapitalisme, qui prépare le communisme.

Ce cours est fatal. Sans remonter plus haut, est-ce que le chimérique Saint-Simon, à l'école duquel se sont formés les premiers ploutocrates du second Empire, ne préconisait pas, contre la guerre, un Parlement européen d'industriels, de banquiers et de techniciens ? Ce Parlement de Babel devait, selon Saint-Simon, dominer les gouvernements nationaux. En apparence, c'est ce que s'efforce d'être la Société des nations qui est, en fait, une confuse organisation de l'anarchie au service de la haute finance cosmopolite.

Universaliser la démocratie, c'est généraliser le désordre, multiplier les causes de conflits entre peuples et les aggraver. Et d'autant plus que la division nationale de la production provoquée par le surcapitalisme aboutit à l'interdépendance anarchique des peuples. Cette déraison du pacifisme s'explique : si

elles sont la ruine et la mort pour les uns et pour l'ensemble continu, ne sont-elles pas une source surabondante de profits pour les féodaux du capitalisme international ? Tout est là. L'obsession morbide du profit est à l'origine de cette démence. La fameuse prospérité américaine provenait de la guerre. Et la débâcle actuelle, de la paix. Il n'est que de se le représenter pour estimer ce que vaut le pacifisme des banquiers américains.

On répète à satiété que jamais on n'a vu une crise de cette intensité, de cette étendue, de cette durée. Il est pour le moins naïf de s'en étonner. Les erreurs sociales ont, par elles-mêmes, une faculté formidable de propagation et de développement. Aussi, dès que le capitalisme commença de devenir envahissant, il devait naturellement, en proportion géométrique, accélérer ses usurpations dissolvantes, favorisées par la démocratie, — c'est-à-dire la corruption, le mensonge et la carence de tout pouvoir central, de tout organe de l'intérêt général, — et la favorisant.

L'équilibre économique n'est donc pas une question de production, d'échange ou de circulation monétaire ; mais, avant tout, de reconstitution sociale.

Les experts, les économistes, les financiers, et aussi les réformateurs, les socialistes, se refusent à l'évidence : le déséquilibre tragique est dû à ce que la production même, surtout avec les plus hauts salaires, paye un trop lourd tribut, sous d'innombrables formes, au profit parasitique. Pour l'alléger, il faudrait d'abord abaisser tous les prix, et donc salaires, dividendes, bénéfices, rentes. Nul ne le veut, nul ne le peut. L'économique n'est pas l'aire de l'héroïsme et du dévouement. L'ordre n'est jamais spontané.

## Les racines de l'anarchie.

La « surproduction » n'est qu'une production désordonnée, déséquilibrée, de quantité, parce que mercantilisée, pour tout dire un abominable gâchage de travail, de la richesse commune. On ne surproduira jamais ce qui est congrument approprié, qualitativement, aux seuls besoins de l'homme indéfiniment extensibles. D'où il ressort que le chômage est l'indice d'une situation anormale, notamment par la barbare primauté capitaliste et démocratique du quantitatif.

L'activité économique n'a plus notion de ses fins. Il y a des stocks énormes, inemployés de métaux, de pétrole, dont les puits ne sont pas inépuisables, de caoutchouc, etc. On surabonde de coton, de laine et de céréales, de café. Et cette richesse est sous le régime capitaliste une calamité pire que la famine et la guerre. Et, en fait, cette pléthore aggrave le paupérisme, les antagonismes nationaux et d'épouvantables bouleversements nous menacent. Le bolchévisme russo-asiatique y prélude.

Évidemment, le système qui aboutit à ces folies est condamné.

« Le grand secret du monde capitaliste, écrit A. Labriola, a été sa capacité d'utiliser des forces humaines insoupçonnées et d'une merveilleuse richesse. La société des métiers, de l'artisanat et des corporations, la société de l'agriculture servile ou patriarcale, s'est déroulée pendant des siècles sans donner lieu à des accumulations de richesses importantes, sans parvenir à modifier de quelque façon que ce soit l'assiette traditionnelle de la société. La grande industrie mécanique a une histoire qui ne remonte pas au delà du dernier quart du XVIIIe siècle, *et en cent cinquante ans, elle a donné à la société*

*un bien-être et une richesse que dix-sept siècles de métier, d'artisanat patriarcal, serviles et indépendants, n'avaient pu non seulement donner, mais même faire imaginer.* Plus on réfléchit et plus on voit que le vrai secret du capitalisme a été *l'utilisation* de la plus riche des forces intellectuelles et morales humaines, que les systèmes économiques précédents dispersaient, ou laissaient misérablement se défaire. Ces « capitaines d'industrie » qui au début du XIXe siècle révolutionnèrent la situation industrielle de l'Angleterre, furent à la vérité des hommes sans cœur et sans scrupules, avides, voraces et d'une grande cruauté ; inexorables dans leur exploitation des forces de travail, sans scrupules, quand bien même il se fût agi de femmes ou d'enfants. Du point de vue moral, il n'est point de jugement réprobateur qu'on ne puisse leur adresser. »

La fonction en quelque mesure fait l'organe. L'équivalent de la fonction en sociologie, c'est l'utile. Ce qui est inutile ou, ce qui revient au même, nuisible doit disparaître peu à peu, ou la société.

Demos ni Ploutos n'y pourront rien. Ils ne sont pas, d'ailleurs, telle ou telle catégorie de gens, ni des idées, ni même des objets. Ce sont des mythes imbéciles, nocifs qui abrutissent, corrompent, affolent une humanité désemparée qui ne sait plus où se prendre ayant perdu le sens positif de l'utile. Demos et Ploutos subjuguent, avilissent à la fois le riche et le pauvre, l'ignorant et le lettré. Ils sont présentement les seuls ressorts de nos désirs, de nos volontés, de notre *credo*. Aveugles comme la frénésie, ils mènent le monde. Acéphales comme l'instinct, ils l'inspirent. C'est le chaos des impulsions médullaires. Leur morale, c'est la cupidité et l'envie. Voilà les racines profondes, vivaces de l'anarchie ! Il faut les extirper, modifier du tout au tout le terreau où elles plongent.

Il est donc vain de s'attaquer à tel aspect du mal ou même au mécanisme qui semble le produire. Ce sont les désirs qu'il faut transformer, les volontés, la foi qu'il faut exalter. C'est une révolution morale, religieuse à réaliser, qui, sans le secours des dieux et des mythes, changera l'axe de l'humanité. Œuvre impossible, chimérique, dira-t-on ? Non pas : œuvre positive et qui s'accomplira malgré nous si la civilisation se doit perpétuer.

### Le grand tripot.

Il ne peut y avoir vraiment surproduction. Le chômage est anormal. Ce sont des signes, comme la fièvre dans l'organisme physiologique, d'un trouble vital. Comme la fièvre aussi, ils sont des réactions de défense, des avertissements. Ce n'est pas l'indice local qu'il faut combattre, mais le mal même. Et celui-ci ne peut être atteint que par un rétablissement de l'ordre organique. C'est ce que disait Pasteur à son lit de mort : « Le microbe n'est rien, le terrain est tout. » Condamnation de l'empirisme et de la philanthropie, légale ou non.

C'est parce que la démocratie, au mieux, s'en prend toujours exclusivement aux symptômes qu'elle aggrave toujours le mal.

La folle production déréglée du travail taylorisé, rationalisé, est imputable au développement du capitalisme démocratisé qu'a suscité l'extension des sociétés anonymes depuis soixante ans. Ce n'est nullement en vue des progrès techniques que ces sociétés ont surcapitalisé, créant sans discernement des organismes qui sont de véritables néoplasmes, des filiales ruineuses ; mais pour accroître les tantièmes de leurs administrateurs et, par le mirage de dividendes mirifiques, faire de nouveaux appels de

fonds. Passons sur les autres tripotages, plus ou moins lucratifs pour les meneurs du jeu.

Ce ne fut pas sans conséquences, dont les plus nocives ne furent pas seulement financières.

En propageant l'épargne, en généralisant les placements, la capitalisation, on n'a pas seulement favorisé l'exploitation, l'escroquerie, mais on a détourné les masses de la véritable assurance sociale efficace qu'est une forte constitution familiale dans une patrie défendue. Cette œuvre de dissolution fut pernicieusement facilitée d'ailleurs par le Code civil.

Aujourd'hui, les journaux financiers se partagent la clientèle populaire avec les journaux de courses, de sports. La probité n'est plus qu'une survivance exceptionnelle, de haut en bas. La faillite, la banqueroute sont de tactique de plus en plus courante. La cuisinière fait fox-trotter l'anse du panier pour acheter une Kali Sainte-Thérèse ou un dixième de Royal Dutch et, à tous les étages, de nombreux Topaze fricotent et combinent éperdument.

### L'épargne.

La décomposition est généralisée. Et le livret de caisse d'épargne, qui en est le germe et le signe, remplace les enfants. L'État démocratique y pousse. Ses prodigalités démagogiques l'y obligent. Aussi la Caisse des dépôts et consignations accuse présentement 75 milliards. Elle s'enfle rapidement et disposera bientôt de 100 milliards. Pour le budget, il en sera de même. C'est ainsi que, sans à-coups, nous nous acheminons de l'étatisme au socialisme et au communisme. Est-il nécessaire de faire remarquer encore, avec A. Labriola, que « le pays du grand capitalisme sans socialisme, les États-Unis, est le pays des hauts salaires et de la plus courte journée de travail » ? C'est là aussi où s'épanouissent la démocratie stan-

dardisante et ses mensonges, l'hypocrisie biblique et ses hontes, les niaiseries et les aberrations de la bêtise souveraine, l'escroquerie admise sinon admirée et les gangsters.

Ce n'est pas seulement la seule démocratie qui a poussé l'État à étendre démesurément ses tentacules. C'est aussi l'esprit capitaliste, le goût du parasitisme. Et dans tous les États, quelles que soient l'étiquette, la forme apparente de leur constitution.

L'enflure du budget, le capitalisme d'État va partout du même train, en Angleterre, en Allemagne, en Italie, en Espagne, etc. Il n'y a que l'emploi, plus ou moins politique ou militaire, qui diffère un peu. Et cette marche, étant donné l'idéal ignoble et imbécile que s'est donné ou laissé suggérer l'humanité, est fatale.

Chaque étape dans cette voie en impose une plus considérable à parcourir et nous rapproche de plus en plus du communisme terminal. C'est ici qu'on aperçoit mieux la coopération de la démocratie et du capitalisme.

Le budget représentait autrefois 15 à 16 0/0 du revenu national, maintenant c'est presque 40 0/0. Et il ne peut s'arrêter. Le fisc, systématiquement, tend à la ruine du contribuable. De là, nécessité des interventions étatistes et des collectivisations subséquentes. Inflation croissante.

Les emprunts contribuent aussi à cette effroyable étatisation. Tout est prétexte à émission. Il n'y a que l'absence de souscripteurs qui mette obstacle aux émissions, comme il n'y a que l'épuisement des contribuables et la salutaire fraude qui freinent les impôts et l'ingéniosité démagogique des fabricants de lois dites sociales. Banques et politiciens y trouvent leur compte. N'a-t-on pas vu dernièrement le Brésil, par exemple, lequel ne paye pas les arrérages

de ses anciens emprunts, et qui se trouve dans des conditions économiques et politiques bien plus favorables que la vieille Europe, émettre un nouvel emprunt dont le produit doit servir à activer la destruction des stocks de café en excédent ?

L'économique du profit comme sa politique inculquent à la grande masse le désir antisocial de vivre sans risque, d'une façon grégaire, par la rente, la pension, la retraite, la commission, le bénéfice, le fonctionnarisme, la sportule, le congiaire, l'escroquerie, etc. D'où grégarisme croissant, parasitisme, régression d'humanité, abolition du sens des responsabilités, domination de la mode, standardisme universel, dissolution de l'individu et de la société.

### Le capitalisme démocratique.

Démocratie et ploutocratie sont homogènes et consubstantielles comme l'individualisme et le capitalisme, qui est l'emploi individualiste, c'est-à-dire toujours abusif du capital, essentiellement social, originellement et par destination.

Il ne saurait y avoir de solutions partielles à la question de l'ordre. Même au temporel. Celles qui sont envisagées, économique ou politique, n'ayant jamais en vue qu'un aspect des effets du désordre dont souffrent telle ou telle catégorie de réformateurs. En fait, toutes les classes sociales croient avoir intérêt et ont vraiment un intérêt immédiat au maintien des conditions de l'anarchie.

La lutte de classe est un mythe. Pour le profit, les hauts prix, les hauts dividendes, les hauts salaires, il y a unité profonde. Si, néanmoins, la guerre est dans tout, partout, c'est qu'il est dans la nature du profit de se vouloir toujours plus large. Cette unité de désir et cette obsession font que l'individu lui-même se scinde en parties qui s'opposent suivant

qu'il est consommateur, producteur, spéculateur, etc.

L'étude approfondie de la crise aura bien mis ces vérités en lumière, et d'abord la principale, c'est que le capitalisme et la démocratie sont incurables, qu'une restauration sociale, qui seule peut sauver le capital millénaire des civilisations, comporte leur disparition totale.

Même le Pape, s'arrachant un instant à ses préoccupations exclusivement temporelles, dans son encyclique *Quadragesimo anno*, dénonce le mal : « La libre concurrence s'est détruite elle-même ; à la liberté du marché a succédé une dictature économique, l'appétit du gain a fait place à une ambition effrénée de dominer. Toute la vie économique est devenue horriblement dure, implacable et cruelle... A tout cela viennent s'ajouter les graves dommages qui résultent d'une fâcheuse confusion entre les fonctions et devoirs d'ordre politique et ceux d'ordre économique, telle pour n'en citer qu'une d'extrême importance, la déchéance du pouvoir : lui qui devrait gouverner de haut comme souverain et suprême arbitre, en toute impartialité, il est tombé au rang d'esclave, devenu le docile instrument de toutes les passions et de toutes les ambitions de l'intérêt. » Et il signale surtout « l'internationale ou impérialisme de l'argent, pour lequel, là où est l'avantage, là est la patrie ». Mais lui-même n'a-t-il pas contribué à propager ce cosmopolitisme dissolvant en cherchant à affaiblir, pour des vues politiques, chez les Français, le sentiment national qui est l'élément essentiel du sentiment social.

### La lutte pour le profit.

Si le capitalisme n'avait été qu'un emploi judicieux du capital dans la production, certes, il n'eût pas occasionné tant de désastres et de crimes ; mais

aussi, il en faut convenir, il n'eût pas précipité à une telle allure vertigineuse le progrès matériel. Il a agi un peu comme certaines maladies qui exaltent un moment, au plus haut point, les facultés intellectuelles avant de faire sombrer le patient dans la démence, ou encore comme l'alcool ou le stupéfiant qui provoquent d'abord une agréable euphorie.

Grâce à son impulsion, de titaniques travaux furent entrepris et menés à bien. Ceux de l'esclavage antique seuls peuvent leur être comparés, encore leur manque-t-il l'esprit d'invention que l'émulation du lucre tient toujours en éveil.

C'est encore au capitalisme qu'on doit cette extension, ces progrès du machinisme et de la technique qui, d'abord, mirent fin aux exténuantes journées de travail et procurèrent à l'ouvrier un bien-être légitime.

Or, sans guides spirituels, la foule n'est sensible qu'aux seuls avantages et misères matériels immédiats. C'est ce qui fait durer l'anarchie, ce qui assure le succès de la néfaste démocratie, ce qui maintient l'idolâtrie misérable du profit.

La lutte de classe même, sous de grands mots, n'est que la lutte pour le profit. Et c'est le crime inexpiable de la démocratie d'avoir ainsi embourgeoisé le prolétariat, c'est-à-dire de l'avoir convié à cette dégradante compétition. Aujourd'hui, de plus en plus, la masse exige, ce qui est apparemment de toute justice mais d'une absurdité démentielle, que, par le capitalisme d'État ou sa plus parfaite expression, le communisme, le profit soit également réparti entre tous. La « lâcheté bourgeoise », comme disait Sorel, n'y oppose que de mols obstacles et même, surtout par ses intellectuels faméliques, favorise ces tendances.

## Confusion, mêlée des classes.

Dans leur *Manifeste communiste* de 1848, Marx et Engels écrivaient :

« Faut-il une perspicacité profonde pour comprendre que les idées des hommes, leurs aperçus concrets, comme leurs notions abstraites et en un mot leur conscience se modifient avec leurs conditions d'existence, avec leurs relations sociales, avec leur vie sociale ? L'histoire des idées, que prouve-t-elle, sinon que la production intellectuelle se métamorphose avec la production industrielle ? Les idées dominantes d'un temps n'ont jamais été que les idées de la classe dominante. »

Comme la démocratie dont il s'accompagne toujours, le capitalisme est inorganique. Il tend à l'indifférenciation, — intellectuelle d'abord, cela va sans dire, — il est l'ennemi des catégories, des classes. Il ne reconnaît que les partis et les syndicats. Il n'accepte, dans sa période la plus brillante, que des différences d'argent. Georges Sorel eût voulu que la lutte de classe ne fût pas la hideuse guerre des pauvres et des riches qui fit sombrer la civilisation hellénique et qui est la caractéristique de toute démocratie, et donc du capitalisme. Désir chimérique.

Mais en s'inspirant de Marx, Sorel devait céder à l'idéologie métaphysico-démocratique. Sa paradoxale apologie de la violence, mythe dynamique de la lutte de classe, ne se fonde que sur des concepts nébuleux. D'abord celui de classe. Car il n'y a plus de classe. Il n'y a que des riches et des pauvres qui veulent être riches aussi. En fait, il n'y a que des capitalistes, c'est-à-dire des individus qui ne se marquent que par la quantité d'argent qu'ils détiennent ou qu'ils manipulent. Ce qu'exprime exactement la formule américaine : « Tel homme vaut tant ».

Donc tout homme n'est qu'une chose économique. C'est aussi ce que croyait Karl Marx. Mais on n'uniformise pas les âmes. On ne peut que les détruire. C'est ce qu'a fait la démoploutocratie. C'est ce que fera plus complètement encore le bolchévisme qui en résultera inéluctablement.

Ainsi, il n'y a plus que des évaluations matérielles de quantité. Le plus pauvre, au fond, pense comme le plus riche. Le plus ignorant est mû par les mêmes mobiles que le plus savant. A tous les étages, c'est une guerre au couteau pour appréhender le même objet. Pour être plus fort, les malins se groupent, se syndiquent. Il y a des partis pour tout ; mais il n'y a de *tout*, c'est-à-dire de social, de moral, nulle part.

### Nivellement.

L'homme du peuple a pris tous les ridicules, les sottises et les vices bourgeois de vanité, d'âpre cupidité, de parasitisme, de matérialisme sordide, de poursuite éperdue de plaisir et de jouissance. Il eût fallu, au contraire, que la bourgeoisie prît les vertus originelles du peuple : le goût du travail utile, la modestie, la franchise, la générosité... Mais il est de loi imprescriptible que l'égalisation s'effectue toujours par le plus bas. Elle est toujours, au total, une rétrogradation, une dépravation.

Entre l'ouvrier, le paysan et le bourgeois, il n'y a donc plus de différenciation psychologique. C'est dire que chaque catégorie, pour son compte, s'est retranché ce qu'elle a de meilleur. De même, les peuples abandonnent leurs particularités nationales et se confondent. Et les sinistres nigauds que sont les pacifistes voient dans ce magma international, malgré les démentis sanglants des faits, une promesse de paix.

Quand la bohème intellectuelle se fait momenta-

nément révolutionnaire, le prolétaire intelligent ne tarde pas à s'adapter aux conditions du parasitisme. Le capitalisme a vraiment aboli les classes en ne laissant subsister que les compétitions individuelles. Le mercantilisme du poète, du gendelettre et de l'artiste est le même que celui du boutiquier le plus grippe-sous.

La prétendue lutte de classe n'est donc qu'une mêlée désordonnée, ignoble pour le profit. Les grèves, par exemple, ne sont que cela.

La démocratie ne se sépare pas de ce qu'il y a de pire dans le capitalisme. Je citerai encore *Les Réflexions sur la violence* de Georges Sorel. On m'en excusera. Contre l'idéologie sorellienne, je ne saurais mieux dire :

« La démocratie électorale ressemble beaucoup au monde de la Bourse ; dans un cas comme dans l'autre, il faut opérer sur la naïveté des masses, acheter le concours de la grande presse, et *aider le hasard* par une infinité de ruses ; il n'y a pas grande différence entre un financier qui introduit sur le marché des affaires retentissantes qui sombreront dans quelques années, et le politicien qui promet à ses concitoyens une infinité de réformes qu'il ne sait comment faire aboutir et qui se traduiront seulement par un amoncellement de papiers parlementaires. Les uns et les autres n'entendent rien à la production et ils s'arrangent cependant pour s'imposer à elle, la mal diriger et l'exploiter sans la moindre vergogne : ils sont éblouis par les merveilles de l'industrie moderne et ils estiment, les uns et les autres, que le monde regorge assez de richesses pour qu'on puisse le voler largement, sans trop faire crier les producteurs ; tondre le contribuable sans qu'il se révolte, voilà tout l'art du grand homme d'État et du grand financier. Démocrates et gens d'affaires ont une science

toute particulière pour faire approuver leurs filouteries par des assemblées délibérantes ; le régime parlementaire est aussi truqué que les réunions d'actionnaires. C'est probablement en raison des affinités psychologiques profondes résultant de ces manières d'opérer, que les uns et les autres s'entendent si parfaitement : la démocratie est le pays de Cocagne rêvé par les financiers sans scrupules. »

Les classes sont des hiérarchies organisées. Certes, elles comportent des privilèges ; mais ceux-ci impliquent toujours des obligations morales. Et c'est parce qu'elles veulent se décharger de ces obligations qu'elles se défont. Bien mieux qu'aucune nuit du 4 août, le profit tenant lieu de tous les devoirs a aboli les classes. Il n'y a plus, tant au temporel qu'au spirituel, de fonction dirigeante. Il n'y a plus que des clans, des syndicats, des gangs pour le profit. Les partis, les comités électoraux, la franc-maçonnerie, les syndicats d'affaires, financières et autres, sont parmi les plus calamiteux.

### La vraie « trahison des clercs ».

Le capitalisme, comme la démocratie qui en est la face politique, c'est l'ignoble et stupide Bête autophage. C'est le gaspillage insensé, le mésusage, la destruction du capital, qu'il commence d'abord par détourner de sa destination sociale.

Présentement, « le travail accumulé », « le fruit de l'épargne », les « efforts et les privations des générations passées », en nous dotant d'instruments merveilleux et de stocks surabondants, engendrent, non la joie, la prospérité, mais la tristesse, l'abrutissement, la ruine et des violences sauvages.

L'appétit de profit universalise l'usure, basée sur le chantage, la corruption et la pire contrainte. Le moral est le lieu de la liberté. On comprend dès lors

pourquoi le capitalisme d'État, introducteur du communisme, n'en tient pas de compte. Tout est désormais subordonné au nombre et à la quantité. On ne saurait donc être surpris que le fameux plan quinquennal soviétique ait eu le plus efficace appui des magnats de l'industrie et de la finance.

Démocratie et capitalisme, et donc désordre économique et anarchie politique ne font qu'un. L'un ne va, ne pourra être extirpé sans l'autre.

Est-ce là tout ? Non pas. L'obsession monomaniaque du profit monétaire qui est l'aspect psychologique du capitalisme n'est pas sans avoir troublé profondément les idées et les mœurs.

En observant l'humanité présente avec assez d'objectivité, cliniquement, en psychiâtre, on constate qu'elle présente l'équivalent des signes de la démence. C'est bien, en définitive, le cerveau qui est atteint. Par l'internationalisme bancocratique comme par celui de la niaiserie pacifiste, il semble qu'aucune partie n'y échappe. Au demeurant, la crise n'est tout simplement qu'un ramollissement des centres cérébraux-spinaux de la motilité.

On a parlé, sans dire en quoi elle consistait ou en le disant à contresens, de « la trahison des clercs ». Ce n'est qu'une formule si l'on ne se représente pas la connaissance, l'imagination, l'intelligence, la volonté et le génie comme exclusivement, frénétiquement appliqués, en une sorte de délire, à la poursuite et à la création du profit au détriment du vrai, du bien et surtout de l'utile humain.

C'est ainsi que le *métier* d'artiste et d'intellectuel est devenu la pire prostitution, celle qui, au lieu d'en rougir, tire vanité de son infamie et de son imbécillité.

« Il faut que tout le monde vive », s'excusent piteusement ceux qui ont gardé quelque vergogne ou que

le succès fuit. Outre que cet impératif n'a rien de catégorique, on remarquera que, précisément, pour que tout le monde vive, il importe que le parasitisme et la malfaisance meurent, à tout le moins ne prospèrent et ne prolifèrent point.

Le mépris affecté de l'utile, de la filiation historique, de la sociologie, de la philosophie et de la politique positives s'explique par l'impérieux instinct de se croire ce qu'on n'est pas et le besoin de sublimer ses stupres.

C'est ainsi qu'on se targuera parfois de dilettantisme spectaculaire et d'esthétisme pur. Le plus souvent d'ailleurs, ce scepticisme élégant cède aux miroitements d'un hochet honorifique et le culte de la beauté proclamée immarcescible, au fumet de toutes les écuelles.

### Simonie.

Une affreuse décomposition des mœurs, une pitoyable dégradation des intelligences en résultent. Jamais, par exemple, il n'y eut tant de soi-disant dévots de la Beauté et jamais l'on ne fut plus ignorant de l'utile qui en est le principal élément positif. La masse n'en a pas une idée plus élevée que le Hottentot. Le beau, pour elle, c'est uniment le *sex appeal.* Il n'y a pas autre chose. La « beauté » pour les femmes et les artistes, serfs du lucre, de la luxure et de la vanité, n'est qu'un ignominieux aguichage de prostitution.

La littérature *up to date,* sollicitant le succès, ne nous fait grâce d'aucune façon de s'accoupler. Au reste, les frontières des sexes s'effacent comme les autres. Le proxénétisme, comme la démagogie, est métier facile et lucratif. Il s'agit, ici et là, de complaire aux plus bas et plus bruts instincts, car ils sont aussi les plus nombreux et les plus forts. Le

plus bête et le plus vil est donc le mieux assuré du succès d'argent.

L'Église elle-même se démocratise, ce qui lui vaut un regain d'influence temporelle presque égale à celle de Basil Zaharof, de Morgan et de Rockfeller, au prix de ce qui lui restait d'autorité spirituelle. Aussi, on annonce que le Vatican subit une crise financière.

Comme la littérature, la philanthropie, le pacifisme, la législation dite sociale, la logomachie électorale et parlementaire, tous les prosélytismes du bien et du juste offrent aux charlatans des carrières aussi fructueuses et encore plus à la portée des consciences peu exigeantes.

En toute occurrence, les mots bien lancés sont évidemment plus attrayants que les réalités. C'est jeu. L'utile, l'exact, le relatif ne prêtent guère à l'éloquence. C'est effort. De pensée d'abord.

Et pourtant, dans sa nature essentielle et dans le potentiel de ses possibilités, l'homme d'aujourd'hui est semblable à l'homme médiéval. Si donc, socialement, celui-ci valait plus ; si, par exemple, le respect exaltant du sacré, c'est-à-dire de l'utile humain, du positif, le hantait, qui lui faisait créer l'art des cathédrales, c'est qu'il ne pouvait avoir l'obsession, à la fois abêtissante et corruptrice, du profit, c'est qu'heureusement il ignorait la fiévreuse recherche du succès par le nombre et pour l'argent. Les valeurs de qualité primaient. C'est pourquoi il était un artisan, non un artiste en toc. Il produisait dans la joie, pour la joie vraie de réaliser une œuvre utile et durable, pour magnifier son Dieu, substitut provisoire de l'humanité éternelle.

## La folle, l'ignoble chimère démocratique du parasitisme universel.

Tout est faussé. Les plus grands débats, dont dépend l'existence même de la civilisation, s'ouvrent sur des apparences fugaces, sur des mots illusoires. On ne s'accorde que sur ce qui multiplie et intensifie les antagonismes : le profit. Parfois le cynisme capitaliste l'affiche, plus souvent l'hypocrisie démocratique le cèle.

L'économie et la politique, extérieure et intérieure, en sont dominées. Des pacifistes, bons apôtres, reprochent aux Français, trop souvent envahis, de se préoccuper excessivement de leur sécurité ; mais, Brésiliens, notamment, ils s'entre-tuent pour les profits du café, et la Bolivie et le Paraguay, pour ceux du pétrole.

Il en est de même pour les disputes de partis. La question de l'école unique, par exemple, a été mal posée, traitée en dépit du bon sens aussi bien par ceux qui voulaient réserver à leur clientèle les avantages d'argent des diplômes universitaires que par ceux qui les voulaient dispenser à tous les enfants d'électeurs. Ce n'est là qu'une des phases anodines de l'inextinguible guerre démocratique des riches et des pauvres. Nul ne se soucie au fond de la plus haute culture et encore moins de sa diffusion. Supprimez les diplômes ridicules, la « clef des carrières », et collèges, lycées et facultés perdront les trois quarts de leurs élèves.

L'école unique féconde, ce sera le travail utile. L'étude de l'antiquité n'est pas sans danger pour tous les cerveaux, car elle dispose à déformer le présent qu'elle ne contient pas. Tandis que, par le présent, au champ, à l'usine, au bureau, chacun peut concevoir ce qu'était l'humanité de tous les temps.

La dernière guerre fut absurde, monstrueuse, parce que sans victoire qui la justifiât et la fécondât. Et elle fut cela, elle se dénatura et se déshonora dès l'abord parce qu'elle fut avant tout, de tout côté, une guerre d'argent, comme la paix apparente qui lui succéda, la hideuse paix des pacifistes qui n'est qu'une paix d'argent — cette paix bellifère qu'acceptèrent les héroïques combattants dupés par l'appât des places et pensions.

Presque tout le monde alors s'est cru riche ou près de l'être, la richesse étant conçue comme puissance sans devoir, comme une possibilité de parasitisme définitif. Il suffisait d'être combinard et sans scrupules désuets, ou encore, si l'on se sentait faible et sans talent, groupé, syndiqué, cartellisé.

Personne ne se demande encore comment pourrait subsister une société uniquement composée — démocratiquement — de courtiers, de mercantis, de rentiers, de pensionnés, d'agioteurs, de prévaricateurs et de concussionnaires. Et tous attendent toujours de l'État capitaliste, de l'État socialiste, ou demain de l'État communiste qu'il satisfasse à leurs sordides illusions.

Déjà, pour la bourgeoisie, c'est le désastre. Par sa faute, tout est par terre ou bien près de l'être. Déception. Angoisse. Colère hystérique d'eunuque. Du coup, la confiance imbécile, qui était le pied d'argile de ce colossal édifice, s'est effritée. Le crédit, tant pour les créanciers que pour les débiteurs, n'est plus qu'escroquerie.

### Les leçons de la crise.

En bref, le capitalisme, c'est l'usure généralisée, légalisée, glorifiée. Chez les Juifs, qui paraissent en avoir été les initiateurs, l'usure n'était tolérée d'abord qu'envers les étrangers; chez les Romains, où les plus

grands sinon les meilleurs la pratiquèrent, elle était exceptionnelle, elle n'était pas en tout cas considérée comme une loi économique. Comme en Grèce, la puissante institution de l'esclavage en préservait la Cité.

Aujourd'hui, Ploutos est dieu, un dieu panthéiste dont chacun est une émanation. Un dieu qu'on ne blasphème pas. L'unique. Et c'est pourquoi la crise seule, par son développement, mettra fin à la crise. Les mesures réclamées, réalisées par les économistes, les financiers, les politiciens, les réformateurs n'y peuvent rien. Car ils en maintiennent le principe générateur : l'usure. Même, quoi qu'ils en disent, les communistes.

Tant que la crise n'amènera pas les hommes à substituer à l'excès égocentrique un minimum sociocentrique des mobiles et des fins, elle ne pourra que s'aggraver. C'est en cela qu'elle est salutaire. Il faut que la ruine apprenne aux riches la loi du travail utile et du devoir social. Il faut que la faim et la peur enseignent au pauvre la nécessité de la soumission fière, de la discipline et de l'ordre. Il faut qu'un rappel de la barbarie persuade les intellectuels des vertus du désintéressement et du bon sens.

Dure leçon, leçon nécessaire. Mais terrible si elle n'est pas entendue, si l'on persiste à ne pas vouloir l'entendre ou si la passion du profit, l'exécrable cupidité sont plus fortes que la raison avertie par la pitié et la souffrance humaines.

« Ce que la crise a montré, dit M. O. Homberg, — à un plus haut degré que la guerre elle-même, — c'est combien les problèmes à résoudre sont devenus démesurés, par suite principalement de l'interdépendance toujours plus resserrée des diverses nations dont aucune ne peut se flatter de résoudre, à elle seule, ses propres difficultés. Il en résulte, fatalement et malheureusement, que ces problèmes ne

sont plus à l'échelle des cerveaux les mieux organisés et les plus pénétrants. Les hommes les plus compréhensifs, eux-mêmes, deviennent incapables de trouver une *solution* totale, et le mieux qu'ils puissent faire — encore que ce soit extrêmement difficile, même dans le cas le plus limité — est d'apporter des contributions. »

N'est-ce pas plutôt le pire ? Car c'est ranimer l'erreur commune en laissant croire qu'il y a des solutions partielles qui peuvent rétablir un ordre suffisant en ménageant ou même en servant les intérêts d'une certaine catégorie privilégiée de malins. Tel est pourtant le programme de tous les partis, syndicats ou ligues. Il n'en est pas un qui ne démagogise peu ou prou.

Toute réforme temporelle est toujours, et nécessairement, particulière. C'est ce que reconnaissait Herbert Spencer *(L'Individu contre l'État)* : « La théorie d'après laquelle le politicien travaille habituellement, c'est que le changement opéré par sa mesure s'arrêtera au point où il veut qu'elle s'applique... Ce politicien pratique ne songe jamais aux résultats généraux qui doivent nécessairement se produire. Contemplant uniquement les effets du courant produit par ses propres lois, et ne voyant pas que d'autres courants déjà existants suivent la même direction, il ne lui vient jamais à l'idée que tous ces courants peuvent s'unir pour former un torrent qui change la face des choses. » Et Spencer omettait la catégorie, la plus nombreuse, de ceux qui se prétendent « réalistes » parce que toute leur politique consiste à briguer des fonctions publiques, lesquelles, en démocratie, fournissent les moyens de réaliser des profits privés par le truquage des institutions sociales.

Nos réformateurs devraient d'abord appliquer

leurs beaux projets parmi eux. Or, non seulement leurs groupes se combattent violemment entre eux, mais encore ils s'entre-déchirent. Pas un, en n'exceptant pas les plus désintéressés d'apparence et les plus idéalistes de programme, qui, parvenant à détenir quelque parcelle d'autorité et de puissance, ne donne le spectacle de la division, du scandale et de la trahison intérieurs.

Un ordre, — tout ordre vrai est à base spirituelle, — peut se réformer, c'est-à-dire s'améliorer, progresser : l'anarchie, la démocratie, le capitalisme, puisqu'ils ne se maintiennent que par l'expansion, ne se réforment pas. Il n'y a pas de traitement local pour un mal constitutionnel. Il faut atteindre le virus dans son principe égocentrique.

Autrement, c'est l'anarchie, plus ou moins organisée, et d'autant plus nocive que ses éléments sont plus étendus et plus forts. De même qu'une guerre de villages au bâton est moins meurtrière qu'une guerre d'artillerie entre des groupements de nations. La formidable sottise de ce temps de démence, qui se prétend pacifiste, est bien d'universaliser le temporel et d'individualiser, de localiser le spirituel. La Société des nations avec ses nombreuses Conférences pour le désarmement et pour la réorganisation économique est le fruit vénéreux de cette sottise.

Si les épreuves étaient toujours vaines et les erreurs jamais utiles, l'humanité ne se serait pas faite. C'est donc seulement quand elles ne servent plus ou quand elles servent moins bien que d'autres, c'est-à-dire quand elles sont définitivement le mal et l'erreur, qu'il faut les exorciser.

Ainsi en est-il du capitalisme. Bien ou mal, erreur ou vérité, d'abord progressif et constructif, il est devenu terriblement rétrograde et destructif. La

crise en est le témoignage éclatant... Et plus encore peut-être les divagations de ses médicastres patentés ou non.

## IV. — DU CAPITALISME AU COMMUNISME

Le gâchis capitaliste s'adapte au chaos démocratique. Ils sont fonction l'un de l'autre. Ensemble, ils vont du même pas au communisme larvé qu'est l'étatisme.

La démocratie sociale couvre les pires excès du capitalisme en s'efforçant de répartir entre un plus grand nombre d'individus l'administration publique. Non parce que cette gestion paraît plus sage, plus habile, plus féconde pour la société ; mais parce qu'elle procure des avantages pécuniaires au plus grand nombre. Les socialistes sont d'irréductibles individualistes. Une administration socialiste est toujours celle de l'incompétence et de la gabegie.

La légifération dite sociale morcelle, multiplie les compétitions, dissocie, et ainsi provoque la dénatalité, la désertion des campagnes, l'abandon de tout travail utile et vraiment productif. Son but réel est de rassembler dans les grandes villes un prolétariat affamé, abêti et tumultueux pour en faire des électeurs. Sa dernière manifestation antisociale a été l'école unique qui doit faciliter l'accession des enfants du peuple au parasitisme bourgeois.

La démoploutocratie va toujours à développer le parasitisme : Ici en l'accroissant, là en le généralisant.

Ainsi, la démocratie sociale implique la dispersion de la richesse dans une nombreuse classe moyenne ayant toutes les tares de la grande bourgeoisie et du prolétariat sans aucune de leurs qualités. Économiquement, c'est la substitution du capital de production, sagement administré, en argent de spéculation

et de consommation; socialement, c'est l'abandon du labeur utile pour les sinécures, le courtage et toutes les formes de parasitisme ; moralement, c'est la propagation de la cupidité, de l'envie et de leur séquelle : la lâcheté, l'improbité, la méconnaissance de tous les devoirs et la haine hideuse du supérieur.

### L'étatisme.

Ainsi, la démocratie politique comme la démocratie économique confluent à l'étatisme. « Les privilèges des autres nous choquent, écrit M. A. Labriola, mais nous désirons tous des privilèges. Quand nous dénonçons le privilège, nous dénonçons simplement ce dont nous ne pouvons pas jouir. L'intervention de l'État est favorable aux intérêts fragmentaires et momentanés. L'idée que nous pouvons être à l'origine d'un mal général est peu active et nous laisse indifférents. Quand nous invoquons cette idée, c'est que le mal général n'est pas notre bien particulier. Or, il est évident que toute intervention de l'État profite et peut servir aux intérêts particuliers. »

Un pouvoir spirituel seul, dominant l'ensemble des forces temporelles, toujours antagoniques, peut être l'organe de l'intérêt général. L'ordre positif exigerait le moins de légifération, le moins d'étatisme possible. Toute la machinerie politique, tous les rouages grinçants, qui se compliquent et s'enchevêtrent de plus en plus : lois, règlements, constitutions, institutions factices, qui ont la prétention de suppléer le vivant, l'âme, n'accumulent que des ruines d'humanité. Sous toutes ses formes, la démocratie est négative, l'opposé du positif, elle ne fabrique que du *moins*, du néant. La résorption du spirituel, du moral, c'est-à-dire du libéré, c'est proprement la destruction du social. Socialisme et social sont antinomiques en fait.

L'étatisme n'a pas qu'une face politique. Les droits protecteurs, les contingentements veulent l'intervention de l'État. Ce n'est pas la plus nocive quand elle n'est pas l'occasion de fournir de la pâture aux requins du haut négoce, — socialistes comme on sait.

Les progrès du machinisme, de la technique ayant amené l'intégration des forces de production et de distribution et l'unification en cartels et trusts internationaux, les États, soumis à la prépotence de l'argent, ont perdu toute indépendance. L'étatisme détruit l'État. La mécanisation économique détermine la mécanisation politique.

Toutefois, si un mécanisme — technique ou légal — peut continuer et même activer le mouvement dans un sens donné, il ne peut l'infléchir, le dévoyer, suivant les cas, et lui donner une autre impulsion. Toute chose humaine — un État ou une entreprise — a besoin d'être conduite par une volonté intelligente. Il n'y a jamais de gouvernement que d'un seul. Mais cette unique tête n'a que des facultés limitées. Quand un État a trop d'étendue, prétend assumer trop de fonctions, quand une entreprise est trop vaste, a des ramifications trop complexes, il n'est pas de génie qui les puisse comprendre. Cela déborde toute possibilité.

Et donc, d'abord, l'étatisme, non moins que le surcapitalisme, c'est le gaspillage. L'économie de l'État ne peut être que destructive ou stérilisante. Car il faut nécessairement, comme dans les entreprises géantes, faire une part plus grande à l'administration qu'à la production. L'État, en outre, est indigent de nature, étant improductif. De là ses habitudes emprunteuses. Il est la grande partie prenante et il ne s'appuie que sur la multitude des parties prenantes. L'issue en serait une épouvantable catastrophe si le communisme n'intervenait pas pour impo-

ser le travail à tous par une féroce contrainte. Tel sera le terme fatal de l'évolution du capitalisme et de la démocratie. Ainsi sera dissoute la civilisation matérielle qu'ils ont suscitée.

### Les conditions du profit.

Ce qui condamne le capitalisme, ce sont les conditions même de son développement. De là les vains et absurdes projets de restriction : Contingentement, barrières douanières, destruction des stocks, interdiction sauvage de l'emploi des machines, malthusisme, guerre économique, guerre sociale.

« Les ouvriers, écrit Arturo Labriola, doivent considérer comme de leur intérêt personnel que leurs employeurs obtiennent, eux aussi, de bonnes rémunérations, c'est-à-dire des profits élevés. Dans l'organisation actuelle de l'industrie, l'initiative appartient à l'entrepreneur. Si cet entrepreneur n'est pas encouragé à la prendre, c'est la ruine de l'industrie tout entière. Prendre pour prendre n'est pas une politique. Je me rappellerai toute ma vie la triste impression que me fit un organisateur ouvrier auquel j'eus affaire en ma qualité de ministre du Travail. Comme je lui avais démontré, dans un cas particulier, que si l'industrie où travaillent les ouvriers représentés par lui était forcée d'accepter les requêtes présentées par lui, elle allait faire faillite, celui-ci me répondit : « Que voulez-vous que cela me fasse ? « Je suis organisateur ouvrier et c'est un métier « comme un autre ; et si je n'apporte pas à *mes* « *ouvriers* l'augmentation qu'ils désirent, ils me ba- « lanceront. »

Le profit dominant toute l'économie, comment veut-il, ce démocrate, que les ouvriers, et surtout les gréviculteurs et autres démagogues, s'affranchissent de son emprise ? Est-ce que la pensée que l'étranger

prépare une invasion ou que le bolchévisme conspire la subversion sociale empêche industriel et financier de les aider s'ils y ont quelque bénéfice ?

Récemment, Herriot signait un pacte de non-agression avec les Soviets. Pacifisme ? Sans doute : mais avec tout ce qu'il y a sous ce mot. En effet, peu après on apprit que les usines du Creusot et Hotchkiss avaient reçu de l'U.R.S.S. une importante commande de canons et de mitrailleuses. La cote de la Bourse enregistra aussitôt une hausse impressionnante sur les valeurs de ces entreprises.

Certes, la solution matérielle du problème économique que pose la crise actuelle serait dans l'abaissement toujours plus grand des prix, en rapport avec les progrès techniques, donc dans la diminution des salaires, émoluments et l'amenuisement des profits. Ce serait activer la distribution et la circulation des marchandises, ce serait combattre efficacement le chômage et la thésaurisation. Mais est-ce possible sous le règne de l'or et le culte universel du profit ?

« Désireux de produire selon des systèmes meilleurs et plus productifs, dit A. Labriola, le capitalisme devait avoir deux effets : 1° de réduire les prix de vente de produits qui par là même devenaient accessibles à des couches de consommateurs de plus en plus larges ; 2° accroître les rémunérations du travail sans lequel le produit ne saurait être placé. »

« Il devait » ; mais en fait il en fut tout autrement. La machine ne fait pas de miracle. Ni la technique. Et il est impossible de concilier les hauts profits du surcapitalisme généralisé et les hauts salaires avec le bon marché réel, comme le montre du reste l'indice des prix depuis qu'on a pu en établir.

### Une contre-économie.

Le paupérisme n'est pas causé par les bas salaires

nominaux. Au contraire. Ce sont les prélèvements capitalistes et fiscaux, aliments du parasitisme, qui établissent un déséquilibre morbide entre la rémunération du travail et les prix des produits du travail, et d'autant plus accentué que les salaires sont plus élevés et la production plus capitalisée. Tout le problème est là.

A l'encontre, la hausse des prix est une tendance incoercible du capitalisme. Pour lui, c'est un signe reconnu de prospérité quand les cours de la Bourse montent, et ils montent quand le prix des matières premières, les salaires et les impôts s'élèvent. C'est donc une erreur de croire que le surcapitalisme est fauteur d'une baisse jugée catastrophique. Il y a des fluctuations, certes, mais elles sont toujours tendues à la hausse quand même. Ces fluctuations d'ailleurs font de notre monde social un immense tripot où toutes les valeurs sont faussées. C'est l'activité saine, c'est le service utile, c'est le travail fécond qui en pâtissent d'abord. Car, eux, ils sont dépréciés, avilis. Ce qu'on appelle l'économie capitaliste est en vérité une contre-économie.

Les éléments du profit qui entrent dans la composition des prix surélèvent forcément ceux-ci. Et non sans gaspillage. D'abord du capital même. Celui-ci ne saurait être éternel. Il n'y a pas de capitalisation indéfinie. Mais le machinisme et la technique, incessamment et inconsidérément renouvelés par les exigences du profit, abrègent de beaucoup son existence et entravent sa reproduction. Le capitalisme tue le capital.

« Il est notable que le progrès technique est un mangeur de capitaux, dit M. Ansiaux. Non seulement les installations dans l'industrie lourde, notamment, sont devenues très onéreuses, mais on ne leur laisse pas le temps de donner tout leur rendement.

Elles sont démodées, dépassées, arriérées, longtemps avant d'être en état de servir. L'adaptation au progrès suppose des sacrifices considérables se répétant avec fréquence. Le moyen classique d'y faire place consiste à imprimer à l'amortissement industriel une cadence accélérée. »

Lorsque A. Labriola soutient que « la règle du profit est en somme, dans son matérialisme même, une bonne garantie de l'utilisation faite d'un capital », il doit se contredire aussitôt en disant que « le fait de favoriser d'une façon excessive les progrès de la technique peut devenir la cause immédiate de la destruction de la richesse ». Et les causes médiates sont encore plus désastreusement efficaces, comme nous l'avons vu. « On ne regarde jamais le dommage qui retombe sur la société de la destruction de l'ancien capital au moment où l'on introduit un système technique nouveau. »

### Capitalisme d'association.

A en croire les économistes, les sociétés anonymes devaient modérer le capitalisme en le démocratisant et donner une expansion inouïe au capital en le diffusant. En fait, elles ont organisé le pillage de l'épargne par une féodalité d'administrateurs incompétents et rapaces. Les actions à vote plural ont mis le comble à ce scandale. Le professeur Salin propose pour y mettre fin un chimérique « fascisme actionnaire ». Le plus grave des maux n'est d'ailleurs pas là. Il vaut mieux que l'épargnant soit volé que d'être transformé en rentier perpétuel, c'est-à-dire en parasite définitif. Car il y a alors non seulement gaspillage de capital mais déperdition de socialité.

« Qu'y a-t-il, demande A. Labriola, à la base du phénomène ? L'existence de dépôts capitalistes sans emploi, l'existence d'une épargne incapable de se

placer directement. Le dommage que subit la société est là, et non point dans l'inflation artificielle qui fait passer l'épargne inactive des mains de l'honnête épargnant dans celle du coquin de la grande finance, qui le gaspillera en achetant des tableaux, des automobiles, mais aussi en les employant d'une façon productive, en créant d'autres industries. Dans les poches de l'honnête épargnant, cet argent serait toujours demeuré inactif; il ne se serait donc jamais transformé en demande de travail. Entre les mains du spéculateur, il est parfois investi d'une manière productive. »

Mais la dépense peut être corruptrice, désorganisatrice. De toute façon, la petite épargne, qui favorise le surcapitalisme et la spéculation, est nocive.

Elle a suscité une formidable inflation des valeurs mobilières. Or le travail est de plus en plus écrasé par cette surcapitalisation croissante. Tout l'énorme capital investi dans ces affaires soufflées par le délire du profit est aussi stérile que les « plaques » maniées en tremblant fébrilement par les habitués de Monte-Carlo. Et le travail auquel on soutire péniblement les dividendes est pour un quart au moins aussi inutile et improductif que celui des croupiers.

C'est la petite épargne qui alimente à ses dépens le tapis vert, inlassablement. En un sens, elle est la collectrice du tribut que l'escroquerie financière soutire au travail. Et l'agent le plus actif en est le mercanti qui vole sur les poids, sur les prix, sur la qualité, qui, parfois même, falsifie criminellement.

Comme tout se tient, c'est également la sainte petite épargne qui facilite les excès de la démagogie en souscrivant à toutes les émissions d'emprunt. Emprunts de trahison, de banqueroute ou d'anarchie, dont les conséquences les plus anodines sont la

corruption politique, les impôts croissants, le parasitisme, et l'étatisme préparant le communisme.

La dette d'État, en comprenant les départements, les villes et les services publics, doit atteindre deux cent cinquante milliards, ce qui représente, pour les arrérages, 10 milliards prélevés annuellement sur le travail national. Aussi les dépenses publiques vont-elles bientôt dépasser cent milliards, 35 0/0, plus du tiers du revenu total. Financièrement, nous sommes donc, dès maintenant, collectivisés pour un tiers. Ce sera, avant peu, pour la moitié, puis pour le tout. Rien ne peut arrêter l'envahissement de ce néoplasme spécifiquement démocratique. Le budget triple en dix-sept ans, alors qu'avant la guerre, il ne doublait qu'en quarante ans. Nous sommes bien atteints de démoploutocratie galopante.

Il est vrai que, cependant, les salaires se sont accrus de 100 0/0 aux États-Unis et en Grande-Bretagne, et de 62 0/0 en France. C'est d'ailleurs cette apparente infériorité qui nous vaut un moindre chômage.

### Capitalisme d'État.

Ces énormes maniements d'argent conduisent au capitalisme d'État dont le principal organe est la Caisse des Dépôts et Consignations avec son encaisse de 80 milliards qui s'enfle de 18 milliards par an.

Comme l'écrit M. Joseph Denais, dans une étude du *Réveil économique*, « il y a là une formidable concentration capitaliste ; et elle ne cesse pas d'être inquiétante parce qu'en dépit de certaines mesures protectrices de son autonomie, la Caisse ne jouit que d'une indépendance relative vis-à-vis de l'État ».

Cette Caisse est donc, de plus en plus, la grande commanditaire de la démagogie socialiste.

« Elle devient un réservoir, confirme M. O. Hom-

berg, sur lequel on opère toutes sortes de ponctions : elle consent des prêts, des avances à des États, à des collectivités, à des sociétés privées même ; elle va jusqu'à acheter, sur le marché, des valeurs bancaires ou industrielles ; bref, encombrée et comme gênée par une richesse excessive, elle se trouve amenée, sous la pression de l'État lui-même, à ne pas se contenter de remplir sa fonction naturelle qui ne saurait plus lui suffire, mais à jouer, par surcroît, toutes sortes de rôles dont beaucoup sont nettement anormaux et, par suite, fort dangereux pour l'économie nationale. » M. Homberg ne voit pas encore que l'économie nationale, démocratique, est sous la dépendance du capitalisme, devenu contre-économique parce qu'il n'est en rien le domaine du normal, de l'humain et de l'ordre.

D'ailleurs, ce mouvement de décomposition est général. Dans *Aux Écoutes de la finance*, un article non signé nous le montre :

« En Allemagne, cette forme de capitalisme s'est notamment développée avec une vitesse prodigieuse, surtout depuis la guerre, et le décret du 22 février de cette année marque, en quelque sorte, l'apothéose du système. L'État est désormais le maître de tout l'organisme bancaire et le distributeur à peu près omnipotent du crédit. Déjà, avant cette dernière phase, l'ingérence de l'État allait très loin. Sans parler des importantes et nombreuses sociétés par actions et des gigantesques holdings, tels que le Preussag, par exemple, holding minier de l'État prussien, sans parler des deux mille sept cents caisses d'épargne, de la Seehandlung, au bilan de 6 milliards de francs, de la Preussenkasse, au bilan de 5 milliards, etc., tous organismes contrôlés par le Reich ou les États. La mainmise étatiste s'est manifestée par la création, depuis 1918, de 41 instituts hypothécaires, de

34 banques d'État, de 17 banques spécialisées pour l'agriculture, l'industrie, l'habitation, etc., de giro-centrales puissantes, de la Caisse d'escompte-or, de la Reichskreditgesellschaft, et de beaucoup d'autres établissements encore. En somme, tous les rouages de la machine financière se trouvent, dès à présent, nationalisés.

« En Italie, la législation fasciste aboutit également à une étatisation progressive du système financier, et aux États-Unis, il faut aussi constater une ingérence croissante de l'État dans les opérations de banque privée. On pourrait citer bien d'autres exemples, comme celui de l'Espagne, où, depuis la République, la Banque d'Espagne a à peu près perdu son caractère d'établissement privé pour passer sous le contrôle de l'État. »

### L'incompétence irresponsable.

De toutes parts se manifestent les signes de décadence. La rationalisation, par exemple, qui remplace le génie inventif de la grande époque capitaliste par l'esprit sénile d'administration, principal écueil du communisme.

De plus, alors que la sélection des capacités est limitée à une caste d'argent, les entreprises ont pris une telle ampleur qu'elles débordent la puissance du génie humain. Où un Alexandre, un César, un Napoléon ont échoué en politique, un Kreuger, un Ford, un Déterding, un Bata doivent nécessairement échouer ici, et non sans d'effroyables dégâts. Les forces spirituelles seules sont illimitées.

La mécanisation de l'homme à l'américaine nécessite le talent administratif, — stérile sinon pernicieux.

Le sens des responsabilités, l'ingéniosité, l'énergie des capitaines d'industrie sont désormais remplacés par les roueries d'une bande de requins voraces.

De provenance et d'esprit sinécuristes, sans aucune originalité, ceux-ci sont prédisposés au gaspillage par leur manque d'initiative et leur goût des solutions paresseuses et faciles. Il en est de même de la bureaucratie de l'étatisme. Tel de ces vieillards chamarrés qui sont, pour les profits, licites ou non, administrateurs nominaux de trente sociétés mastodontes, serait bien incapable de diriger avec succès une seule petite affaire industrielle ou commerciale.

M. Arturo Labriola indique un autre aspect de cette carence de direction réelle : « Si un homme qui s'enrichissait au cours de la première phase de l'industrie, était un homme doué indiscutablement de qualités intellectuelles socialement *utiles*, un homme qui s'enrichit dans la phase présente de l'économie, doit posséder des qualités d'une autre nature. Il sera habile, intrigant, intuitif, trompeur ; il saura la manière de faire travailler les autres pour son compte, de les convaincre, contre leurs intérêts, d'agir à leur insu, de créer artificiellement les circonstances d'où il devrait tirer son propre profit. Les éléments directeurs de notre société économique sont non seulement réduits par rapport à la quantité, mais possèdent des qualités extrêmement dangereuses pour la société. Le mécanisme du fonctionnement de cette société produit donc deux résultats : 1° de restreindre le nombre des personnes parmi lesquelles on peut opérer un choix pour les fonctions dirigeantes et pour les initiatives économiques ; 2° il impose des caractéristiques nettement antisociales pour les qualités de choix. *Peu de dirigeants, et des dirigeants mauvais, voilà le dernier résultat du capitalisme.* »

### Origines capitalistes de l'étatisme.

Le capitalisme d'association n'est que du surcapi-

talisme, il n'a rien de social. Et par lui tout est absorbé par l'État qu'il régente de plus en plus. Le socialisme des Blum et Renaudel n'est que cela, et la dernière étape avant le communisme final.

On a vu que c'est tout à la fin du XIXe siècle qu'a commencé cette transformation. Un peu avant s'étaient constituées les premières grandes Sociétés de crédit. Événement capital que Comte, mort en 1857, ne pouvait envisager et dont Marx même n'avait qu'un vague aperçu. Ne pensait-il pas que le capitalisme devait provoquer une graduelle diminution du profit : « Le crédit se développe, écrit-il, réagit de plus en plus contre l'usure, non pas dans le sens de la réaction des Pères de l'Église, de Luther et des premiers socialistes, mais en subordonnant le capital productif d'intérêt aux conditions et aux nécessités de la production capitaliste. » Or c'est, contrairement à cette assertion, la production qui s'est subordonnée aux exigences croissantes du profit, lequel s'est énormément développé, en paraissant s'amoindrir, par l'accroît du capital nominal. La crise ne s'explique que par là. Un simple fait montrera mieux encore l'erreur de Marx.

C'est le national-socialiste Ferdinand Fried qui l'évoque : « L'Angleterre et l'Amérique, dit-il, ont le droit d'exiger du monde 200 milliards de marks ; si l'on y ajoute la France et les petits pays créanciers : la Suisse, la Hollande, la Suède, on arrivera peut-être à la somme de 250 milliards. Autrement dit : chaque année, de 15 à 20 milliards de marks d'intérêts affluent dans les centres capitalistes de l'Occident qui dès maintenant ne peut plus les absorber sans modifier fondamentalement sa structure sociale. »

C'est en « gelant » les crédits, par la banqueroute, que les débiteurs se libèrent. Mais la confiance s'est évanouie. On ne la ranimera pas. Toutes les fanfares

d'une presse vénale, complice de toutes les escroqueries, sonneront en vain.

La soif de profit quand même a détruit toute notion d'utilité vraie et de valeur réelle. Georges Simmel remarque que le prestige de l'or est né de l'opposition entre la réalité et la valeur. Mais les conséquences seraient tout aussi nocives s'il était substitué un autre mythe à celui de l'or. Déjà, Aristote proclamait que l'argent est le but. Et Bossuet disait qu'à Rome, l'argent était tout. De ce départ, le reste devait découler à travers les siècles. Peu à peu, une autre mesure que celle de l'intelligence, que celle de l'homme même devait s'imposer. Nous sommes au terme de ce long processus...

« Comme l'argent, écrit F. Fried, le capital est une construction de l'intelligence qui mesure et qui pèse. D'un moyen auxiliaire de la pensée il est devenu une fin en soi, et il a perdu ainsi, peu à peu, tout rapport avec le monde sensible ; il est une fiction et, finalement, une obsession...

« L'essence du capitalisme ne réside pas dans la qualité, mais dans la masse. Car, alors que l'artisan « produisait » pour créer un article qu'il aimait et dans lequel il mettait une partie de son âme, le capitalisme renversa les termes du processus : il a créé des articles pour « produire ». Là, la production était un moyen d'arriver à un but (ce but était le produit) ; ici, la production est devenue fin en soi. Produire, produire pour produire (produire de la plus-value), tel fut le cri de guerre du capitalisme. Ainsi s'explique que le capitalisme n'éprouve qu'indifférence à l'égard de sa production. »

Il s'ensuit la guerre des prix, prélude ou substitut de la guerre militaire ou civile. Elle se manifeste par le dévergondage des exportations. Les taxes douanières, les contingentements, l'inflation monétaire ou

de crédit sont sa tactique ; les traités de commerce, la corruption politique, le chantage, sa stratégie. La fiction de l'or, le délire du profit dominent tout. Les folies de la démocratie en émanent.

« Le capitalisme, écrit encore Fried, a accompli sa prodigieuse mission historique liée au développement de la technique, et de même que le romantisme de brigands dans l'Ouest a cessé dès que tout le sol eut été défriché, de même l'homme capitaliste typique a cessé d'exister dès qu'il n'y eut plus d'inventions nouvelles ou de nouveaux débouchés. Toutes les découvertes techniques et économiques sont faites ; tout ce qu'on peut espérer encore, ce sont des perfectionnements de détail. Les inventions nouvelles, insignifiantes pour l'ensemble de l'économie, ne sont qu'un écho affaibli de l'esprit capitaliste d'autrefois. Ce sont : le film (rappelons-nous le récent étranglement de William Fix) ; la soie artificielle (l'aventure romantique d'Alfred Loewenstein, l'agonie de Lazard Speyer-Ellissen), Photomaton (grandeur et décadence de Hatry). »

Une réaction conservatrice du capitalisme, telle qu'essaient vainement de la provoquer certains protectionnistes comme Lucius, ne pourrait, même si elle réussissait complètement, que retarder l'échéance catastrophique. Il y faut une réaction révolutionnaire.

### L'ÉTATISME NATIONALISTE.

Même le national-socialisme boche et le fascisme, dont le succès provisoire est dû beaucoup plus à l'audace de leur programme économique qu'à celle de leur action politique, n'y suffiront pas. Ils ne sont, avec leur étatisme, malgré leur apparente opposition, qu'une préparation au communisme, qui seul est dans la ligne naturelle de l'évolution capi-

taliste en subordonnant tout le social à l'économique ; mais en créant, il faut bien le reconnaître, une économie parfaite. Et toute la crise, qui fait énoncer solennellement tant de sottise, est là, dans l'opposition que font les esclaves hallucinés et frénétiques du profit à une évolution naturelle de l'idéologie matérialiste, fille de la théologie.

Suivant Fried, « à l'intérieur du système capitaliste, il n'y a qu'un moyen de sortir de ce cercle vicieux : c'est de rompre complètement avec la psychose des prix de revient et de s'adapter aux exigences du marché, c'est-à-dire revenir complètement aux principes capitalistes purs. Autrement dit : supprimer complètement les cartels et baisser implacablement et immédiatement tous les prix. »

C'est demander à la frénésie de se modérer et à la démocratie d'être sage, car cela nécessiterait d'abord l'abaissement des barrières douanières, la suppression des cartels, des trusts, des syndicats ouvriers, le renoncement général et spontané au surprofit et au parasitisme.

« L'autre voie, continue le doctrinaire du *Tatkreis* (Cercle de l'action), qui se détache de plus en plus de Hitler, consiste à rompre complètement avec le capitalisme et le libéralisme. C'est l'écroulement du système économique actuel et cela entraînerait à renoncer à l'idée d'une économie mondiale et à créer des espaces économiques nationaux fermés ; à dresser des barrières douanières autour des économies nationales, à perfectionner les cartels et les syndicats et à les incorporer dans l'État qui acquerrait ainsi une base économique primordiale. »

Cette autarchie n'est en somme que le vieux protectionnisme conservateur amplifié et systématisé sous une étiquette nouvelle. Le capitalisme n'est pas lié nécessairement au libéralisme. Malgré les appa-

rences du début, nous le voyons, au contraire, s'accommoder fort bien de l'étatisation à outrance. Il lui faut même y avoir recours pour prolonger son existence. Bismarck, qui fut le précurseur de Schleicher et de Mussolini, l'avait compris.

« Bismarck liquide l'ère du libre-échange et retourne au protectionnisme douanier ; Bismarck introduit l'assurance sociale et la protection ouvrière ; Bismarck réalise la régression la plus importante : l'étatisation des chemins de fer. Il semble que tout rejoigne ce processus régressif voulu par un homme d'État de génie : le premier syndicat de la potasse se crée, de même, le syndicat du charbon et le premier cartel du fer. »

### Programme national-socialiste.

Quand on aura lu, en outre, les lignes suivantes du même Fried, on connaîtra le fond de la doctrine national-socialiste :

« Pour résumer la situation, on peut réduire les faits de la crise actuelle aux points suivants :

« 1° La révolution mécanique et industrielle est terminée. Le perfectionnement de l'outillage et de la technique de l'économie est accompli. Il ne faut plus attendre d'inventions nouvelles fondamentales.

« 2° La croissance prodigieuse du chiffre de la population dans les pays industriels s'est arrêtée ; désormais ce chiffre restera stable ou même régressera.

« 3° L'ampleur et la durée du chômage actuel est sans exemple dans l'histoire du capitalisme. Le nombre relatif de chômeurs dépasse de plus du double les chiffres jusqu'ici les plus élevés.

« 4° Jamais, jusqu'ici, il ne s'est produit une telle chute des prix mondiaux en si peu de temps (deux ans).

« 5° L'économie libre se pétrifie de plus en plus dans ses liens nouveaux, si bien que le principe fondamental du capitalisme : la concurrence, ne peut plus s'exercer dans la pratique. L'économie s'est, en partie, enlevé à elle-même la liberté du commerce que l'État lui avait octroyée il y a cent cinquante ans.

« 6° L'autre principe capitaliste, le libre-échange, ainsi que l'idée d'une économie mondiale, sont pratiquement éliminés par les murs douaniers toujours plus hauts et les tendances autarchiques. Il faut noter que le désir d'instaurer des taxes protectionnistes émane essentiellement de l'économie libre elle-même.

« 7° L'évolution capitaliste a amené une scission de la fortune et du revenu en « propriété » et « non-propriété » qui, pratiquement, ne peut plus continuer à exister.

« 8° L'économie libre n'engendre plus de grands hommes, d'idées-forces nouvelles, mais se transforme en bureaucratie, qui se contente de gérer les biens hérités.

« 9° Enchaînée par les liens qu'elle-même s'est créés, l'économie souffre encore des chaînes nouvelles forgées par l'État qui supprime ainsi peu à peu les libertés et le pouvoir qu'il lui avait donné à ses débuts.

« 10° Le fait que la démocratie a achevé son évolution permet à l'État de s'identifier de plus en plus aux masses du « peuple » et, partant de ce fait, de s'identifier également au soulèvement social du peuple contre le capitalisme.

« 11° En opposition avec l'économie libre, l'État et le peuple engendrent des idées et des dirigeants nouveaux.

« 12° La génération qui joue actuellement le rôle

prépondérant et que la grande crise frappe, est stérile intellectuellement et manque de chefs vigoureux dans l'État, dans le peuple et dans l'économie. Elle essaie d'échapper à la crise, n'ayant pas le courage de l'affronter. Son activité consiste essentiellement à résister à la poussée de la jeune génération qui, elle, a des idées, il est vrai, mais qui n'a pas l'occasion de les mettre en valeur. »

En conséquence, le programme du Troisième Reich réclame la nationalisation des grandes entreprises : mines, métallurgies, banques de crédit, etc. Extension, généralisation du capitalisme d'État. Autarchie, c'est-à-dire production et consommation fixées sur les seuls besoins de la nation. L'énigmatique général-chancelier Kurt von Schleicher y serait, paraît-il, assez favorable, quoique cela ne se concilie guère avec les aspirations impérialistes qu'il manifeste par ailleurs. Sera-ce lui, ou Hitler, ou un autre, l'homme de la nouvelle Sparte ?

### Le fascisme corporatif.

Même évolution inquiétante dans le fascisme. S'il pose bien, à la base, ce principe éminemment positif que la production est une fonction, il fait de celle-ci une fonction d'État. C'est, à l'inverse du positivisme, subordonner l'organique social à l'automatisme d'État. C'est poursuivre, sous d'autres mots, par d'autres procédés peut-être, la même action dissolvante que le capitalisme et le socialisme. Voilà la faille qui déterminera la cassure fatale du fascisme. On ne fait pas sa part à la peste, ni à la démocratie, ni au communisme.

A cet égard, la Charte du travail est curieuse à consulter. Le syndicat est obligatoire. La grève et le lock-out, qui sont leurs raisons d'être, sont interdits. Et, il va sans dire, par la contrainte, le méca-

nisme d'État. Nonobstant, les principes sont du pur positivisme. Le primat de l'utilité positive y est proclamé avec force. Auguste Comte a dit plus, mais non mieux. Qu'on en juge :

« La nation italienne est un organisme ayant des buts, une vie et des moyens d'action supérieurs à ceux des individus qui la composent. » (Art. 1er.)

« Le travail, sous toutes ses formes, est un devoir social, et la production est unitaire du point de vue national : ses objectifs sont le bien-être des individus et le développement de la puissance nationale. » (Art. 2.)

Malheureusement, la Charte ne se tient pas à ce positif. En définitive, c'est l'étatisme qui prévaut :

« L'État considère l'initiative privée dans le domaine de la production comme l'instrument le plus efficace et le plus utile aux intérêts de la nation. L'organisation privée de la production étant une fonction d'intérêt national, les organisateurs d'entreprises sont responsables vis-à-vis de l'État des prix de la production. » (Art. 7.)

« L'État intervient seulement si l'initiative privée fait défaut ou est insuffisante, ou lorsque les intérêts politiques de l'État sont en jeu, et cette intervention prend la forme soit d'un contrôle, soit d'un encouragement, soit d'une gestion directe. » (Art. 9.)

Par étape, le bismarckisme hitlérien et fasciste est donc la prussianisation universelle, l'étatisation générale, — le stalinisme. C'est la même voie du capitalisme à d'autres étapes. Mussolini a débuté par une vigoureuse répression du communisme désordonné ; mais, inconsciemment sans doute, il prépare le lit du communisme organisé. De là, les liens qui se nouent entre l'Italie, l'Allemagne et la Russie. Il convient d'ajouter maintenant : la France, entrée sous l'égide Herriot-Boncour-Blum dans la macabre farandole bolchévique.

Mais, encore que la politicaille fasse un bruit de tous les diables, le politique est bien peu de chose aujourd'hui. Reprendra-t-il sa place dans l'ordonnance du monde, entre l'économique et le spirituel ? Certes, oui, si nous devons jamais sortir du chaos capitaliste, mais néanmoins d'autre façon que celle indiquée par Fried dans ces lignes : « En somme : la révolution mécanique et industrielle a permis de perfectionner et d'exploiter, pendant cent cinquante années, les grandes inventions techniques ; maintenant l'humanité commencera à jouir réellement de ces conquêtes de l'esprit humain. L'économie destinée à créer des besoins redeviendra une économie destinée à satisfaire des besoins... La dynamique cédant le pas à la statique, l'économie politique sera de nouveau remplacée par les sciences politiques. »

L'ordre humain ne sera en voie de rétablissement que lorsque le politique, comme l'entendait Comte, — non les « sciences » politiques, — dominera l'économique. Et cela n'aura un commencement de réalisation que lorsque le politique, à son tour, se subordonnera au moral, c'est-à-dire lorsque l'Utile humain se sera substitué au Profit et au Pratique, le Devoir au Droit et le spiritualisme historique positif au matérialisme historique, lorsque la civilisation aura triomphé de toutes les barbaries, même scientifiques, lorsque toutes les idoles d'or ou de rêve seront renversées, dissipées à jamais par l'esprit positif.

En attendant, quoi qu'on fasse, le courant torrentueux, capitalisme-étatisme-communisme et démocratie-démagogie-anarchie, ne saurait être endigué par ce qui l'a déchaîné.

### Féodalité sans foi ni loi.

Le capitalisme étant le déchaînement de toutes les

forces matérielles, bonnes ou mauvaises, il ne se peut régler lui-même. Et on lui propose de régir le monde !

Au départ, il est simplement l'appropriation privée des moyens de production et, les hommes n'étant pas encore dissociés, il fait merveille.

Il semble alors la négation même du communisme. Mais le rapprochement se fera peu à peu, par la démocratie, l'étatisme, le socialisme électoral. Et ils finiront par se conjuguer. C'est que l'un et l'autre ont le même esprit matérialiste qui subordonne le but aux moyens.

Karl Marx et, présentement, les Soviets, ont donc bien raison d'attendre du développement du capitalisme la réalisation de leur rêve barbare. En effet, d'une part, la démagogie démocratique, par nécessité d'abord, pousse toujours plus à l'universalisation du surcapitalisme, parce que ce n'est que dans l'exagération du profit qu'elle peut trouver les ressources financières énormes qu'exigent les prétendues « réformes sociales », — qui se résument en la rente pour tous. D'autre part, les moyens de production se trouvent de plus en plus monopolisés ou contrôlés par une féodalité de plus en plus restreinte. Walter Rathenau, il y a dix ans, estimait à soixante-dix le nombre des exploiteurs du monde. Ce sont des sans-patrie. Leurs principaux commis, dans chaque pays, sont les administrateurs de société qui, peu à peu, se sont débarrassés de tout contrôle et, irresponsables, exploitent despotiquement l'économie et la politique de la nation. Nous éprouvons de quelle façon.

Ceux-ci sont, en France, à peu près deux cents, la plupart septuagénaires et octogénaires, qui se partagent les leviers de commande du lucre. Cette gérontocratie imbécile ou scélérate, par l'industrie qu'elle contrôle, les politiciens qu'elle stipendie, la grande

presse qu'elle inspire, sans but directeur, sans autre idée ferme que le profit immédiat, conduit l'économie et la politique françaises, solidarisées par les « dieux » avec celles du monde, — à l'abîme communiste.

Entre le capitalisme de cette féodalité sans foi ni loi et le socialisme, qui est proprement le capitalisme d'État, il n'y a, socialement, pas de différence. D'ailleurs, l'État démocratique est le plus solide bastion de nos barons bardés d'or-papier.

### Le socialisme.

Les intérêts innombrables, divergents, contradictoires, antagoniques, les rapports variables et changeants des individus ne peuvent être réglementés et fixés par un texte, si compliqué soit-il.

L'étatisme est « la lèpre de l'esprit français », disait Proudhon, mais l'aboutissant du capitalisme et de la démocratie comme lui-même détermine le socialisme, dont le terme fatal, selon Proudhon, est le communisme, — cette « religion de la misère ». Il ajoute : « Le socialisme, à le bien prendre, est la communauté du mal, l'imputation faite à la société des fautes individuelles, la solidarité entre tous les délits de chacun. »

De l'étatisme au communisme, par le socialisme, aucun maillon ne manque à la chaîne. L'étatisme est déjà la communauté des paresses, des vices, des parties prenantes, des débiteurs, de tous les parasitismes.

Dira-t-on, avec Durkheim, que « le socialisme est une tendance à faire passer brusquement ou progressivement les fonctions économiques de l'état diffus où elles se trouvent à l'état organisé » ? C'est, sous un appareil pédant, exprimer le matérialisme métaphysique, chimérique du socialisme, c'est confondre l'organique avec le mécanique.

Ainsi le socialisme purement théorique ne s'appuie que sur des données erronées, et il est salement démagogique quand il ne dispose pas encore des pouvoirs et ultra-capitaliste quand il les détient. Dans tous les cas, il ne saurait être une saine réaction et un progrès.

### Le profit collectif.

Individuel ou collectif, ce qui est toujours une duperie, le profit, qui est l'essence délétère du capitalisme, ne change pas de nature : collectif, il se borne à remplacer le capitaliste proprement dit, c'est-à-dire un agent tout de même responsable en partie, par un irresponsable fonctionnaire. Aussi, ceux qui ne voient pas que l'étatisme et le communisme sont une résultante du procès capitaliste paraissent avoir raison dans leurs vaines résistances.

Le socialisme parlementaire est le pire, car il conjugue les plus pernicieuses erreurs de la démocratie avec celles du capitalisme. Et, comme les conservateurs, il se borne à contrarier ou à retarder une évolution qui doit, après les épouvantes du bolchévisme, aboutir à un ordre constructif sur une base positive. A. Comte disait : une régénération des opinions et des mœurs.

Du moins, les conservateurs s'efforcent d'opposer une digue au torrent destructeur du profit en le limitant. Le socialisme diffuse le mal en le rendant plus virulent. « Il crée seulement, écrit A. Labriola, une classe de nouveaux dirigeants de l'économie ou de nouveaux capitalistes. » Et cet écrivain ajoute judicieusement : « Avec la mécanisation croissante de l'économie, il n'existe qu'une seule façon de répandre le phénomène capitaliste à toutes les classes de la société, et c'est précisément le communisme. »

C'est l'aggravation de ce qu'il y a de plus désastreux dans le fait capitaliste : l'irresponsabilité, le parasitisme et surtout le gaspillage. Par contre c'est l'atténuation de ce qu'il y a de meilleur : la recherche, l'ingéniosité, l'activité productive.

La basse démagogie socialiste est dans la ligne du pire capitalisme décadent. Elle aussi tend à faire la hausse des prix pour accroître les profits. C'est en cela surtout qu'il y a collusion manifeste des pirates internationaux de la finance et des démagogues. Le lieu de cette conspiration contre l'humanité est Genève, de par la volonté du funeste Wilson. Et le B.I.T. en est le rouage le plus important.

Diminuer les heures de travail par contrainte légale, accroître nominalement les salaires, c'est faire ce que demande à bon escient la ploutocratie, c'est déterminer la hausse des prix, augmenter le profit, et donc étendre le chômage en suscitant la sous-consommation. Certes, rien ne peut l'empêcher. Mais il importe de le savoir et que nous devrons passer par le chaos universel du communisme et pourquoi. C'est la seule chance d'une réaction positive.

Quoique socialiste et mystique, parce qu'il avait gardé de son origine plébéienne quelque sens social, comme en témoignait son ardent patriotisme, Péguy a pu noter *(L'Argent)* : « La grève moderne à jet continu fait toujours monter les salaires d'un tiers, et le prix de la vie d'une bonne moitié, et la misère de la différence. »

Il y a longtemps que le socialisme ne serait qu'un souvenir et que le cauchemar de la démocratie serait dissipé s'ils n'avaient été avantageux pour la ploutocratie et ses meilleurs auxiliaires. Et c'est cette corruption, cet abrutissement de la masse populaire qui est le plus grand crime de l'argent. Et ce fut dès

l'origine. Les fameux Péreire avaient été babouvistes sous la Révolution. Ils étaient devenus ensuite saint-simoniens avec les d'Eichtal, Rodrigues, Chevalier, etc.

### Vers le communisme.

« L'ouvrier de la grande industrie contemporaine, nous dit A. Labriola, surtout dans les pays du nord de l'Europe, et plus particulièrement l'ouvrier américain, est un être très terre à terre, entièrement orienté aux choses matérielles, presque entièrement préoccupé de ce qui constitue sa vie quotidienne, doué d'un sentiment de classe fort atténué et qui ne dépasse pas l'attente d'une aide efficace pour l'amélioration de son propre sort... Dans les pays septentrionaux de l'Europe, l'impression que produisent les classes ouvrières justifierait pleinement l'épithète de bourgeoise prise dans le sens flaubertien, c'est-à-dire dans le sens de quelque chose de plat, de vulgaire, et de calculateur. »

En bref, le socialisme, surtout électoral, n'a rien de vraiment social. Il est l'expression la plus extrême du mensonge démocratique et de la corruption capitaliste.

L'anarchisme qui sacrifie le concours à l'indépendance et le bolchévisme qui supprime toute indépendance pour assurer le concours ont au moins des faces socialement vraies. A. Comte l'avait reconnu *(Appel aux conservateurs)*. Cela se marque chez les anarchistes par un intellectualisme passionné et chez les Soviets par un enthousiasme mystique.

Laissons les anarchistes : leur révolte contre la tyrannie de l'État et du Nombre, qui souvent dépasse le but, n'a que la valeur d'une protestation sans portée.

Mais les Soviets ont un rôle historique à remplir :

hâter la destruction de la société capitaliste, ce qu'il reste de société, par le développement de ses tendances les plus dissolvantes. L'américanisme aura les mêmes résultats ; mais avec d'autres intentions. Je crois néanmoins que, si les Soviets réussissent leurs successifs plans quinquennaux, et ils paraissent être en assez bonne voie, ils feront mieux. Déjà, les magnats acéphales qui les ont stupidement équipés et financés s'inquiètent du *dumping* russe qui n'est pourtant que la conséquence d'une production de méthode et de technique capitalistes, mais dont le mobile, grâce à un terrible despotisme que des Asiates ou des Russes seuls peuvent supporter, le profit, est devenu collectif. Il est évident que, toutes choses égales, les produits soviétiques affranchis d'une fiscalité paralysante, des dividendes, des tantièmes, des bénéfices d'intermédiaires, de toutes les formes innombrables d'usure, d'escroquerie et d'agio, doivent l'emporter par le bon marché.

Si donc les bolchévistes peuvent soutenir la vertu austère de leur mysticisme social, et leur tempérament ethnique les y prédispose, ils triompheront aisément du capitalisme décrépit. A tout le moins, ils dureront tant qu'un Staline et ses successeurs se contenteront, comme tous les fonctionnaires, de 300 roubles par mois et d'une vie ascétique. La seule fêlure du système est la bureaucratie envahissante.

En tout cas, ils auront montré, contre leur propre idéologie marxiste, qu'il n'y a pas de société sans spiritualité, et ils finiront peut-être par s'apercevoir que la contrainte et la terreur ne sauraient établir qu'un état inhumain des plus précaires.

### Connexion du capitalisme et du communisme.

Un examen sommaire de la méthode et des fins du communisme montrera qu'elles sont identiques à

celles du capitalisme. Il n'y a opposition que sur les catégories de personnes. Le matérialisme et l'égocentrisme essentiels sont les mêmes. L'économie dirigée par les Soviets pourrait, semble-t-il, finir par triompher des trusts et cartels du sénile capitalisme. Déjà, les puissants pétroliers cherchent à composer. Les Soviets se disposent à diriger l'économie de la Turquie, de la Perse, de l'Inde, de la Chine. L'identité profonde de la nature, l'origine commune se révèlent par la propension au même impérialisme.

Au demeurant, le communisme, comme le socialisme, s'il change les parasites, ne supprime pas le parasitisme. Le socialisme électoral même l'accroît infiniment. Il se borne à substituer à celui des actionnaires, des spéculateurs et des mercantis, celui des politiciens, des histrions et des fonctionnaires innombrables.

Trotsky dit que : « Non contente d'être lente et pédante, la bureaucratie soviétique est devenue incapable d'une initiative quelconque par peur des responsabilités. » Et Arturo Labriola, dans son livre *Au delà du capitalisme et du socialisme :* « Il n'est pas de classe de gens où la haine du travail manuel soit plus vive que parmi ces éléments d'origine ouvrière, nouveaux venus aux délices de promulguer des décrets et de rédiger des circulaires (et n'oublions pas les discours). Ils ont vite fait d'oublier l'usine, l'atelier, le marbre de composition typographique, le métier à tisser, le marteau et la faucille (sans faire de symbole), en un mot, tout ce qui permet et seconde le progrès de l'industrie. Donc, un vaste développement de la bureaucratie : voilà de toute évidence un effet du développement du socialisme et, avec la bureaucratie, le parasitisme social. »

Cela ne le différencie pas du capitalisme, si l'on veut bien retenir que le capitalisme est essentielle-

ment un égocentrisme économique, asocial par conséquent, qui a pour fin exclusive le profit d'argent.

Sans doute, les Soviets prétendent supprimer la monnaie. Mais jusqu'ici ils ne l'ont pas pu, et ils le pourront de moins en moins, à mesure qu'ils essaieront, dans leur essor impérialiste, d'imiter la production surcapitaliste.

### Identité du Pratique et du Profit.

Je sais bien aussi qu'ils disent vouloir substituer le terme de Besoin au terme de Profit comme distributeur de la richesse. Mais on ne voit pas jusqu'ici qu'ils y inclinent. L'exportation de blé, alors que la population est affamée, est dans la ligne de l'économie la plus inhumaine du profit.

Dans leur idéologie, ils n'opposent que des mots au capitalisme et ne peuvent s'élever à une notion vraiment révolutionnaire, celle de l'utilité positive. Pratique, par exemple, dont M. Joseph Dubois nous dit *(Une nouvelle humanité : U.R.S.S.)* :

« Ce « Pratique » est essentiellement de définition soviétique, car il ne se heurte pas à la considération d'un rendement supputé et déterminé qui imposerait une limite même à cet effort, trop grandiose pour accepter des frontières. Par là, ce « Pratique » côtoie, peut-être, l' « Irréel », comme le « Divin » et le « Glorieux » de jadis. Mais il donne son caractère essentiel à l'effort soviétique qui est d'essence pharaonique, à la fois par l'envergure des installations et surtout par la négligence totale de leur rendement. Aucun dividende n'a jamais été prévu pour les Pyramides dont l'édification correspondait à des conditions démographiques et à des extériorisations de puissance présentant, avec l'expansion soviétique, la plus curieuse analogie. »

Sans le vouloir, par cet exemple, M. Dubois nous

fait bien comprendre la consanguinité du communisme et du capitalisme. En effet, s'il s'était agi seulement de citer un précédent du travail insoucieux de rendement et de profit, l'Acropole et les Cathédrales eussent été plus indiquées parce que ce furent de sublimes œuvres humaines de haute utilité spirituelle, de celles que le surcapitalisme est bien incapable de créer et même de conserver. Mais les Pyramides, exaltation du profit de vanité des Pharaons, s'imposent naturellement à l'esprit quand on cherche une comparaison avec le travail rationalisé et soviétique, travail d'esclaves. On sait que Lénine admirait, comme un barbare qu'il était, la technique américaine, expression la plus féroce de l'exploitation esclavagiste.

Le « pratique » n'est qu'un mythe qui dissimule le profit de la bureaucratie innombrable du Parti. Dans quelle mesure est-il accepté par les masses russes ? En tout cas, ce n'est pas spontanément, librement. Les mensonges de la presse gouvernementale (il n'y en a pas d'autre), un despotisme asiatique, soutenu par une répression féroce, implacable, peuvent laisser sceptique sur la valeur persuasive de ce mythe.

### Le capitalisme propagateur du communisme.

La *Pravda* ose écrire : « Le plan quinquennal est le facteur le plus important de l'assaut livré par le prolétariat mondial au capital ; il est, en son essence, un instrument de destruction de l'économie capitaliste, un plan grandiose de révolution mondiale. » — Des mots derrière lesquels se cachent la dernière étape du capitalisme et la destruction de toute civilisation humaine.

Ce sont les peuples les plus avancés dans la voie régressive du surcapitalisme qui ont stupidement

équipé les Soviets pour leur permettre d'exécuter leur fameux plan quinquennal. De même, on équipera la Chine pour lui permettre de réaliser le plan décennal qu'elle se propose, puis les pays balkaniques, puis l'Inde... Il semble que la fiction du profit immédiat annihile ou détraque toutes les facultés mentales.

Un audacieux financier qui eut des malheurs, M. O. Homberg, le reconnaît dans son appel de détresse *(S.O.S.)* : « La tragi-comédie des États capitalistes consiste en ceci que, non seulement ils se montrent oublieux de ce principe de réciprocité qui doit dominer les relations internationales, les régir et les contrôler ; qu'ils tolèrent depuis de longues années l'immixtion de l'U.R.S.S. dans les affaires intérieures des États étrangers et favorisent sur leur propre sol, sous prétexte de rétablissement de relations diplomatiques, la création, sous le simple décor d'ambassades, légations, ou consulats, de centres de propagande à la fois démesurés par leur personnel et souvent criminels par leur activité ; qu'allant plus loin encore, ils soutiennent eux-mêmes et aident à réaliser le plan quinquennal. Il leur suffit, le plus souvent, d'être alléchés par quelques commandes ; beaucoup d'entre eux consentent des crédits à longs termes pour lesquels ils donnent leur garantie, dégageant ainsi de tout risque les entreprises privées qui fournissent le matériel. En outre, les directeurs techniques des entreprises soviétiques, les auteurs de toutes les parties techniques du plan, sont des experts qualifiés, fournis par les pays capitalistes. Une telle politique est strictement une politique de suicide. »

Suicide ? Peut-être. Mais le capitalisme, s'il doit en mourir, n'a vécu que par le développement de son propre principe suicidaire, dont le communisme est

une extension. Comme celui-ci, il n'a pas de patrie, et l'ordre social, tout ce qui est humain lui sont indifférents. Il va au communisme comme le fleuve à la mer. Il fomente les grèves, les émeutes, les insurrections, il provoque les banqueroutes, les famines, les guerres, et il les exploite en trafiquant avec l'ennemi. Il faut être d'une candeur de financier pour imaginer que le capitalisme pourra faire une discrimination intelligente des bénéfices possibles, et le profit accepter de se limiter.

D'ailleurs, le fameux plan quinquennal n'est qu'une mystique capitaliste. C'est le suprême point de convergence de l'extrême démocratie et de l'extrême ploutocratie. Une phase inévitable.

De là l'attraction des États-Unis pour la Russie et de celle-ci pour ceux-là. M. Dubois signale de nombreux touristes américains qui sont revenus enthousiasmés de ce qu'ils ont pu voir à Petrograd, et il nous assure que M. Roosevelt doit manifester publiquement son admiration cent pour cent pour l'U.R.S.S., république sœur, dès qu'il aura pris possession du pouvoir. Dans *Les ravages de la démoploutocratie américaine*, j'ai indiqué cette évolution fatale des États-Unis vers le communisme.

### Le marxisme a la remorque du capitalisme.

Dans sa *Décomposition du marxisme*, Georges Sorel fait remarquer : « J. Guesde était bien dans la tradition marxiste lorsqu'il disait à la Chambre, le 24 juin 1896, que le problème du travail ne pouvait offrir de sérieuses difficultés dans une société collectiviste ; en effet, on arriverait, par tâtonnements, à fixer les durées de travail assez courtes pour les métiers les moins demandés, de manière à y attirer le nombre d'hommes dont on aurait besoin. « Le jeu « de l'offre et de la demande suffira à déterminer, sans

« arbitraire, et sans violence, cette répartition qui « vous semblait tout à l'heure un problème insoluble. « D'autres ont pensé qu'au lieu d'offrir aux travail- « leurs l'appât du plus grand loisir, il serait plus pra- « tique de continuer à leur offrir l'appât d'un salaire « surélevé; cette solution paraît comporter une attrac- « tion plus puissante ; mais l'essentiel est de montrer « ici seulement que c'est par un mécanisme emprunté « à l'ère capitaliste que le socialisme compte régler « la répartition. » En définitive, le marxisme est beaucoup plus près de l'économie qu'on nomme manchestérienne que de l'utopisme. C'est là un point capital à relever. »

Et il ajoute : « Marx n'a jamais eu de sympathie pour la morale de renoncement bouddhique ; il voyait l'avenir sous la forme d'un prodigieux développement industriel... C'est sur le progrès technologique, sur la science et sur le droit, que se constitue la société nouvelle. »

Elle n'aura pas duré longtemps, même sous le nom trompeur de socialisme. Au reste, si de ces deux métaphysiques, l'une, le bouddhisme, en effet, mène au marasme, à la folie et à l'anéantissement, l'autre, le matérialisme social, certainement, mène à l'idiotie et au chaos destructeur.

En résumé, le marxisme exalte toutes les folies du capitalisme qu'il prend pour des énergies. Comme lui, le plus haut but qu'il propose à l'humanité est la production matérielle. Que celui qui l'a conçu ou plutôt formulé appartienne à la race qui a été la promotrice du capitalisme, rien de plus caractéristique.

La guerre démocratique des pauvres et des riches, sporadique et contingente, n'était que les prémices de la lutte de classe universelle et nécessaire. C'est par le capitalisme que le *morbus democraticus* prit toute sa virulence.

Marx s'est d'ailleurs lourdement trompé en pensant que le développement industriel s'affranchirait du capitalisme commercial et usuraire ; mais il faut reconnaître que de son temps il était permis de le croire. C'est le contraire qui s'est produit. C'est la haute banque qui, actuellement, gouverne toute l'industrie en étant maîtresse des prix par l'or qu'elle détient. Les socialistes qui ânonnent les axiomes de Marx sans tenir compte de cet important change ment sont des fourbes, comme Léon Blum, ou des imbéciles, comme ses électeurs. Ou bien encore de purs idéologues, comme Georges Sorel.

« Autrefois, écrit celui-ci, les entreprises capitalistes étaient dirigées par des hommes dépourvus de connaissances scientifiques, parce qu'elles étaient conduites à la manière des affaires commerciales ou usuraires. On était effrayé en constatant la disproportion qui existait entre la capacité des directeurs d'usines et la science du temps. Aujourd'hui, la science a fait des progrès immenses, mais elle n'est demeurée étrangère, dans aucune de ses parties, aux ingénieurs qui dirigent les ateliers. Le problème qui avait le plus préoccupé les utopistes se trouve résolu par le capitalisme contemporain ; s'il y a encore des exceptions, c'est que le régime industriel n'a pas partout triomphé, et que l'aristocratie financière exerce encore sa mauvaise influence sur un certain nombre d'affaires. »

Or, et c'est le signe du temps, la finance internationale domine tout, et même chez les Soviets elle est en voie de conquête.

### L'avenir de l'intelligence.

Le mètre le plus exact d'une civilisation est certainement la place qu'y occupent les choses de l'esprit et leurs agents. Or celle que leur assigne la

démoploutocratie est toujours précaire et dégradante. Le capitalisme réduit les intellectuels à l'état de dilettantes inutiles, d'écornifleurs, de bouffons, de prostitués; et le communisme, à l'état d'esclaves, qui est malgré tout préférable : dans les chaînes, un Épictète dispose de son âme.

Dans le pays d'égalité qu'est l'U.R.S.S., les intellectuels sont traités comme les valets et les mignons du capitalisme qu'ils sont. Étant méprisables, ils sont méprisés. Il est logique qu'ils comptent moins que le dernier des bourgeois, dès lors que l'argent qu'ils aiment tant ne compte plus. Il est vrai que les penseurs, les vrais savants sont encore plus maltraités. Les Soviets n'en ont pas besoin : ils n'ont besoin que d'ingénieurs, de savants de laboratoire et de littérateurs publicitaires et propagandistes.

Mais ce matérialisme est court, il ne peut aller loin. Il faut des saints pour faire des hommes de moralité moyenne ; il faut des héros pour faire des hommes de devoirs quotidiens ; et pour susciter seulement des talents, il faut des génies. Une rare élite est nécessaire au développement intellectuel et moral de l'ensemble. Si elle disparaît, toute lumière s'éteint. Tout l'humain se défait.

Les gens du Kremlin commencent à s'en inquiéter quand leurs succès matériels ou le fanatisme ne les aveuglent pas.

Les vieux communistes d'idées disparaissent peu à peu et sont remplacés par les jeunes, ingénument, férocement matérialistes, non seulement en théorie, mais en actes. Et pour mettre en branle l'énorme machine soviétique, il faut, tout de même, le coup de pouce de l'idée ou de son succédané, le mythe.

Même au point de vue purement intellectuel, il y a de nombreux exemples d'affaiblissement. Je n'en

citerai qu'un, suffisamment caractéristique. Pour se faire soigner, quand ils sont gravement malades, les bolchévistes les plus notables font venir des médecins de Berlin. On a remarqué que l'un des rares motifs pour obtenir l'autorisation de quitter le pays était l'obligation de se faire traiter à l'étranger. Et pourtant l'ancienne Russie avait des médecins de tout premier ordre. Détail, certes, mais significatif.

C'est que l'intelligence, pour ne pas parler de l'esprit, n'est pas une production comme le pétrole. Ce qui fait merveille ici : la rationalisation, l'intégration, l'automatisme de la collectivisation, lui est mortel.

Les progrès économiques, comme tous les progrès matériels qui se réalisent isolément, s'ils ne sont pas soumis à une discipline plus haute, en vue d'une fin humaine, se retournent contre tout réel progrès. La profonde erreur de Marx est là, rien que là.

Un panégyriste du soviétisme, M. Joseph Dubois, nous en fournit cet exemple : « En attendant ces développements, force nous est de constater pour l'instant la mise en sommeil des intellectuels en U.R.S.S... Je vois partout en Russie soviétique des *contremaîtres*, mais je ne vois nulle part des *disciples*. Or, ce ne sont pas des contremaîtres, des gens de l'outil qui ont bâti la République philosophique et la tiennent ferme sur ses assises, mais des gens de la pensée dressés à l'éternelle controverse sociale dans l'atmosphère de haute intellectualité qui est l'honneur du monde capitaliste et la condition du progrès que ce monde élabore constamment même contre son statut, par la vivante image du Kronos qui dévore ses enfants. Parmi la jeunesse ardente de l'U.R.S.S., qui sera le successeur de ces vieux encore aujourd'hui à peu près seuls gardiens des consignes essentielles qu'en 1917 ils imposèrent ? Hantés par

l'idée du « pratique » et du machinisme, les jeunes gens de là-bas semblent assimiler la parure de l'esprit à une de ces simples coquetteries déplacées dans le monde nouveau : leur idéal est à peu près l'idéal américain, lui-même à base d'une ignorance, mère prolifique d'erreurs et de catastrophes. » Il n'est que d'y réfléchir pour saisir là encore les similitudes et la filiation du capitalisme, de l'américanisme et du communisme. Progrès économiques ? Oui, mais qui, étant exclusifs, aboutissent à la profonde barbarie d'un recul de l'esprit.

« En U.R.S.S., dit encore M. Joseph Dubois, j'ai vu les représentants du capitalisme américain littéralement agenouillés devant les réalisations du Plan. Depuis mon retour, j'ai entendu à Paris, au cours d'une conférence, des échos intéressants de la mentalité développée chez les Américains par la crise qui les accable. Le conférencier a pris soin de signaler un danger encore à peu près inconnu, savoir que le quart de la population américaine était aujourd'hui gagné par les idées bolchéviques, et voilà le raisonnement que tiendraient ces néophytes. « La Russie « soviétique s'équipe dans des conditions telles qu'elle « va nous ravir la suprématie mécanique. C'est « aujourd'hui un pays de superlatifs, le pays que « nous étions naguère... La plus grande chaîne est « à Karkov, le plus grand barrage sur le Dniéper. « Or, l'essentiel, c'est d'être le premier et de le rester, « quoi qu'il en coûte. »

### L'ÉCONOMIE PARFAITE.

Tout absolu est impérialiste. Je ne sais pas si le bolchévisme parviendra à déshumaniser le monde, s'il ne s'écroulera pas prématurément dans quelque effroyable cataclysme. Cela dépendra des forces d'humanité qui sauront lui résister. Pour le moment, on

ne les voit pas. Je vois même le contraire : tous les peuples prosternés devant l'idole d'or du profit qui, tel l'éléphant sacré des Hindous, va les écraser. Est-ce qu'alors le communisme n'apparaîtra pas comme salvateur aux masses mortifiées et dépouillées de toute spiritualité ? Car, ne l'oublions pas, il représente le pratique, la meilleure économie. Et à notre époque n'est-ce pas là tout ? Le pratique soviétique est le fils démocratique du profit capitaliste, car c'est le profit égal pour tous.

La filiation du capitalisme au communisme, en passant par l'étatisme, est certaine. Elle est à la fois psychologique, sociologique et morale. Cela explique bien des choses, notamment l'appui qu'ont toujours trouvé les Soviets auprès du capitalisme américain. J'en citerai cet exemple rapporté par M. H. R. Knickerbocker *(Les Progrès du plan quinquennal)* :

« Le 1er mai 1930, les représentants des Soviets signèrent, à Dearborn, un contrat avec Henry Ford pour les brevets, l'aide technique, etc..., et un peu plus tard, le contrat pour la construction de la ville fut passé avec l' « Austin Company », ingénieurs constructeurs de New-York et de l'Ohio. D'après le premier contrat, Ford accepte, pour la somme de 30 millions de dollars, de fournir au Trust automobile soviétique les plans des autos, 74.000 séries complètes de pièces détachées, des ingénieurs pour commencer les constructions, et il accorde aux Soviets l'autorisation d'envoyer à Dearborn un certain nombre d'ingénieurs pour étudier dans ses usines. Plus d'une centaine y sont déjà. »

Les méthodes de production et de distribution capitalistes créent une disposition mentale communiste (rationalisation, taylorisme, standardisation, intégration, uniformité, conformisme, automatisme,

publicité, suggestion de la mode, etc.). Et ces méthodes, à leur tour, obtiennent leur plus haute perfection dans le système soviétique.

Comme la politique parfaite ou absolue d'asservissement de l'homme aux dieux est dans la théocratie, l'économie parfaite de subordination de l'homme aux choses est dans le communisme.

Il n'y a pas contradiction entre le capitalisme et le communisme, il y a développement logique continu. Bata, le grand industriel tchéco-slovaque, en perfectionnant les méthodes capitalistes, avait créé une véritable organisation communiste. C'est ce que nous fait remarquer M. J. Dubois : « Les grandes formules d'intégration communistes sont déjà pratiquées par les magnats les plus à la page de la production capitaliste. Chez Bata, le squelette est communiste, l'animation est capitaliste, le patron étant condamné à chercher et trouver le profit envers et contre tout autre. »

Peu à peu le capitalisme, par son extension même, détruit les conditions de son existence pour faire place aux conditions de l'épanouissement communiste.

Les procédés du pire capitalisme sont employés chez les Soviets. Par exemple, les primes au travail. M. H. R. Knickerbocker nous dit : « Le travail aux pièces, condamné d'abord par Karl Marx comme l'une des plus diaboliques inventions des capitalistes, et maudit par les communistes d'Allemagne et d'Amérique comme un des moyens de pressurer, est finalement la méthode la plus efficace au point de vue de la rapidité, et elle est devenue la base de la politique du travail du gouvernement soviétique dans l'exécution du plan quinquennal. Elle est partout et exclusivement appliquée dans le pays pour la construction. »

### Le pratique et le rendement.

En somme, ici et là, l'homme est une machine à rendement. Le pratique soviétique est l'équivalent de l'*efficiency*, du « service » américain, — un combiné de bluff hypocrite et de naïveté scélérate.

Les principes matérialistes du capitalisme sont les mêmes que ceux du communisme. Et c'est ce qui domine tout et crée ces similitudes d'applications qui paraissent paradoxales. Mais le communisme est plus logique. Je ne sais si son règne se généralisera et s'il sera de longue durée, ne sachant pas si la déraison et la logique inhumaine ont des limites ; mais ce dont je suis certain, c'est que le capitalisme est irrémissiblement condamné.

« L'économie soviétique est une économie concertée, une économie de plans, écrit M. Vladimir Pozner, porte-plume fidèle de Moscou (*U.R.S.S.*). Non pas dans le but de rationaliser la production ou d'obtenir un rendement supérieur, mais pour assurer la prédominance des formes socialistes du travail, dont les conséquences naturelles sont une augmentation de rendement et un surcroît de rationalisation de tout l'appareil économique et non de telle ou telle entreprise. Produire davantage, mais uniquement pour en faire profiter la communauté tout entière. Baisser les prix de revient et augmenter la productivité du travail, toujours dans le même but. Détruire l'exploitation des uns par les autres, éliminer la notion du profit personnel, obtenir un équilibre constant entre la production et la consommation dans l'ensemble de l'économie et dans chacune de ses branches. »

Ainsi, le Plan, le pratique ou le profit commun, ne visent qu'à produire l'abondance. Soit, c'est infiniment préférable au capitalisme qui ne tend qu'à la

rafle d'argent. Mais en subordonnant à ce but tous les autres, le Plan méconnaît ce qui est de l'homme, il impose une morne égalité grégaire par une contrainte féroce, qui ne laisse plus rien à l'esprit, c'est-à-dire à tout ce qui constitue l'humain. Sans doute, c'est là surtout où une certaine égalité est possible, où elle est même désirable : dans le plus grossier matériel, dans l'assouvissement des besoins physiologiques élémentaires. Mais il est affreux que ce soit là l'unique fin. Il serait bon que tous aient également à manger, que tous aient la même somme de choses quantitatives ; mais non que soient exclus toute hiérarchie, le précieux, la qualité, ce qui est essentiellement humain. La civilisation, qui est de l'esprit, s'élève par une différenciation croissante, elle s'abaisse, elle se défait par le nivellement, c'est-à-dire la destruction de ce qui dépasse l'individu, de ce qui est la raison de toute société.

Sans doute, il y aurait avantage pour l'intelligence à ce que les clercs fussent fixés dans une situation économique aussi simple que celle des prolétaires. Ce serait la condition de leur indépendance, et donc de leur prestige, et donc de leur influence. Pour les agents temporels, il en va autrement. Patrons, techniciens, financiers et politiques, il importe qu'un conformisme intellectuel assez étroit conditionne leur docilité morale. Ici, les différenciations doivent être peu accentuées, étant seulement matérielles.

Cela revient à dire qu'une société ne saurait être un mécanisme, aussi perfectionné qu'on le suppose. Le soviétisme est un mécanisme presque parfait, mais il n'est que cela. C'est pourquoi il est supérieur économiquement au capitalisme ; mais, néanmoins, celui-ci resterait préférable s'il restait possible. Or il ne l'est pas, il l'est de moins en moins.

## L'AGONIE DU CAPITALISME.

Pour assurer le concours en garantissant l'indépendance, pour maintenir l'égalité où il faut et développer les différences où elles sont indispensables, il faut substituer le principe de l'utile au pratique soviétique et au profit capitaliste, c'est-à-dire l'organique au mécanique et le point de vue sociocentrique au point de vue statocentrique et égocentrique. Et ce n'est rien moins qu'une révolution spirituelle, plus profonde certes que celle qui fut accomplie par le christianisme.

Déjà, le capitalisme est hors de question. En instituant l'universel primat de l'économique, il a provoqué sa défaite certaine. Car l'économie dirigée, l'économie communiste (je ne dis pas : soviétique), fatalement, doit l'emporter.

Théoriquement, dans la mesure où il est applicable, sans réaction d'humanité, le communisme résout victorieusement les problèmes que le capitalisme laisse insolubles. La vraie solution de la crise telle que la cherchent les pontifes de l'économie politique, est là, ne peut être que là, — dans le communisme.

En effet, il est évident que l'absurdité de la « surproduction » et donc les misères du chômage ne sauraient exister dans un système de travail communiste. Ce que le capitalisme imagine pour pallier les effets de ces désordres : secours, assurances sociales, contingentement, droits protecteurs, sont de nature étatiste, socialiste. Ainsi, pour se maintenir encore quelque temps, le capitalisme doit faire intervenir ce qui l'achèvera.

Hormis la bureaucratie, qui est sa tare indélébile, le communisme idéal met fin à l'effroyable gaspillage capitaliste, au gâchis de la production erronée, de

la distribution anarchique, de la circulation engorgée. Il supprime la multiplicité incohérente des boutiques, la publicité, les professions parasitaires, les transports inutiles, les travaux parcellaires du ménage et de la cuisine, etc.

De plus, une production, qui n'a pas de dividende, de tantième, de bénéfice, de courtage à payer, dans la mesure où elle est affranchie de l'apport étranger, dont l'intégration et la rationalisation n'ont pas de limite, ne peut avoir de rivale.

Déjà les plus puissants trusts de pétrole sont pris de panique. Ceux-là même qui ont financé, équipé l'U.R.S.S. crient au *dumping*, à la concurrence déloyale. Sottise. Il ne peut s'agir de *dumping* pour un peuple qui, en fait, a supprimé la monnaie. Ce qu'il en conserve n'étant que pour les transactions avec les anciennes économies qu'il doit rapidement résorber.

Donc, économie parfaite, je veux dire aussi parfaite qu'on puisse le souhaiter. Et politique presque aussi parfaite que furent les vieilles théocraties. L'ordre matériel, s'il peut y avoir un ordre strictement matériel, est parfaitement réglé par un mécanisme imperturbable qui est l'État.

Les bolchévistes ont poussé jusqu'à son terme absolu, qui est le néant, l'erreur démoploutocratique matérialiste. Aussi sont-ils en voie de conquérir l'Asie, les Amériques. Parviendront-ils à conquérir aussi les parties de l'Europe occidentale de plus ancienne civilisation ? Cela dépendra du degré de décomposition de celles-ci et de leur puissance vitale de réaction.

En tout cas, ne désespérons pas. Ce ne sera jamais qu'une éclipse. Une société est une spiritualité. Et l'humanité est sociale. Elle ne peut se laisser broyer par un mécanisme. Aux âges les plus obscurs, elle a renversé les théocraties disposant de formidables

forces de compression ; elle ne supportera pas mieux le sauvage bolchévisme. Celui-ci n'aura joué d'autre rôle que de détruire ce qui doit être détruit.

## V. — SOLUTION

Solution ? — Sans doute ; mais non partielle, non de la crise insoluble. Laissons ce jeu puéril aux politicards, aux experts et à leurs ridicules et funestes conférences. Solution générale, et donc spirituelle. Celle de l'équilibre économique, de l'ordre politique, de l'unité morale.

Croit-on que le torrent dévastateur des idéologies délétères, des passions médullaires, de l'égocentrisme féroce des instincts et des appétits puisse être endigué et remonté par des combines financières ou des trucs législatifs, ou même par la seule affirmation de l'intelligence, de l'intérêt général, permanent, humain ?

Allons donc ! Dans notre indescriptible anarchie morale, toute propagande de parti, toute prédication de secte augmentent l'effroyable désarroi, sans plus. L'appel — quel qu'il soit — au Nombre est toujours une affreuse aventure.

Les vérités générales, la pensée de bon sens et l'action sociale efficace ne sont jamais démocratiques. Les foules, paysannes, ouvrières et bourgeoises, ne sont vraiment à leur place qu'à travailler, combattre, obéir, aimer et prier. Sans guide moral, sans dogme intellectuel, sans ressort social, elles vont naturellement, d'instinct, à leur perte.

La nature est antidémocratique. Un corps décérébré, ne coordonnant plus ses mouvements, se détruit fatalement. Et, aujourd'hui, l'individu sans lien organique, c'est-à-dire spirituel, en s'ajoutant à

d'autres individus, ne peut former que des agrégats sans âme.

Rien n'est plus que poussière. — En tas, certes ! Et il en est de même pour l'économique, le politique et le moral.

Le type affreusement standard et grégaire des gens d'aujourd'hui, il semblerait que cela dût à tout le moins favoriser un consensus, une certaine unité morale : mais sur quoi se fonderaient-ils, où se prendraient-ils ? C'est le néant. Le signe de ce temps est la décomposition. En tout et sur tout. Et la décomposition de ce qui est déjà décomposé.

### L'avarice, l'usure et le profit.

Il faut s'entendre. En attribuant la crise au capitalisme, on ne vise pas le capitalisme qui fut et qui ne peut plus être, le capitalisme idéal qui n'a jamais été ; mais le surcapitalisme présent, abstrait, métaphysique, qui mène au communisme intégral et à la sombre démocratie universelle, autrement dire à la fin de toute civilisation.

Ce qui caractérise cet état morbide, c'est la négation de toute considération d'humanité dans les rapports économiques. La crise en témoigne, et, plus encore peut-être, on l'a montré, les prétendus remèdes, contradictoires d'ailleurs, que proposent ceux qui veulent surtout préserver la cause. Plus tard, si le monde échappe à ce sinistre vertige et si la raison reprend quelque pouvoir, ce délire semblera n'avoir été qu'un cauchemar d'ivrogne.

Certes, c'est seulement dans le religieux, par le spirituel, que s'élabore le dévouement qui est l'âme de toute civilisation. L'économique est autre chose. L'homme économique sera toujours mû par son intérêt. Mais il peut concevoir celui-ci, impulsivement, sous l'aspect du profit d'argent, ou, raisonnablement,

sous celui de l'utilité sociocratique. Et cela, c'est tout le problème de l'ordre économique. Il en est ainsi de l'instinct de conservation biologique qui se manifeste devant le danger de tout autre façon chez le sauvage que chez l'être tant soit peu socialisé, chez la brute que chez l'intelligent, chez l'ignorant que chez le savant, dans une foule grégaire que chez le soldat discipliné, chez le pacifiste que chez le pacifique.

Le capitalisme a provoqué cette obsession morbide, universelle du profit d'argent, qui a fini par se substituer à tout autre mobile comme à tout idéal, ce qui constitue au social une véritable vésanie monomaniaque.

Ici, il convient de remarquer que l'usure et l'avarice, par cela même qu'elles eurent à subir toujours quelque réaction sociale et que leur pratique ne fut jamais généralisée, sont tout autres.

Les Juifs, qui furent peut-être les innovateurs de l'usure, ne la pratiquaient qu'avec l'étranger. C'était un moyen de guerre. Mais, au contraire, entre eux, aux Jubilés, — toutes les dettes étaient remises. On cite encore Caton l'Ancien, Brutus, Pompée, Sénèque, comme usuriers féroces. Mais cela même montre que l'usure était un fait spécial plus ou moins réprouvé, suivant les circonstances.

On en peut dire autant de l'âpre soif des richesses, plus répandue encore. Elle n'est qu'une manifestation instinctive de cet égoïsme naturel qui veut, pour soi d'abord et pour les siens, le bien-être, la sécurité de l'avenir et plus de puissance. Mais ces désirs, parce que légitimes, étaient contenus dans de certaines limites par une socialité lentement acquise et une sage direction de la raison. Au surplus, le dévouement, cette fleur de toute civilisation, s'opposait aux excès de l'avarice.

Au lieu de la tourbe des démagogues politiques,

des femmelins littéraires et des pontifes vénaux, les instituteurs et directeurs de l'opinion étaient parfois ceux qui, d'une magnanime volonté, épousaient la Pauvreté. Il y avait quelque chose au-dessus de l'argent. Dante, immortellement, flétrit l'avidité des richesses personnelles, *inutiles*, en refusant à l'avare jusqu'aux affreux honneurs infernaux ; Shakespeare, ne connaissant pas les Yankees, dévoue Shylock à l'exécration éternelle ; et notre Molière ridiculise Harpagon, implacablement...

Sans doute, la psychose universelle du profit, apparemment, tient de l'avarice. Mais, socialement, c'est beaucoup plus. En nature, en dimension, en intensité, en conséquences. Qu'est-ce que l'antique usure auprès des profits anonymes de la ploutocratie cosmopolite ? — Ils sont pris, ceux-ci, non à un homme, mais à des nations, à l'humanité tout entière, sur la chair, le sang et l'âme.

D'un trait, on peut le marquer : l'État, la société, la religion ont, jusqu'ici, toujours dominé, refréné, par leurs moyens respectifs, temporels et spirituels, l'usure et l'avarice. Aujourd'hui, ils ne peuvent rien contre le profit, sinon en servir le culte. Et c'est surtout cela qui les défait lamentablement. Pour ne pas sombrer dans la barbarie, l'humanité devra donc reconstituer ces grandes forces de civilisation en abattant l'idole infâme par une héroïque réaction du positif et de l'utile.

### La garantie de l'indépendance.

La propriété privée est un des moyens essentiels, comme la famille et la patrie, d'élever l'humanité. C'est en cela qu'elle se légitime et dépasse l'individuel, le temporaire et le temporel. Le capitalisme n'en retient que le droit d'abuser. Il ne voit que la richesse viagère, de hasard, « anonyme et vaga-

bonde », sans devoirs comme sans garantie. Par là encore, il se constitue le fourrier du communisme.

L'emploi des richesses, du point de vue sociocratique qui est celui de l'ordre, est plus important que leur production. Pour le capitalisme comme pour le marxisme, ce qui montre bien leur affinité cachée sinon leur filiation, c'est le contraire. Il est vrai que la production même est influencée, régularisée par l'emploi.

Proprement, il n'y a pas de richesse individuelle, car le capital et le travail, aussi le génie, sont les fruits d'une coopération de la collectivité dans tous les temps. Les morts, dont nous sommes les héritiers indivis, y eurent plus de part que les vivants. Mais la conservation de tous ces biens et leur accroissement exigent la responsabilité, c'est-à-dire la concentration et l'appropriation personnelle. En assurant le concours et garantissant l'indépendance, elle nous préserve ainsi de l'abjecte tyrannie rétrograde des foules, du capitalisme et de l'étatisme.

Selon A. Comte, l'indépendance de l'agent est indispensable pour constituer les conditions de moralité, d'efficacité et de progrès. En effet, le progrès suppose l'entière indépendance du génie, qui est toujours en opposition avec l'ensemble de ses contemporains. Le communisme, qui n'est qu'une efflorescence du capitalisme et de la démocratie, serait d'abord l'avènement d'un despotique conformisme à la base, par en bas, par le plus bas. Les États-Unis et la Russie déjà nous offrent un aperçu suffisant de cette nouvelle barbarie qui nous menace.

Comte avait donc bien raison d'assimiler l'étatisme au communisme.

L'étatisme et la démocratie, le capitalisme et le communisme, au demeurant, c'est la démente et absurde proclamation de la subordination du social

aux intérêts putatifs de l'individu, et la croyance, non moins insane, que la contrainte légale et la violence peuvent contenir les appétits antagoniques déchaînés, et même les faire converger.

Une solidarité organique est souhaitable entre les nations comme entre les individus ; mais non une solidarité mécanique. Car celle-ci est au détriment de l'indépendance. Dans notre affreux désordre, c'est l'indépendance nationale qui doit surtout prévaloir. Or la condition en est, sinon l'autarchie, du moins une politique fermement nationale et une économie complexe pour les pays particulièrement menacés qui doivent produire leurs propres moyens de subsistance et se moins soucier de la mercantile balance commerciale.

### L'imbécile superstition.

En réalité, le capitalisme, adultérant toutes les notions, faussant tous les rapports, a détraqué les rouages et paralysé la production même. Ce qui était inéluctable, dès lors qu'en vue du profit, on donnait pour fin à la production, non pas de satisfaire les besoins réels, mais d'accumuler les moyens d'échange, raréfiés arbitrairement. Et ce fut cette aberration qui fonda l'impérialisme de l'or.

Ce fut donc, d'une part, le chômage et ses misères, d'autre part, la ruine des épargnants trop nombreux : la crise, en un mot, qui ne finira qu'avec le système.

Comme le travail est trop productif, la prévoyance est trop efficace. Le capitalisme tourne le bien en mal. En quoi il faut reconnaître qu'il est morbide. L'épargne préconisée avec feu par les moralistes et les économistes est devenue la thésaurisation vigoureusement honnie par les financiers. Ce qui pourrait être les heureux loisirs dispensés à tous devient le hideux chômage. Plus hideux encore d'être renté.

Et par là nous voyons que tous les remèdes proposés pour enrayer la crise ne peuvent que l'aggraver. Il est vrai que cette aggravation sera énergiquement démonstrative. En fait, du ploutocrate qui tire les ficelles au pantin démagogue, tous sont persuadés de la productivité indéfinie de l'argent, et aussi de la force et du bien qu'il dispense. C'est l'absolu de l'absolu.

« Il y a de nos jours, dit l'économiste Otto Effertz, et il y a eu pendant toute la carrière historique de l'homme, une erreur prédominante qu'il faut connaître sous peine de ne comprendre rien, ni à la vie quotidienne, ni à l'histoire : c'est que les individus croient que leur intérêt économique consiste à augmenter leur revenu net en argent. »

Mais ce fut d'abord, je le répète, un puissant stimulant de la production, de l'ingéniosité et même du génie. On n'en voyait pas les conséquences lointaines et les développements pernicieux.

En effet, c'est peu à peu que le profit s'est déplacé. En s'amenuisant de plus en plus sur le produit et le service, en s'accroissant démesurément sur la manipulation même du produit ou service, sur l'agio, etc., et par la falsification, le mensonge et le chantage. C'est ici que l'axiome de Proudhon, si mal entendu, se vérifie : « La propriété, c'est le vol ».

### La science asservie.

Cette grossière superstition devait d'autant mieux se propager que, durant ce long interrègne spirituel, elle ne se heurtait à aucun obstacle moral.

Ainsi que l'ont signalé A. Comte, Proudhon et Maurras, jamais, même sous les plus effroyables théocraties antiques, l'intelligence ne fut plus asservie. Il est vrai que le joug est volontaire. Mais la prostitution est plus contraire à la liberté spirituelle

que l'ergastule et le fouet dont l'ironie et la révolte libèrent les forts. Beaucoup d'esclaves furent certes plus libres que nos intellectuels, chamarrés et gorgés d'or. Et plus fiers.

Les ravages sont immenses, et ils n'épargnent pas la science et les savants. Là aussi, c'est le profit qui propulse dans un sens régressif et catastrophique. Cela est bien mis en lumière dans la partie la plus forte de l'œuvre, toute matérialiste, c'est-à-dire métaphysique, de Marx. En effet, on ne saurait nier l'influence prépondérante de la technique sur la science, et la technique est le nourrisson du capitalisme. C'est pourquoi il y a tant de points de contact entre le bolchévisme et l'américanisme.

La science ? — A. Comte en avait une autre conception quand il considérait les « manœuvres de laboratoire », les « fabricants de mémoire », le matérialisme enfin comme ce qui s'oppose le plus à l'épanouissement synthétique de la vraie science humaine. C'est ce qui lui valut, d'ailleurs, la haine académique et ce qui lui assure l'immortalité.

De même qu'on prétend chercher à savoir ce qu'on ne peut savoir ou à appliquer inconsidérément des découvertes de hasard sans se soucier des conséquences humaines de ces applications, de même on a poussé follement la production erronée. Pour le seul profit.

### Lutte de classe, lutte pour le profit.

Mais la démocratie est comme la plupart des névropathes : si l'on ne peut aller jusqu'à dire qu'elle chérit ses maux, en fait, parfois inconsciemment, elle en aime les causes. Elle a donc une propension à leur en attribuer de fictives pour mieux préserver les réelles.

C'est ce qui se passe présentement. Il semble qu'on

ne puisse envisager la nature de la plaie qui ronge notre civilisation. C'est ainsi que, dans l'effroyable chaos politique et économique qui s'aggrave de plus en plus et qui, indubitablement, est dû aux exagérations universalisées du profit, des hommes, par ailleurs sensés et éclairés, des nations même, qui se prétendent civilisées, en viennent à proposer, pour sauvegarder le sacro-saint profit, la destruction des marchandises et des machines. Ils dénoncent la technique, la rationalisation, la baisse des prix comme des calamités. Le capitalisme devient l'ennemi du progrès matériel comme il l'était depuis longtemps déjà du développement intellectuel et de l'ordre moral.

Quoi qu'il en soit des attitudes et des apparences latitudinaires, socialistes, syndicalistes, communistes même sont les dévots de la même idole. Certes, dans la guerre éternelle des pauvres et des riches, ils ont pris parti. Mais non contre le capitalisme, comme ils disent. Car, au demeurant, la lutte de classe n'est qu'une forme de la compétition pour le profit.

Les démagogues, les socialistes ne sont-ils pas les premiers à proposer des mesures de restriction de la production et d'entraves à la circulation ? Comme les conservateurs, ils sont avant tout les cerbères, dans un autre camp, du profit. Si on les suppose sincères, ils ne réclament jamais pour le peuple que des avantages pécuniaires : surcroît de salaires, congiaires ou rentes d'État. Et le moyen pour eux est le même que pour les ploutocrates : la hausse des prix par tous les moyens.

Quand, il y a trois quarts de siècle, Karl Marx et ses meilleurs disciples se faisaient, avec les financiers, les apologistes de l'industrie à grand rendement ; quand les Soviets, aujourd'hui, s'efforcent de faire de l'immense Russie une colossale usine à l'amé-

ricaine, ce n'est pas pour le mieux-être humain, c'est pour le profit. On objecte, il est vrai, qu'ici on le veut collectif. Qu'est-ce à dire ? Le dynamisme du profit ne s'affirme que pour une domination individuelle par l'argent. Il est toujours, au fond, constitué au détriment de quelqu'un. Il ne saurait donc être vraiment collectif, c'est-à-dire social. Sinon, il serait beaucoup plus simple d'instituer la prise au tas de billets de banque imprimés à profusion. Le socialisme n'est que le mensonge démocratique à sa plus cynique expression, n'étant qu'une figure de la guerre des pauvres et des riches, qu'il faut entendre aussi bien de ceux-ci contre ceux-là que de ceux-là contre ceux-ci.

### La bourgeoisie et le prolétariat.

Toute classe privilégiée tend à se perpétuer et même à grossir ses privilèges parasitaires. C'est par là, inconsciemment, qu'elle est suicide.

Aussi la bourgeoisie surgie du capitalisme, devenue puissante par lui et qui s'est multipliée monstrueusement, sera toujours hostile par quelque côté au rétablissement de l'ordre parce qu'elle croit bénéficier surtout du désordre. Ce qu'elle appelle l'ordre, c'est la défense désespérée de ses dividendes, de ses rentes, de ses droits d'auteur, de tous les éléments de dol et de parasitisme, c'est la conservation de cette anarchie organisée.

Il n'en est pas de même du prolétariat, malgré les apparences. Son sentiment social instinctif ne demande qu'à être éclairé. En tout cas, il n'y a que chez lui qu'on trouve des exemples de l'action désintéressée, anonyme et sans phrase. A cet égard, il est infiniment supérieur aux philanthropes et aux littérateurs idéalistes et mystiques qui n'oublient jamais de passer à la caisse des éditeurs et des journaux.

Certes, les hommes ne sont pas ici d'essence meilleure que là. Ils sont seulement dans une situation plus favorable ici que là à la culture des sentiments sociaux primordiaux.

Même quand il est égaré par de fausses doctrines, le prolétaire projette encore une ombre de socialité. Ce sens est bien moins atone, entre autres, chez le bolchéviste sincère — il y en a — que chez le bourgeois cultivé se figurant qu'il peut faire servir, sans contre-partie, pour son agrément personnel, tout ce que la civilisation a produit grâce à l'effort séculaire d'innombrables générations. Ne le voyons-nous pas s'enrichir de la guerre, spéculer sur les catastrophes ? Yvar Kreuger, qui subventionnait à la fois les hitlériens, les communistes et les rois détrônés, est le type suprême de cette bourgeoisie décadente.

L'habitude du revenu sans travail, du service agréable, souvent inutile ou nocif, mais surestimé en argent, en considération et en renommée, la sécurité du bien-être non gagné, sont dégradantes.

Il y a des hiérarchies et qu'il faut respecter, mais non celles qui sont subversives. La bourgeoisie ne représente plus rien, sinon le désordre. La vraie hiérarchie sera établie par le travail de qualité, par le service utile.

Quoique dans l'ensemble le peuple ait certainement plus de sensibilité et soit réellement plus intelligent, son ignorance le destine à être la dupe de tous les démagogues bourgeois. Évidemment, sous le climat délétère, dénaturant du profit, il ne peut s'élever au sociocentrisme spontané. Il faudrait qu'il y fût incliné par une forte autorité, temporelle et spirituelle, soit par l'exemple d'en haut, soit par des événements rudes. Et la carence des deux pouvoirs ne laisse d'autres recours que les événements.

## Camelote spirituelle.

Laissons donc jouer les événements. Atténuer ou chercher à atténuer les désastreuses conséquences de la sottise, de la lâcheté ou de la cupidité, c'est prolonger la sottise, la lâcheté et la cupidité, les exalter jusqu'à l'écroulement de la civilisation.

Être opposé à toute démagogie, même conservatrice, soulève la haine de la démocratie, de celle surtout qui ne s'avoue pas. Mais éprouver ce que Barrès nommait « la volupté de déplaire », l'isolement vous font un cœur solide et qui résiste aisément aux séductions tentatrices de l'argent, des titres et décorations, de tout ce qui procure la puissance et la richesse en démocratie. Et c'est ce qui importe : non pas dénoncer hypocritement la démocratie par parole ou écrit, mais la condamner en fait.

La question de l'ordre ne sera résolue que par une régénération spirituelle.

Mais attention ! Méfions-nous des mots et des attitudes.

Quand il croit éprouver quelque besoin religieux, le bourgeois les satisfait à bon compte, sans trop léser ses intérêts d'argent. Et, naturellement, une Église déclinante, qui désormais se soucie beaucoup plus du temporel que de ranimer le spirituel, a pour les excès du capitalisme et pour les aberrations de la démocratie toutes les indulgences d'une bonne complice. A part quelques nobles exceptions, les pratiques dévotieuses ne sont donc qu'une élégance qui n'oblige pas, une paresse mentale, une mode, un signe de classe comme le baccalauréat et d'avoir fait semblant pendant de longues années d'apprendre le latin. De même, les plus hauts mandarins chinois laissent pousser démesurément leurs ongles et les riches parents des bambins du

Parc Monceau leur infligent de porter des gants pour marquer leur stupide mépris de l'habileté manuelle, du travail utile.

De par son principe absolu, toute théologie tend à la théocratie. Pourtant, au moyen âge, l'Église ébaucha la séparation du spirituel et du temporel, et c'est son plus grand titre de gloire. Malheureusement, son absolutisme essentiel devait rendre vaine sa tentative. Et, en pratique, elle n'a pas laissé d'essayer toujours d'empiéter sur le temporel en abandonnant nécessairement son propre terrain, qui lui paraissait trop haut pour elle. En périclitant, en s'affaiblissant, c'est cette préoccupation qui l'absorbe de plus en plus.

Cependant, modifier les désirs, changer les mobiles et les principes, déplacer le pivot des actes et des pensers, et donc substituer *l'utile* positif au *pratique* matérialiste et au *profit* individualiste, n'exige pas moins qu'une révolution morale plus profonde et bien plus difficile que celle qui fut imparfaitement accomplie par le christianisme.

Or la bourgeoisie n'est constituée, intellectuellement, moralement, socialement, que par ce qu'il s'agit d'abolir d'abord. Elle peut se renoncer par bêtise ou veulerie : elle ne se régénérera pas spontanément.

Elle préférera crever que de se plier au bon sens social. Et ce ne sont pas ses intellectuels qui la sauveront. Ils sont à ce qui paye, et ce qui paye est précisément ce qu'il faut anéantir. Le monde ne sera sauvé que par les iconoclastes du profit et du pratique, c'est-à-dire par les humbles serviteurs du réel et de l'utile.

Le dédain de la sociologie qu'affectent les scribouilleurs s'explique assez : les gravelures habituelles sont plus à leur portée, plus faciles et infiniment

plus profitables. Et ceux qui font dans le mysticisme plus ou moins morbide sont d'ailleurs de même acabit.

La doctrine positive qui rétablit une saine hiérarchie des vraies valeurs sociales, qui rabaisse les fausses grandeurs, qui vise à supprimer tous les parasitismes, ne peut avoir que des détracteurs chez les sacerdotes du profit.

La compétence est un élément hiérarchique positif. Le capitalisme comme la démocratie amène le règne de l'incompétence dont É. Faguet ne voyait qu'un aspect. Le service utile passe alors après l'intrigue, la brigue, le bluff. Les lettrés, les économistes, les politiciens, avec toute leur cuistrerie et leur outrecuidance, ne sont en sociologie — science de l'utile et du réel — que d'obtus et ignares primaires. Le vernis de la mémoire, de l'aplomb et du bagout n'arrive pas à le dissimuler. Et il y a les résultats.

### Subversion de principes.

La démoploutocratie aboutit à l'anarchie politique, économique et intellectuelle. Voilà le fait crucial. Évidemment, ce ne sont pas des motifs et des buts humains qui déterminent la marche de l'économie capitaliste, mais la création fébrile des sources de profit que sont les modes de fabrication. C'est ce qu'a bien vu Marx. Mais ce qu'il n'a pas vu, si l'on veut bien admettre que le goût pervers de la décomposition, qui est le propre de sa race, ne l'a pas inspiré, c'est que l'importance des modes de production et leur nature même tenaient à l'idée exorbitante, exclusive, qu'on se faisait du principe moteur. Toute chose sociale, saine ou pathologique, ne peut éclore, se maintenir, se dynamiser, que par une idée à la fois mobile et fin : profit, pratique ou utile.

En transférant ce finalisme à l'humain, la socio-

cratie positive substitue le principe d'utilité à celui de profit. Et tout est changé ou plutôt tout est rétabli. D'abord l'équilibre économique et sa base qui est l'ordre. Par exemple, la production, subordonnée à l'utilité d'ensemble, sera toujours en rapport avec la consommation. La surproduction, la production erronée ne pourront se concevoir. Et cette absurdité tragique du chômage, cette honte barbare de la misère en face de la surabondance et d'un gaspillage inouï...

Dans la brume théologico-métaphysique qui nous enveloppe encore, où ne peut que nous empêtrer un empirisme égocentrique étroit et court, l'utile, comme tout ce qui est positif et humain, ne saurait avoir une bonne presse. Au surplus, les clercs, traîtres et simoniaques, se le représentent mal. Ils sont incapables de se dégager d'un égocentrisme déformateur.

C'est surtout parce que l'utilité s'oppose au profit qu'elle a une si mauvaise réputation, soigneusement entretenue par le snobisme bourgeois et l'hypocrisie artistique, littéraire et intellectuelle. Ces purs idéalistes s'accommodent mieux des frivolités, des insanités et des sottises qu'ils débitent à prix d'or.

Pour maintenir ses profits, le capitalisme ne vise qu'une chose : la hausse des prix. Quand les prix des matières premières s'élèvent, Wall Street entre en ébullition. Aussi pousse-t-on, par tous les moyens, les cours ; et les revendications sociales du prolétariat, les grèves, les émeutes, sinon la guerre, sont-elles ici d'un précieux concours. Il y a toujours collusion, formelle ou tacite, entre les éléments de désordre ou de corruption politique et intellectuelle et la finance. C'est pourquoi les gendelettres et les démagogues socialistes sont si favorisés aujourd'hui.

La crise s'accentuera donc jusqu'à la catastrophe finale parce que, pour prospérer ou simplement

durer, le capitalisme est tenu de faire hausser les prix. Or, cette hausse, évidemment, ne peut qu'accentuer le déséquilibre entre la consommation et la production, quelque mesure imbécile prétende l'empêcher, comme la destruction des marchandises ou des machines, les entraves aux progrès de la technique, par exemple, et le travail au ralenti.

En bref, aux racines de tous les désordres, de tous les gaspillages, de tous les parasitismes, de toutes les aberrations, il y a le capitalisme.

« Ce qui est en jeu, reconnaît un des « dieux » du régime, M. de Peyerimhoff, c'est une forme de civilisation en dehors de laquelle on ne distingue guère de chance de progrès pour l'humanité. »

Et l'auteur de *Faillite du capitalisme ?* Lucius, commentant ces paroles, ajoute : « Nous sommes portés à considérer l'ordre social actuel comme immuable. Le président du Comité des houillères nous montre sa fragilité. En s'appuyant sur des données irrécusables, il prouve qu'au train où vont les choses, le retour à la barbarie et à la misère est fatal. »

Mais les souffrances qui en résulteront sont les conditions d'un effort vigoureux et efficace de régénération. Car le capitalisme n'est pas seulement un système vicieux qu'on peut changer ou modifier, il est encore un régime, un mode d'agir, de penser, de sentir, qu'il faut abolir. Or, une telle révolution ne s'opérera pas par la législation et la violence, mais par la pression des faits et de l'implacable nécessité.

### Le climat moral.

Le positif, c'est de comprendre les faits, d'en établir les rapports, d'en faire une étiologie appropriée, non de tenter de les modifier arbitrairement.

Durkheim, bon philosophe quand il se bornait à refléter la pensée de Comte, a formulé ainsi, claire-

ment, plus fidèlement que H. Taine, la loi de filiation : « La cause déterminante d'un fait doit être cherchée parmi les faits sociaux antécédents, et non parmi les états de la conscience individuelle. » Cherchons donc et nous trouverons : Pour le désordre politique, la démocratie ; pour le désordre économique, le capitalisme ; pour le désordre intellectuel, l'égocentrisme théologico-métaphysique ; pour le désordre moral, l'individualisme. C'est donc tout notre « climat » social qui est en question. Mais cela n'ira pas sans heurts. Les habitudes vicieuses sont celles auxquelles nous tenons le plus.

Dans sa lutte contre la maladie et la mort, le biologiste n'a pas à se préoccuper du dommage qu'il occasionnera aux croque-morts, pharmaciens et médecins. Et le sociologue, de même, dans ses recherches d'ordre social, n'a pas à tenir compte de ceux qui vivent et prospèrent du désordre. C'est exactement le contraire que font les interventionnistes. Cela peut paraître plus facile et plus simple ; mais, au fond, c'est absurde, puisque tout le monde ne peut être croque-mort.

Ainsi, la démocratie, essentiellement capitaliste, égocentrique, individualiste, porte d'abord à sa plus haute tension la lutte de classe pour finir par la confusion des classes et aboutir au communisme universel, psychologique, politique et économique, vers lequel convergent d'ailleurs, comme on l'a vu, tous les éléments d'anarchie temporelle et spirituelle.

En effet, la standardisation, l'uniformisation, l'imitation simiesque sous le signe de la Mode, le psittacisme verbeux, l'écholalie, le conformisme, l'égalisation, — chacun dans sa catégorie, — est certainement l'idéal le plus consistant, le plus général, le plus profond de ce temps. Et c'est dans le communisme qu'il se réalise. Nous y allons donc, quoi que nous fas-

sions. Maintenant, nous ne pouvons éviter cette sinistre expérience.

Mais la civilisation risque d'y sombrer ? Qu'importe, si c'est la seule condition pour qu'une autre, meilleure, renaisse. Et puis on assassine l'homme, non l'humanité. On ne détruit jamais que des formes, l'individuel, le temporaire, le temporel, le contingent, l'abstraction, ce qui ne peut être, ce qui ne sera plus dans un instant, l'irréel, — non l'être social, le permanent, le nécessaire, le spirituel, le réel. Tant qu'il y aura des hommes, il y aura des sociétés. Tant qu'il y aura des sociétés, elles devront se soumettre aux conditions infrangibles de leur existence et de leur développement, dont la plus implacable est l'ordre.

Le communisme est inévitable. Il est la dernière tentative métaphysique, matérialiste, d'établir, contre l'anarchie démoploutocratique, l'ordre matériel. Contrairement à ce qu'imaginent les utopistes, l'ordonnance des matériaux ne doit jamais être une fin, mais un moyen d'humanité. C'est ce qu'enseignait déjà la philosophie grecque, il y a vingt-trois siècles, avec Protagoras : L'homme est la mesure de toutes choses.

L'anarchie résulte toujours de la rébellion antiphysique des vieux instincts théologiques et métaphysiques, essentiellement égocentriques, je le répète, contre la conscience sociale positive, laquelle n'est, somme toute, que le prolongement de cette loi de la nature qui ne tient compte que des espèces. En définitive, l'anarchie est toujours vaincue, puisque l'humanité dure. Le positif est éternel. C'est même la seule éternité qui se puisse envisager. Et la seule catholicité possible.

## Les trois états.

La loi des trois états de Comte se vérifie donc en économique et en politique aussi bien qu'en philosophie.

Certes, l'évolution n'est pas parallèle et synchronique. Elle ne s'accomplit pas dans le même temps. Elle ne s'achève pas complètement. Ainsi, les trois états peuvent coexister, et l'on voit, dans le domaine de la pensée, qu'ils coexistent en effet. Mais les phases historiques sont caractérisées par l'esprit dominant.

D'abord, ce fut, dans la nuit des âges préhumains, la confusion mentale, l'anarchie absolue, le règne despotique de la nature. Durant cette période, dont la durée se chiffre par millénaires de siècles et qui n'est pas sans analogie avec celle que nous subissons présentement, il n'y a pas de chef, pas de Dieu, pas de société. Ce qui devait devenir l'homme n'est encore qu'un animal supérieur sans principe, sans but, uniquement mû, physiquement et psychologiquement, par ses besoins : manger, s'abriter, s'accoupler, se défendre. Il ne devient vraiment homme que lorsqu'il commence à généraliser. Car c'est alors seulement qu'il invente les dieux. Le mystère, des dangers terribles l'entourent de toute part. Ses idoles prendront donc la forme de ses angoisses et de ses peurs. Et il en sera toujours ainsi. Jusqu'ici l'histoire des religions a été l'histoire de la faiblesse et de la peur humaines. Aussi, les grandes calamités qui, s'il en était autrement, devraient vider les églises, au contraire, les emplissent.

La critique dissolvante des fins de civilisation engendre la destructive métaphysique qui remplace les dieux unifiants et ordonnateurs par les entités verbales dispersives et antagoniques. La seule raison

d'être de la métaphysique est d'avoir achevé de détruire les naïves croyances déclinantes et d'avoir ainsi préparé le terrain du positivisme reconstructeur définitif.

Mais cela n'est pas aussi simple que sur le papier et ne suit pas une ligne continue. Il y a des *ricorso*, comme disait Vico. Et, surtout, l'économique, le politique, le social ne vont pas du même train. C'est ce qui explique, par exemple, le succès déconcertant d'une théorie aussi grossière et fausse que celle du matérialisme historique. D'autre part, je sais de soi-disant positivistes, bien de ce temps, qui restent métaphysiciens en politique et même théologistes en économique. Il y a, en outre, des régressions de circonstances, de conjoncture. Il est bien difficile à un rentier de juger le profit sainement et à un gendelettre de vitupérer la simonie.

### De l'ordre.

En vérité, il n'y eut qu'un moment de l'ordre : Celui des théocraties antiques. Ordre malgré tout précaire, parce qu'il reposait sur la fixité immuable des castes maintenue par une effroyable contrainte. Depuis, « l'immense question » ne fut jamais résolue que précairement, d'autant mieux pourtant qu'on s'éloignait moins des anciennes théocraties. Notre moyen âge en est un merveilleux exemple. Bien au-dessous évidemment, il faut attendre ce que donnera l'expérience bolchéviste qui est une tentative d'instituer une théocratie sans Dieu, ou plutôt dont le Dieu sera la chose économique.

A vrai dire, il n'y a jamais eu encore un ordre humain établi par l'homme pour l'homme. L'ordre positif, ou progressif parce que relatif, sera définitif.

L'esprit métaphysique est de transition. Il est essentiellement révolutionnaire. Il ne s'épanouit que

sur la négation et des ruines. Depuis la Révolution et la Déclaration des Droits de l'homme, qui sont seulement ceux de l'individu, cette révolte permanente contre les morts, contre l'espèce, contre l'ordre est à son paroxysme. La crise n'est qu'une de ses conséquences les plus anodines, encore qu'elle soit la plus sensible aux individus qu'elle frappe plus directement.

Cette sédition des parties contre l'ensemble a donné lieu à des institutions puissamment destructives : le parlementarisme, le suffrage universel, la légifération à outrance, l'étatisme, et la dernière venue, non la moins corrodante, la Société des nations. Ces institutions ont au plus haut point ce signe anarchique qui va toujours avec le pseudo-gouvernement des entités abstraites : produire des résultats tout autres que ceux en vue desquels ils ont été imaginés.

L'absolu théologique se défait par l'absolu métaphysique, qui s'effondre dans l'anarchie. Le recteur constant, indéfectible, de l'esprit humain, c'est le relatif, le réel, l'utile, en un mot, le positif. Voilà la première condition de l'accord de l'homme avec soi-même et avec ses semblables, qui est à l'encontre des systèmes métaphysiques et que ne réalisèrent qu'en faible partie et temporairement les religions théologiques. C'est donc la base de l'ordre définitif.

On ne saurait trop le répéter, il n'y a pas de solution partielle dans le domaine du social. Le communisme a beau réaliser une économie parfaite, par quoi il vaincra le capitalisme, il n'en est pas moins une monstruosité inhumaine. Or les monstres ne vivent pas dans l'espèce. L'économie n'est qu'une faible partie du social. Le pratique est un régulateur économique bien supérieur au profit qui est en train de révéler son absurdité. Mais là seulement. Nonob-

stant, malgré cette absurdité, ce qu'il a de féroce, ses gaspillages de forces, le capitalisme a des côtés plus humains.

La nature ignore l'égalité, et même la justice absolue, comme elle ignore la paix perpétuelle et universelle et le repos. Que dis-je ? La société ne se forme et ne se développe que par l'injustice, l'inégalité, la guerre et la peine. Le principal but de la discipline sociale, le seul progrès que nous puissions espérer d'atteindre est de faire concourir ces fatalités à l'élévation de l'homme ; et par là de les adoucir, de les rendre moins implacables, de les soumettre à la norme de l'utile.

Ni profit, ni pratique, le principe qui doit l'emporter, c'est l'utile, parce qu'il n'est pas exclusivement économique. Principe à la fois temporel et spirituel. Antidote du matérialisme moral.

### Ce qui doit tomber.

Non plus que partielle, il n'y a donc pas de solution économique et politique immédiate. Ce que les politiciens « réalistes » appellent ainsi, c'est, au mieux, l'atténuation des effets par l'aggravation des causes. Et la démocratie, la prétendue « volonté populaire » ne peut s'en tenir avec une obstination diabolique qu'à ce traitement léthifère de médicastre.

Les institutions vivantes sont l'œuvre du temps, elles tirent d'elles-mêmes les forces qui les animent. Elles se détraquent par l'automatisme, elles se dissolvent par les interventions extérieures inconsidérées, inspirées toujours par un égocentrisme borné. Ce qui est tenté pour corriger les abus en fait surgir d'autres plus pernicieux ; ce qu'on imagine présomptueusement pour suppléer aux insuffisances des institutions ne peut que les atrophier et les épuiser. Le

mécanique ne saurait remplacer l'organique. La vie est une expansion du dedans, une spontanéité.

L'erreur fondamentale de toutes les réformes, plus ou moins ingénieuses, est d'imaginer qu'elles peuvent modifier les lois constantes, immuables, de tous les siècles.

Une « action pratique » pour remédier à l'irrémédiable et éviter l'inévitable est toujours, plus ou moins, infectée de démagogie. N'est-elle pas tenue de faire appel au nombre, sinon à l'argent ?

L'anarchie est totale. C'est dire qu'elle est dans les esprits. Et ceux-là même qui veulent l'ordre n'y échappent point. Maurras répète volontiers ce mot de Mistral : le diable porte pierre. Cet optimisme n'est plus de saison. Aujourd'hui, il convient plutôt de dire : les anges portent fagot pour alimenter l'incendie destructeur. Fort heureusement, le bois est hors de prix et les anges modernes sont aussi âpres au gain que des courtisanes. Autrement, il y a longtemps que notre globe terraqué, livré aux redoutables gens de bonne volonté, ne serait plus qu'un brasier ou une accumulation de cendres. L'anarchie même a ses lois.

Il n'y a pas d'action réformatrice possible, parce que, nécessairement, cette action doit débuter par des concessions aux éléments perturbateurs. Et plus elle s'étend et prend de l'importance, plus il lui faut élargir ses concessions. Son succès est à la mesure de sa coopération effective aux désordres qu'elle prétendait combattre. L'Église même se démocratise : et ainsi faisant, elle prolonge son existence temporelle en abdiquant le spirituel, sa raison d'être. Nul groupement d'opinion ne peut s'en affranchir.

Il n'y a pas à tenter de retenir ce qui tombe, ce qui doit tomber, il faut, disait Nietzsche, le pousser. On n'organise pas la décomposition, on n'étaie pas la

pourriture. Quand il n'y a plus de tradition, rien ne saurait suppléer l'expérience. Il n'est donc que de reconstituer l'embryon d'un pouvoir spirituel dont la grande masse ne ressent même plus la carence, ce qui est l'extrême misère..

### Substitution de l'utile au profit.

Le grand ressort de l'économie capitaliste, c'est le gain d'argent, qui ne peut être prélevé que sur la production, c'est le profit. Or, précisément, parce qu'elle s'est universalisée, la poursuite du profit est devenue un jeu absurde, impossible. Tel est le sens profond de la crise actuelle, et pourquoi elle est insoluble. Elle nous indique la limite infranchissable du surprofit, de l'extension démocratique du profit. Et c'est le glas du capitalisme. Camouflé, mais aggravé, il trouvera quelque répit dans le communisme. Ce ne sera que pour un temps.

Stimulateur énergique, mais anarchique, des forces matérielles, le profit, essentiellement individualiste, divise, corrompt, abêtit. Il est de plus contre-économique. L'utile, au contraire, essentiellement social, unit, pacifie, élève. Les pacifistes, s'ils étaient sincères ou de bon sens, devraient être les plus ardents adeptes de l'économie positiviste. En dehors de l'extinction du profit, il est vain, il est dangereux même d'espérer l'abolition de la guerre.

Certes, cette substitution de l'utile positif au profit anarchique ne se fera pas tout de go et sans douleur. Mais elle se fera, elle ne peut pas ne point se faire. Le cerveau humain a été hanté par des phantasmes plus abominables, plus absurdes, plus dégradants, plus asservissants encore, qui ont fini par se dissiper quand ils devinrent trop pernicieux.

Sans doute, nos « réalistes », ceux qui croient encore, dur comme fer, à la fabulation monétaire et

à l'infrangibilité, à l'éternité du profit résisteront. A la rigueur, le pratique soviétique leur semblera moins extravagant. Les événements leur démontreront que c'est par trop méconnaître le rôle de la volonté éclairée dans les affaires humaines.

Dans *Les deux sources de la morale*, Henri Bergson nous dit que l'exercice de l'intelligence a un effet déprimant et dissolvant. Qu'est-ce à dire ? L'intelligence n'est-elle pas suprêmement ordonnatrice ? Ce philosophe veut sans doute nous parler de l'intelligence si inintelligente qu'est le simple intellectualisme.

L'intelligence serait toujours au service de l'égoïsme. Soit. Mais cet égoïsme, lorsqu'il est tempéré, équilibré par l'intelligence, n'est qu'une forme de l'instinct de conservation qui a son aboutissant dans le sens social ou celui de l'espèce. Ce n'est pas nécessairement l'égocentrisme, source intellectuelle des plus dangereuses erreurs, — du profit entre autres, et aussi de la bêtise.

M. Bergson en convient lui-même quand il ajoute, après Comte : « Celui qui voudrait pratiquer l'égoïsme absolu devrait s'enfermer en lui-même, et ne plus se soucier assez du prochain pour le jalouser et l'envier. Il entre de la sympathie dans ces formes de la haine, et les vices mêmes de l'homme vivant en société ne sont pas sans impliquer quelque vertu : tous sont saturés de vanité, et vanité signifie d'abord sociabilité. »

Si, dans le positif, on doit faire sa part à l'égoïsme, promoteur et gardien des sociétés, rien ne s'oppose, au contraire, à un compréhensif sociocratisme inspirateur de l'utile. Le dynamisme altruiste le plus pur n'a pas d'autre fondation. Tout se tient.

La substitution de l'utile au profit n'offre donc aucune difficulté psychologique à l'assentiment. Et

nous savons que, socialement, elle est fatale. En économique comme en politique. Car les « droits » démocratiques aboutissent à la même absurdité, à la même impossibilité de s'universaliser que les profits capitalistes. Tous les profits s'annulant les uns les autres, il ne subsiste en fait que ceux du dol et du vol. Si tous revendiquent tous les droits, en définitive, on n'exerce réellement que ceux qu'on obtient par la menace et la force, comme le montrent assez les syndicats de fonctionnaires et les gangs de politiciens.

Substituer l'utile au profit dans l'ordre des mobiles et des buts économiques n'a donc rien d'utopique. De même, comme l'avait énoncé A. Comte : « A l'orageuse discussion des droits, substituer la paisible détermination des devoirs ; remplacer les vains débats sur la possession des pouvoirs par l'examen des règles relatives à leur sage exercice. »

Comment se fera cette révolution, cette transmutation de valeurs sociales ? — D'abord par le haut, par l'esprit. Ensuite par l'inflexible nécessité. La voix du bon sens se laisse aisément entendre quand il n'y a pas d'autre alternative que de sombrer ou de se reprendre.

### Action positive.

En bref, nous sommes au terme catastrophique de l'évolution métaphysico-théologique. Voilà le drame. Mais seulement le prologue. Une autre société, une autre civilisation, une autre religion unifiante, ordonnatrice s'élaborent. Karl Marx a raison : La force est l'accoucheuse des sociétés. Rien ne se produit que par l'énergie vitale. Il n'y a pas de bon, de bien, de vrai négatifs.

Nous assistons au prélude de la révolution la plus grandiose que l'humanité ait jamais vue : celle de

ses motifs, de ses désirs, de ses aspirations et de ses fins. Il lui faudra enfin renoncer ses mensonges, son inconscience et ses niaises fabulations, c'est-à-dire ses illusions vitales les plus invétérées. Elle devra comprendre qu'elle n'a pas d'autre objet, d'autre but qu'elle-même, ni d'autre moyen. Elle va connaître d'abord le désespoir, sans autre consolation que ses propres réalisations. Car la divinité de l'argent, même la vanité de soi passeront plus vite que les dieux. Si ce n'est le chaos dans l'universelle démence, ce sera, dans la plus atroce souffrance, dans un déluge de sang, le merveilleux enfantement d'une vraie civilisation, c'est-à-dire d'un ordre humain, strictement, consciemment, exclusivement humain. Déjà, il y a plus d'un siècle, J. de Maistre l'annonçait.

Qu'y pouvons-nous ? Choisir un directeur d'anarchie plutôt que tel autre, retarder un accident local en aggravant l'état général, prodiguer l'opium ? Dérision ! Proprement suicide inconscient et lâche. Mieux vaut faciliter le travail du fer.

Mais encore ?... Voici : Regarder en face, froidement, ce qui est, ce qui ne peut ne pas être, aussi ce qui ne peut plus être. Appuyer, sans aucune passion de partisan, l'action positive de l'esprit, même à l'encontre de la pratique temporelle. Nous devons avoir la solide haine goethienne de l'inutile. Imperturbablement, indiquer les solutions positives, souvent inactuelles, toujours spirituelles, des questions politiques et sociales. Ne pas se soucier de prosélytisme. Enseigner en tout le positif, c'est-à-dire l'antidémocratisme, le dédain du faux « réalisme » matériel, du succès apparent et provisoire, et d'abord par le fait et l'exemple.

A l'heure même où tous les étais de la civilisation fléchissent et se rompent, les solutions effectives des

multiples problèmes sociaux ne peuvent être trouvées que par une rigoureuse application des méthodes positives. Soit : critique sévère des perturbations pathologiques (démocratie politique et sociale, idéologie métaphysique, émotive, oratoire, théologique et révolutionnaire) ; recherche des lois statiques et cinématiques de l'État, de la société et de leurs institutions (patrie, famille, propriété, croyances et ensemble de sentiments organisés).

### Plaisir et joie.

Le bonheur est un terme sous lequel chacun met ce qu'il veut ou ce qu'il peut. L'erreur tragique de ce temps est de le rechercher dans le plaisir onéreux qui en est la négation.

« Il n'y a pas de bonheur sans sécurité, dit M. Henri Bergson, je veux dire sans perspective de durée pour un état dont on s'est accommodé. Cette assurance, on peut la trouver ou dans une mainmise sur les choses, ou dans une maîtrise de soi qui rendent indépendant des choses. » La première, nous l'éprouvons, est illusoire et catastrophique. La seconde est dans le sens de la raison positive. Mais, à défaut de celle-ci, si lente à étendre son empire, il y a la lassitude d'une poursuite décevante.

C'est la frénétique avidité du plaisir qui a fait du profit d'argent l'unique et monstrueux mobile de toute activité et détraqué ainsi notre civilisation. L'utile nous ramènera à une vie plus simple, plus harmonieuse, et, sociocentrique, plus propice à la joie exaltante qu'aux fugaces et exténuants plaisirs.

« Dans ces conditions, ajoute M. Bergson, le retour à la simplicité n'a rien d'invraisemblable. La science elle-même pourrait bien nous en montrer le chemin. Tandis que physique et chimie nous aident à satisfaire et nous invitent ainsi à multiplier nos

besoins, on peut prévoir que physiologie et médecine nous révéleront de mieux en mieux ce qu'il y a de dangereux dans cette multiplication, et de décevant dans la plupart de nos satisfactions...

« Toute notre civilisation est aphrodisiaque. Ici encore la science a son mot à dire, et elle le dira un jour si nettement qu'il faudra bien l'écouter : il n'y aura plus de plaisir à tant aimer le plaisir... Que la transformation s'opère : notre vie sera plus sérieuse en même temps que plus simple. Ce que la femme exige de luxe pour plaire à l'homme et, par ricochet, pour se plaire à elle-même, deviendra en grande partie *inutile*. Il y aura moins de gaspillage, et aussi moins d'envie. — Luxe, plaisir et bien-être se tiennent d'ailleurs de près, sans cependant avoir entre eux le rapport qu'on se figure généralement... Parce que le luxe coûte plus cher que le simple agrément, et le plaisir que le bien-être, on se représente la croissance progressive de je ne sais quel désir correspondant. La vérité est que c'est le plus souvent par amour du luxe qu'on désire le bien-être, parce que le bien-être qu'on n'a pas apparaît comme un luxe, et qu'on veut imiter, égaler ceux qui sont en état de l'avoir. Au commencement était la vanité. »

L'utile, ai-je déjà dit, est partie du positif. Il dépasse donc l'économique. Et cela est à l'encontre, on l'entend bien, de la mystagogie bergsonienne. En effet, M. Bergson attend la réforme morale de la croyance à l'au-delà. « Pour savoir dans quelle mesure elle compte, écrit-il, il suffit de regarder comment on se jette sur le plaisir : on n'y tiendrait pas à ce point si l'on n'y voyait autant de pris sur le néant, un moyen de narguer la mort. En vérité, si nous étions sûrs, absolument sûrs de survivre, nous ne pourrions pas penser à autre chose. Les plaisirs subsisteraient, mais ternes et décolorés, parce

que leur intensité n'était que l'attention que nous fixions sur eux. Ils pâliraient comme la lumière de nos ampoules au soleil du matin. Le plaisir serait éclipsé par la joie. »

Mais, précisément, s'il est une chose dont on a toujours douté, même les plus ardents croyants, dont on ne peut ne pas douter, dont on doutera de plus en plus, c'est de la survie. C'était d'ailleurs un des principaux obstacles au bonheur, dispensateur de joie. Ce rêve égocentrique ne pouvant déterminer la certitude suscitait, sauf de rares exceptions, l'angoisse de la mort. On peut donc dire qu'il est à l'origine de la frénésie du plaisir et du profit.

Le positif, au contraire, parce que sa clarté dissipe toutes les fantasmagories, parce qu'il nous détache assez de nous-mêmes pour nous relier à l'ensemble social, ce qui est l'office essentiel de la religion, le positif nous rend le calme, nous inculque la résignation et nous constitue maîtres des choses, au lieu d'en être les esclaves. Ainsi sera réalisée cette condition primordiale du bonheur : la durée. Et c'est là, comme nous le voyons que trop aujourd'hui, qu'ont toujours échoué la théologie et la métaphysique et leurs rejetons indignes, les utopies politiques et sociales.

### Le positivisme.

C'est par leur absolutisme de base que les religions théologiques se sont desséchées, stérilisées et même sont devenues hostiles à ce qui les avait promues, à l'épanouissement humain. Toujours grandes dans la phase souffrante et militante, elles devinrent mesquines, désastreuses dans le triomphe. Or l'humanité ne supporte les dieux que durant qu'ils lui sont tutélaires.

L'utile, le relatif seuls créent la pérennité. L'af-

faiblissement de l'esprit, la méconnaissance du positif déterminent les décadences. Ce qui revient à dire que le principe vital et vitalisant du social fut toujours, qu'on en ait eu plus ou moins conscience, l'utile, le relatif, le réel.

La critique métaphysique, fruit du libre examen anarchique, a prématurément rendu impossible le positif inconscient mais efficace des naïves croyances théologiques. Mais il serait vain de s'attarder aux regrets. Il n'y a qu'une issue, — héroïque, — la pleine lumière de la conscience sociale.

Elle est peut-être moins difficile à provoquer qu'on ne pense, maintenant que l'angoisse de l'au-delà commence à se dissiper. Et que peut être la honteuse peur de la pauvreté auprès de celle du néant et de l'enfer ? Mais, qu'on le sache bien, ce ne sera pas par un mécanisme législatif ou constitutionnel, par des combinaisons matérielles. Ce sera par une doctrine dont le réalisme et le relativisme pourront embrasser tout ce qu'ont, malgré tout, d'affirmatif et de constructif les pires chimères comme les plus généreuses aspirations qui se cherchent à tâtons et s'entre-heurtent dans la nuit de ce chaos universel. Le communisme a ses vérités comme le capitalisme ; les religions théologiques ont les leurs, plus hautes, car leurs dieux ne sont jamais que les symboles, de plus en plus épurés, de l'humanité. Après le catholicisme, qui a fourni le plus élevé, il n'y a plus de symbole divin acceptable par la raison.

Le nouveau syncrétisme sera donc aussi éloigné de l'éclectisme douceâtre que du sectarisme brutal.

C'est dans et par l'esprit qu'est la réalité et la puissance créatrice du verbe et de l'action. Lui seul ne s'épuise, ne se trompe et ne se dément pas. Il est ce qui est.

C'est donc par la coopération des idées, de toutes

les idées positives, d'où qu'elles émanent, partis, sectes et races, que s'opérera la transmutation des valeurs morales et intellectuelles.

Notamment, dans l'économique, celles du profit en celles de l'utile.

Soit, puisqu'il faut le nommer, le positivisme ; mais un positivisme vivant, non pétrifié par la lettre périmée d'un livre, non pédant, un positivisme positif, c'est-à-dire selon l'esprit d'Auguste Comte, qui croît et qui s'approfondit.

La dévotion est le lugubre linceul des croyances exténuées et mourantes. Le dévoûment éclairé est parure de printemps, la substance des religions naissantes. Et cela seul, toujours, a sauvé le monde, cela seul résoudra l'immense question de l'ordre.

GEORGES DEHERME.

# LES ASSURANCES SOCIALES

## Les lois qui ne s'écrivent pas.

Il est des Anglais qui imputent, paraît-il, les difficultés présentes de l'Empire britannique, non pas à une vicieuse politique, mais au mauvais œil de M. Mac Donald. Le Français, né malin, ne montre guère plus de positivité. Autres fétiches, mêmes superstitions. S'il ne croit pas au mauvais œil, ce sont les amulettes électorales, les incantations législatives, la magie de l'éloquence qui suscitent ses enthousiasmes et déterminent ses opinions.

Les désirs confus et les caprices incohérents de la multitude, exprimés, interprétés, sinon suggérés par des législateurs démagogues, presque aussi ignorants, ne peuvent aller qu'à l'encontre d'une conception positive de l'intérêt public, de l'ordre continu. Car il y faut de larges vues d'ensemble et la connaissance des rapports constants qui régissent les phénomènes politiques, sociaux et moraux.

C'est ainsi que la législation dite sociale est, en fait, profondément antisociale. Une vraie loi sociale est une création de la société et non de l'État, encore moins du bavardage parlementaire. Elle est l'œuvre du temps, des habitudes, des coutumes, des traditions, de l'expérience, de la croissance des institutions, de l'épanouissement des libertés. Elle n'atrophie aucune force vitale, elle n'entreprend sur aucune liberté positive, c'est-à-dire sur aucun pouvoir social.

Elle est toujours simple, claire et souple. C'est pourquoi, le plus souvent, elle n'a pas besoin d'être écrite. Tout texte législatif, par cela même qu'il est obscur, ambigu et compliqué, décèle sa malfaisance. C'est en vain qu'il prétend s'adapter à tous les cas : on ne supplée pas l'organique par un dispositif mécanique. Au demeurant, il n'y a pas de ces lois de circonstance que l'on ne puisse tourner, frauder et utiliser contre les honnêtes gens. Le Code est l'arsenal des coquins habiles.

### Tout pour l'électeur, tout par le contribuable.

En démocratie, sans tenir compte de la nature des choses, chacun réclame une « loi » qui favorise d'abord sa personne, puis sa catégorie, sa profession, son commerce, enfin sa classe. Et toujours contre l'intérêt général qui lèse, peu ou prou, les intérêts particuliers.

Pour réprimer ou atténuer les abus et les troubles qui en résultent nécessairement, on a recours à d'autres lois, et à d'autres encore, qui ont les mêmes effets désastreux. C'est ainsi que l'anarchie légiférante, comme je l'ai montré dans mon livre *Démocratie et Sociocratie*, s'étend, s'approfondit et s'aggrave de plus en plus.

Sans doute, nul n'est assez stupide pour rester insensible aux exactions du Fisc qui sont les moindres inconvénients des lois sociales. Mais tout contribuable espère bien qu'il sera un jour du bon côté de la caisse, à un titre quelconque. En tout cas, ses élus le lui promettent. Récemment, un député dévoilait le truc super-démocratique : les impôts directs étant payés par un petit nombre d'électeurs, la grande majorité, étant « partie prenante » au budget doit pousser à l'augmentation des dépenses. Le fait est que l'État verse aux uns une faible partie de ce qu'il prend aux autres, ce qui suffit, avec son armée de fonctionnaires déjà nantis, pour lui assurer une majorité complice. Et c'est toute la cuisine électorale, la politique démocratique.

### L'étatisme destructeur des institutions.

Un gouvernement électif va donc, fatalement, à l'étatisme de mort. C'est son élément. Sans assises solides, il n'a d'autre ressort que la corruption, d'autre armature que la police et d'autre étai que la plus dure contrainte. Il est essentiellement destructeur. La plupart de ses prétendues réformes ne sont que des dévastations.

Si l'État s'est dressé contre la société, s'il affirme de plus en plus son nihilisme révolutionnaire, c'est que, démocratisé, il est devenu extrêmement faible. Dès lors, il considère toute organisation de liberté, toute institution comme une menace pour son existence. Il ne se sent en sécurité que lorsqu'il n'a plus à gouverner qu'une masse amorphe d'individus dissociés, déracinés, décérébrés, en un mot des électeurs.

Mais l'État ne tirait sa vitalité que de la société, des forces

sociales. En dissolvant celles-ci, il s'est vidé de son sang. Ce colosse anémique, sans tête, est un monstre ataxique, qui ne peut plus coordonner ses mouvements. Les puissances internationales de la finance, qui sont aussi inhumaines et guère plus intelligentes et clairvoyantes, interviennent et le manœuvrent, suivant leurs intérêts ou leurs fantaisies, au politique, à l'économique, voire au spirituel.

Pas de société sans gouvernement ; mais, plus encore, pas de gouvernement sans société. L'étatisme est le sinistre symptôme d'un néoplasme corrodant, putréfiant, qui ronge l'État après avoir épuisé la société. La ploutocratie même, qui s'y substitue momentanément, suscitera une anarchie sanglante effroyable. Ces omnipotences provisoires sont de grandes impuissances positives, c'est-à-dire définitives. Voyez le chaos économique et financier actuel.

Une société est d'abord une spiritualité. Elle constitue un hyperorganisme. Les liens qui la forment sont spirituels. Si elle a besoin de concours, l'indépendance lui est encore plus nécessaire, surtout pour s'assurer le concours le plus efficace. Les organes de la société ne se développent bien que sans entraves matérielles, par l'exercice. L'ordre résulte du jeu libre, harmonieux de ces organes, hiérarchisés par leurs fonctions propres.

Les institutions se sont éprouvées, rectifiées au cours des âges. Fixées enfin, elles se sont adaptées toujours mieux à leurs fonctions essentielles. C'est par elles que les morts innombrables, et les meilleurs, nous gouvernent vraiment sans nous trahir. Comment les lois écrites, fruits de l'imagination démocratique, des intérêts, des passions d'une foule passante, pourraient-elles remplacer les institutions ? Celles-ci, qui sont éternelles, valent beaucoup mieux que les individus. Les textes législatifs, moins. Au surplus, le progrès, qui se fonde sur l'ordre, est dans le sens de la différenciation croissante. L'État, qui lui-même est un de ces organes différenciés, spécialisés, — non le plus ancien, ni le plus important, — ne peut suppléer convenablement les autres institutions. Son impuissance se décèle par une légifération insensée.

### Totus mundus stultitiat.

Dès lors, l'homme dissocié, étatisé n'est plus qu'un rouage. Son initiative, sa responsabilité, sa liberté enfin sont annihilées. Il n'a licence que de gagner de l'argent par tous les

moyens et, après que le Fisc a prélevé sa part léonine, de dépenser le surplus, s'il en reste. Et voter. C'est à quoi se réduisent ses pouvoirs sociaux et ses libertés.

Voilà l'automate tel que le façonne, en série, la démocratie. Ce qui le caractérise, c'est l'horreur de l'effort. Pour l'action, les sports lui en tiennent lieu ; pour le penser, c'est la mémoire. Le jeu, le psittacisme, la mode, l'obsession vestimentaire, l'imitation grégaire contribuent à uniformiser l'électeur, qui ne se distingue plus que par l'argent dont il dispose. Désormais, il est mûr pour le communisme primitif. Toute personnalité a disparu, toute socialité est abolie. L'étatisme a fait son œuvre.

Certes, tous les pays civilisés sont plus ou moins engagés dans cette régression désastreuse. Mais les Français le sont davantage et depuis plus longtemps. D'ailleurs, le mal de l'un n'atténue pas le mal de l'autre : de nos jours surtout, il s'y ajoute, il l'intensifie. Ne voyons-nous pas avec quelle rapidité circule et se propage une bêtise ou un vice dans le monde entier ? Il faut donc compter maintenant avec cette diffusion mondiale du désordre et de l'insanité dont l'Inde et la Chine nous offrent un exemple tragique.

## L'État escroc.

Comme les autres légiférations désordonnées de la démocratie, les Assurances sociales ne sont qu'une machination électorale. Elles commencent par mettre à la disposition de l'État un grand nombre de milliards et c'est en cela qu'elles sont le plus pernicieuses.

Nos parlementaires ont vu surtout — ils ne voient que cela — une légion d'électeurs à caser, à enrégimenter, des sportules à distribuer : marchés, adjudications, primes, etc. Bref, beaucoup d'argent à remuer. Les conséquences leur importent peu, il leur suffit d'être réélu.

Contrairement au préjugé courant, l'action de l'État est moins funeste quand il se borne à prélever des impôts excessifs que lorsque, pour les justifier, il prodigue inconsidérément la manne électorale sous forme d'allocations, d'indemnités, de pensions et de retraites : dans le premier cas, ce n'est qu'un vol; dans le second, c'est un meurtre. Le congiaire, sous quelque aspect que ce soit, paralyse l'énergie de vivre. Insidieusement, il asphyxie.

S'il s'agissait vraiment, sans contre-coup, de préserver les

travailleurs des conséquences matérielles de la maladie, des accidents, du chômage, de la vieillesse, il n'y aurait qu'à accepter avec résignation les vexations fiscales, l'augmentation du coût de la vie, voire l'appauvrissement général. A l'ordinaire, les adversaires de la loi n'y opposent que leurs préjugés de classe et leurs intérêts. Ce n'est pas assez. Ils disent aussi que la loi est mal rédigée, inapplicable. C'est énoncer qu'une autre pourrait l'être mieux, en satisfaisant tout le monde, l'ordre social et l'État escroc.

En effet, depuis un quart de siècle, les escroqueries de l'État se sont amplifiées en devenant plus nombreuses. Avant les Assurances sociales, qui les dépasse toutes, il y avait eu le milliard des Congrégations et, entre autres, la confiscation de la Caisse de retraite des mineurs. On sait que cette Caisse était constituée par un versement égal des patrons et ouvriers de dix centimes par jour. Quand le montant s'éleva à 100 millions, l'État s'empara de cette mainmorte corporative, de ce « patrimoine du métier », de « l'héritage des morts ». Du moins, c'est en ces termes que protestait la C.G.T. qui n'était pas alors domestiquée.

### La loi, en palliant les effets, aggrave les causes.

Une loi n'est pas absolument mauvaise parce qu'elle lèse des intérêts privés ou de classe ; mais, au contraire, parce que, en voulant les servir, elle dissocie. C'est le vice indélébile de la démocratie égocentrique qu'elle ne peut se placer au point de vue sociocentrique de l'ensemble continu, et qu'elle ne peut constituer aucun organe de l'intérêt public.

La vérité, c'est que l'assurance contre le chômage aggrave la crise industrielle et fait passer le chômage de l'état accidentel à l'état chronique en retirant tout stimulant au travail, en ruinant définitivement les entreprises difficiles ou peu lucratives, en multipliant le chômeur professionnel, en cultivant la paresse. L'Angleterre et l'Allemagne, avec leurs 2 et 6 millions de sans-travail rentés et assurés, en témoignent. Que deviendront ces parasites, qui auront perdu l'habitude du travail et de sa discipline, quand leur nombre ayant doublé, — ce qui est inéluctable, — l'État aux abois ne pourra plus les nourrir ? Là encore, pour pallier les effets immédiats, on aggrave la cause persistante. Le travail ne manquera jamais à l'homme. Le chômage provient du déséquilibre d'une production uniquement, follement mercantile et d'un État

décapité qui entrave de toute manière l'activité économique en propageant le parasitisme pour se maintenir. Seul, le travail organisé par les libertés positives dans l'ordre mettra fin, normalement, au chômage et réduira le parasitisme. Car ce sont les deux faces du même problème.

De même pour les maladies, les Assurances les multiplieront par la fraude qu'elles susciteront. La sinistrose n'est-elle pas éclose de la loi sur les accidents du travail ? De plus, les malades seront mal soignés par des médecins trafiquants et sans conscience qui entretiendront la maladie, souvent de connivence avec le malade. En décrétant le droit d'être secouru en toutes circonstances, on provoque l'imprévoyance, la fraude, on achève de défaire la famille en lui enlevant son plus doux office qui est de soigner ses malades et de protéger ses vieillards. C'est par les devoirs qu'elles imposent, les libertés dont elles assurent l'exercice que les institutions se fortifient, s'améliorent et progressent.

Est-ce que l'État impersonnel et donc irresponsable, par l'entremise de ses fonctionnaires, saura mieux ce qu'il faut faire et comme il le faut faire, en toutes conjonctures, que la corporation, la commune ou la famille, surtout la famille ?

Certes, après un siècle et demi de métaphysique révolutionnaire, d'individualisme extravagant et de légifération à outrance, les institutions tombent de consomption et sont devenues manifestement insuffisantes. Mais les erreurs, les fautes ne se corrigent pas en différant leurs conséquences ou en les camouflant. Il faut, au contraire, que ces conséquences soient mises en pleine lumière, immédiatement et terriblement éprouvées. Inconciliables avec nos chimères, notre fatuité, nos cupidités et nos basses ambitions, maintenant les solutions sociocratiques, les idées de bon sens politique pénètrent mieux par la peau que par la tête. Tel est l'homme démocratisé.

On ne revigorera donc le social qu'en le chargeant de tous les hauts devoirs qu'il comporte. Tant pis s'ils sont devenus trop lourds si, d'abord, ils sont mal remplis et si, de ce fait, il y a des souffrances. Pour cruelles qu'elles soient, elles sont nécessaires, réparatrices. Plus on s'efforce d'en alléger les institutions défaillantes, plus on débilite le social qui est toute la civilisation.

## De Demos a Ploutos.

La Révolution a proscrit les libertés corporatives et régionales, le Code civil a restreint les pouvoirs de la famille. C'est ainsi que les campagnes furent désertées pour les villes, que les classes moyennes parasitaires se sont développées à l'excès, que les sources vives de la natalité ont été taries. La frénésie légiférante achève de pulvériser ces ruines.

Bientôt la nation française surtout ne sera plus qu'un amas de sable, une poussière d'individus apeurés, inconscients, sans spontanéité, sans initiative, esclaves par goût morbide de l'irresponsabilité, égaux dans leur misère d'âme. Une énorme machine grinçante, se détraquant de plus en plus — l'État — fera mouvoir cette masse inorganique dans le sens des intérêts momentanés, des caprices imbéciles et des superstitions abjectes de la ploutocratie cosmopolite qui tient dorénavant les « leviers de commande » temporels et, si l'on peut dire, spirituels des peuples.

Les parlementaires, forcément absorbés par leurs combines électorales et leurs intrigues ministérielles, ne prévoient pas et ne veulent pas prévoir les répercussions calamiteuses de leurs votes démagogiques. Qu'ils restent députés ou sénateurs, qu'ils obtiennent un portefeuille, et, après eux, la fin de la France.

## Pour que vivent le politicien et son maitre, le financier, périssent a jamais la société, la civilisation !

On dit qu'il faut reviser « la loi d'escroquerie », « la loi folle ». — Non et non ! Toutes les lois de ce genre, même revisées, sont d'escroquerie, d'erreur et de folie. L'État, en outrepassant ses pouvoirs, en usurpant sur tout, atrophie, détruit les institutions organiques par lesquelles se faisait l'éducation de la socialité. Il joue donc le rôle d'un élément pathogène qui décompose. On ne réforme pas la phtisie : on en guérit ou en meurt. Et l'on n'en guérit qu'en améliorant le terrain infecté, en fortifiant l'organisme, en augmentant son pouvoir de résistance. L'étatisme fait tout le contraire : il anémie, il atrophie, il consume.

Un fonctionnaire retraité, après avoir lu *Démocratie et Sociocratie*, m'écrivait dernièrement : « Avant la guerre, je pensais ne jamais toucher mes 6.000 francs de pension. J'en

ai 41.000 comme père de famille et pour mes campagnes de guerre. Il y en a, paraît-il, qui ont beaucoup plus. *La généralisation des pensions constate la destruction du lien familial.* » Elle ne fait pas que la constater, malheureusement : elle l'accélère après avoir contribué au relâchement qui a commencé cette funeste dissolution.

Les Assurances sociales marqueront une phase décisive de la guerre civile de l'État contre la société. Elles aviliront la valeur humaine, elles abaisseront le dynamisme moral. La solidarité et la continuité, charpente et fondement de toute société civilisée, cesseront d'inspirer les plus nobles pensées et les meilleures actions des hommes, puisque ce qui les enseignait, ce qui était leur raison d'être ne sera plus. Aux libres institutions permanentes, vivantes qui formaient des hommes, nos légiféromanes, insurgés contre les morts et contre la vie qu'ils ont créée, auront substitué, présomptueusement, leurs textes incohérents, temporaires et changeants qui abrutissent, qui paralysent et qui dissolvent.

GEORGES DEHERME.

(Extrait de la *Libre Opinion.*)

# ADDENDA

## Réflexe vital.

Parce que la poursuite du profit y fut encore plus folle que dans notre vieille Europe, les États-Unis subissent les effets aggravés d'un déséquilibre plus général. Les réactions instinctives qu'ils provoquent doivent donc être plus violentes sans être d'ailleurs plus saines.

A ceux qui seraient enclins à traiter de chimérique la solution positive, les faits suivants, signalés par quelques journaux, sont un riche sujet de méditation :

« *Londres*, 26 *janvier*. — Le correspondant du *Daily Herald* à New-York donne, ce matin, des renseignements sur le développement qu'a pris aux États-Unis le système du troc. Ce correspondant estime que dans vingt-neuf États de l'Union, il y a plus de deux millions d'habitants qui considèrent ce système comme le seul qui puisse leur permettre d'éviter la stagnation économique et de poursuivre leurs affaires d'une façon normale.

« Dans ces vingt-neuf États, il y a déjà environ cent cinquante bourses officielles du troc, et, indépendamment de ces établissements, des échanges de service se font fréquemment entre des milliers de fermiers, de propriétaires de mines et de ranches.

« Le correspondant du *Daily Herald* signale notamment que l'Université de la Nouvelle-Orléans accepte des balles de coton et du bétail en guise de paiement des droits d'inscription.

« En Californie, plus de 200.000 chômeurs acceptent du travail en échange de nourriture et de vêtements. La seule ville de Los Angeles, grâce au système du troc, peut fournir du travail à plus de 100.000 ouvriers.

« Des bons garantis par les énormes stocks de produits ont été émis à Minneapolis. L'État d'Idaho a également procédé à une émission de bons analogues.

« Quatre des bourses officielles du troc sont situées à New-York, à quelques pas de Wall-Street. Les transactions en numéraire y sont interdites. On y échange du bois, des pardessus, des chaussures, voire des chiens et de la bijouterie contre des légumes et des produits de métairie ou de basse-cour. Mais c'est surtout dans l'Ouest et dans le Middlewest, où les fermiers luttent depuis longtemps pour échapper à la banqueroute, que le système du troc a rencontré le plus grand nombre d'adhérents. »

Sans doute, ce précapitalisme du troc, comme toute rétrogradation, n'est pas durable. Ce qui fut serait encore. La même évolution aboutirait au même chaos. Il n'y a de permanent, d'éternel, que le positif, c'est-à-dire l'utile, le relatif, le réel. Mais ce retour au troc montre que l'humanité a pu et peut se passer du profit, et que c'est ce mobile universalisé qui, précisément, est une utopie.

### Stupide holocauste.

De la gazette financière, *Commentaires* :

« On a jeté au Brésil des cargaisons entières de café à la mer.

« Aux États-Unis, on a enterré à la charrue des kilomètres carrés de coton prêts à être récoltés.

« On a brûlé le blé en Amérique dans les foyers de locomotives ; on a détruit du sucre aux Indes.

« En Écosse, il y avait trop de harengs, on les a détruits, et à Boulogne on a rejeté à la mer les morues trop abondantes.

« La série continue. Au Danemark, plus de 100.000 vaches laitières ont été transformées en farine de viande et en colle. En Hollande, on va détruire aujourd'hui 100.000 porcs, soit 1 million et demi de kilos de viande.

« Et il y a des millions de chômeurs qui ont faim ! »

Mais pourquoi ne pas traiter comme les vaches et les porcs les trente millions de chômeurs, je veux dire pourquoi ne pas exécuter l'ordre du bouddhiste républicain Challemel-Lacour : « Fusillez-moi tous ces gens-là ! » C'est ça qui raffermirait la cote, ferait la hausse, rétablirait la prospérité Hoover, et ramènerait les beaux jours du profit pour tous...

PARIS. - S.G.I.É., 71, RUE DE RENNES. - 1933

GEORGES DEHERME

L'IMMENSE QUESTION DE L'ORDRE

# DÉMOCRATIE ET SOCIOCRATIE

*Subordonnant l'ordre, c'est-à-dire la prospérité nationale, la vitalité de la race et les institutions fondamentales aux revendications incohérentes du Nombre, la démocratie, c'est le mal, tout le mal dont souffre et meurt la société française. La sociocratie, au contraire, serait un régime sociocentrique des devoirs de l'homme et du citoyen, des traditions vivantes, des institutions libres et protégées.*

*Le Directeur-Gérant :* GEORGES DEHERME